

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION



ACTES

Seizième session du Comité pour les animaux

Shepherdstown (Etats-Unis d'Amérique),
11 – 15 décembre 2000

© Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces
de faune et de flore sauvages menacées d'extinction

Juillet 2001

TABLE DES MATIERES

Questions inscrites à l'ordre du jour	Cote du document	Page
1. Ouverture de la session	<i>Pas de document</i>	3
2. Adoption du règlement intérieur	Doc. AC.16.2	3
3. Adoption de l'ordre du jour et du programme de travail	<i>Pas de document</i>	3
3.1 Ordre du jour	Doc. AC.16.3.1	
3.2 Programme de travail	Doc. AC.16.3.2	
4. Admission des observateurs	Doc. AC.16.4	3
5. Rapports régionaux	<i>Pas de document</i>	4
5.1 Afrique	Doc. AC.16.5.1	
5.2 Asie	Doc. AC.16.5.2	
5.3 Amérique centrale et du Sud et Caraïbes	Doc. AC.16.5.3	
5.4 Europe	Doc. AC.16.5.4	
5.5 Amérique du Nord	Doc. AC.16.5.5	
5.6 Océanie	Doc. AC.16.5.6	
6. Planification stratégique	<i>Pas de document</i>	4
6.1 Mise en œuvre de la Vision d'une stratégie CITES	Doc. AC.16.6.1	
6.2 Décisions à l'adresse du Comité pour les animaux	Doc. AC.16.6.2	
6.3 Etablissement des priorités du Comité pour les animaux	Doc. AC.16.6.3	
7. Mise en œuvre de la résolution Conf. 8.9 (Rev.); voir décision 11.106	<i>Pas de document</i> (voir Inf. AC.16.1, 16.2)	7
7.1 Progrès accomplis dans la Phase IV de l'étude du commerce important	Doc. AC.16.7.1	
7.2 Les esturgeons, <i>Acipenseriformes</i> spp.	Doc. AC.16.7.2	
7.3 Les espèces du genre <i>Naja</i>	Doc. AC.16.7.3	
7.4 Les espèces du genre <i>Moschus</i>	Doc. AC.16.7.4	
8. Examen périodique des taxons animaux inscrits aux annexes	Doc. AC.16.8	13
8.1 Evaluation des espèces sélectionnées à la 15 ^e session du Comité	Doc. AC.16.8.1	
8.1.1 Addenda – Evaluation de <i>Probarbus jullieni</i>	Doc. AC.16.8.1.1	
8.2 Sélection d'autres espèces à examiner	<i>Pas de document</i>	
9. Enregistrement et suivi des espèces animales élevées en captivité (résolution Conf. 11.14 et décision 11.101)	<i>Pas de document</i> (voir Inf. AC.16.3)	16
9.1 Réactions à la notification n° 2000/044	Doc. AC.16.9.1 (voir Inf. AC.16.4 à Inf. AC.16.9)	
9.2 Relations entre les établissements d'élevage <i>ex-situ</i> et les programmes de conservation <i>in situ</i> (décision 11.102)	Doc. AC.16.9.2	
10. Mise en œuvre de la résolution Conf. 10.21 "Transport des animaux vivants"	<i>Pas de document</i>	11
10.1 Rapport du groupe de travail sur le transport	Doc. AC.16.10.1	
11. Rôle et fonctions des autorités scientifiques	<i>Pas de document</i>	12
12. Commerce des coraux durs	<i>Pas de document</i>	6
12.1 Rapport du groupe de travail	Doc. AC.16.12.1	
12.2 Mariculture et reproduction des coraux; mise en œuvre de la résolution Conf. 10.16 relative aux coraux	Doc. AC.16.12.2	

Questions inscrites à l'ordre du jour	Cote du document	Page
13. Mise en œuvre de la décision 11.165 sur le commerce des espèces animales utilisées en médecine traditionnelle	Doc. AC.16.13	12
14. Commerce des espèces exotiques	<i>Pas de document</i>	22
14.1 Mise en œuvre de la décision 11.100 sur le commerce des espèces exotiques	Doc. AC.16.14.1 (voir Inf. AC.16.10)	
14.2 Autres initiatives sur le commerce des espèces exotiques (décision V/8 et GISP)	Doc. AC.16.14.2 (voir Inf. AC.16.11, Inf. AC.16.12)	
15. Contrôle des systèmes de production de l'élevage en captivité et en ranch et des prélèvements dans la nature pour les espèces inscrites à l'Annexe II	Doc. AC.16.15	5
16. Système universel d'étiquetage pour l'identification du caviar	Doc. AC.16.16	20
17. Commerce de <i>Tursiops truncatus ponticus</i> (décision 11.91)	Doc. AC.16.17	21
18. Commerce de tortues terrestres et de tortues d'eau douce en Asie du sud-est (résolution Conf. 11.9; voir décision 11.93)	<i>Pas de document</i> (voir Inf. AC.16.13)	20
19. Conservation des hippocampes et autres membres de la famille des syngnathidés (décision 11.97)	Doc. AC.16.19	15
20. Mise en œuvre de la résolution Conf. 9.17 "Etat du commerce international des espèces de requins" (décision 11.94)	<i>Pas de document</i>	21
20.1 Communication avec les autres organisations	<i>Pas de document</i>	
21. Commerce des échantillons de recherche susceptibles de se dégrader avec le temps (décision 11.103)	Doc. AC.16.21	15
22. Autres questions	<i>Pas de document</i>	22
23. Remarques de clôture	<i>Pas de document</i>	22
Annexe 1 Discours d'ouverture		23
Annexe 2 Rapport du groupe de travail sur les coraux		27
Annexe 3 Rapport du groupe de travail sur le commerce important		33
Annexe 4 Rapport du groupe de travail sur le transport des animaux vivants		39
Annexe 5 Rapport du groupe de travail sur l'examen des annexes		43
Annexe 6 Rapport du groupe de travail sur les hippocampes et autres Syngnathidae		49
Annexe 7 Projet de rapport du groupe de travail sur les mouvements transfrontières des échantillons à des fins de conservation susceptibles de se dégrader avec le temps		57
Annexe 8 Rapport du groupe de travail sur l'enregistrement et la supervision des établissements d'élevage en captivité d'espèces CITES inscrites à l'Annexe I (cf. résolution Conf. 11.14, décision 11.101 et décision 11.102)		65
Annexe 9 Rapport provisoire groupe de travail sur le système d'étiquetage universel pour l'identification du caviar		63
Annexe 10 Rapport du groupe de travail sur les tortues d'eau douce et les tortues terrestres		69
Annexe 11 Liste des participants		71

ACTES¹

Seizième session du Comité pour les animaux

Shepherdstown (Etats-Unis d'Amérique), 11-15 décembre 2000

1. Allocution de bienvenue

Le président, M. M.S. Hoogmoed, souhaite la bienvenue aux participants et remercie Hank Jenkins, l'ancien président du Comité pour les animaux, pour le travail efficace accompli depuis huit ans. Il rappelle aux participants qu'il s'agit d'une session d'un comité technique de la CITES, rassemblant 10 représentants régionaux, tous des zoologistes. Les autres personnes présentes ont un statut d'observateur. Il constate que comme par le passé, les Parties représentées sont moins nombreuses que les organisations non gouvernementales (ONG). Sans vouloir décourager la participation ou la présence des ONG, il souhaite néanmoins que ce déséquilibre soit moins marqué à l'avenir. Il souligne qu'il établira des groupes de travail en tenant compte de l'intérêt des Parties et des connaissances spécialisées des ONG (voir à l'Annexe 1 le texte complet de l'allocution de bienvenue du président).

Après avoir déclaré la session ouverte, le secrétaire général de la CITES félicite le président et les représentants régionaux qui viennent d'être élus et leur souhaite le plein succès dans leur tâche.

2. Adoption du règlement intérieur

Le président renvoie les participants au document Doc. AC.16.2 et note que les Articles 18, 19 et 21 seront modifiés pour indiquer que la référence aux membres régionaux suppléants n'est applicable qu'en cas d'absence des membres régionaux. Le règlement intérieur est adopté tel que modifié.

3. Adoption de l'ordre du jour provisoire et du programme de travail

Le président aborde les documents Doc. AC.16.3.1 et Doc. AC.16.3.2, constatant quelques changements mineurs apportés au programme de travail. L'observateur de l'Espagne demande du temps pour faire un exposé sur le cours de maîtrise CITES en Espagne. L'ordre du jour provisoire révisé et le programme de travail sont adoptés avec cet ajout inscrit au point 22 de l'ordre du jour.

4. Admission des observateurs

Le président renvoie le Comité et les Parties ayant le statut d'observateur au document Doc. AC.16.4 qui contient la liste des observateurs.

L'observateur de la Chine attire l'attention du comité sur l'ONG nationale *The Humane Society of the United States* (HSUS) et sur la notification aux Parties 2000/60. Il signale qu'en juin de cette année, l'HSUS a fait une déclaration à la presse selon laquelle plusieurs pays africains avaient exporté illégalement une grande quantité d'ivoire vers des pays d'Asie, y compris la Chine, en échange d'armes. Les enquêtes approfondies menées par le Secrétariat et les pays concernés n'ont pas permis de trouver des preuves étayant l'accusation de l'HSUS. L'observateur de la Chine reconnaît qu'il a reçu des excuses de l'HSUS entre-temps, tout en soulignant que des actes aussi irresponsables sont susceptibles de ternir définitivement la réputation des pays incriminés. Il explique que bien qu'il ne demande pas que l'on retire à l'HSUS son statut d'observateur à la présente session, il espère que de tels agissements ne se reproduiront pas. Le président conseille à quiconque avancerait une allégation contre une Partie, d'adresser leur correspondance initiale au Secrétariat CITES avant d'entamer une campagne de publicité, et surtout, de s'assurer qu'il dispose de preuves suffisantes pour étayer cette allégation. Il partage l'avis de la Chine que de telles allégations portent définitivement atteinte à la réputation des pays faussement accusés.

¹ Ces actes suivent l'ordre de discussion des points de l'ordre du jour. La numérotation des paragraphes correspond à celle des points de l'ordre du jour (voir Doc. AC.16.3.1).

En l'absence d'objection de la part des représentants des Parties, toutes les organisations figurant sur la liste du document sont officiellement admises. La liste des participants figure à l'Annexe 11 au présent document.

5. Rapports régionaux

Le président renvoie les délégués aux documents Doc. AC.16.5.4, AC.16.5.5 et AC.16.5.6. Des rapports écrits sont présentés par M. Hoogmoed à titre de représentant de la région Europe, Mme S. Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) et M. R. Hay (représentant de l'Océanie). M. K. Howell (représentant de l'Afrique), M. T. Soehartono (représentant de l'Asie) et M. S. Inchaustegui (représentant de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes) soulignent dans leurs rapports oraux les difficultés persistantes rencontrées dans la communication avec toutes les Parties de leurs régions respectives. Le président souligne que lorsque les Parties ne communiquent pas avec leurs représentants régionaux, il est très difficile pour les membres du Comité pour les animaux de représenter efficacement leur région. Le président obtient la garantie des membres du Comité pour les animaux que tous les rapports régionaux en suspens seront soumis avant la fin de la semaine (voir Inf. AC.16.5.1, Inf. AC.16.5.2 et Inf. AC.16.5.3).

6. Planification stratégique

Mise en œuvre de la vision d'une Stratégie CITES – Actions et décisions à l'adresse du Comité pour les animaux

Le Secrétariat présente les documents Doc. AC.16.6.1 et Doc. AC.16.6.2 et souligne que le Comité devrait considérer l'exercice de planification stratégique comme un processus permanent, et insiste sur la nécessité d'identifier les priorités en tenant compte des décisions, résolutions et action s'adressant à lui.

Le président invite les délégués à examiner le document et leur demande de commenter chaque but et les objectifs associés. Des remarques intéressantes sont faites; l'ensemble des participants estime que le Comité pour les animaux devrait lancer et/ou soutenir les activités suivantes:

- i) faciliter la communication et l'échange d'informations entre les autorités scientifiques, par ex. avis de commerce non préjudiciable, bases de données existantes, listes de référence, placement de données sur Internet, manuel d'identification², technologies innovantes, etc.;
- ii) établir une base de données avec des exemples de permis CITES afin que quand une Partie reçoit un permis d'importation/(ré)exportation, elle puisse le comparer au modèle de la base de données;
- iii) établir un répertoire des spécialistes des espèces CITES avec leurs coordonnées³ (sachant que la Convention sur la diversité biologique a déjà établi une liste similaire);
- iv) renforcer les liens entre les organes de gestion et les autorités scientifiques CITES en produisant des manuels de formation; tenir des ateliers de renforcement des capacités et établir des répertoires régionaux pour faciliter la communication entre les autorités scientifiques au sein des régions;
- v) recenser les objectifs auxquels d'autres partenaires seraient susceptibles de contribuer en termes de ressources et de compétences, par ex. des représentants régionaux pourraient aider à traduire des documents importants et à faciliter leur diffusion dans les langues locales;
- vi) souligner l'importance des rapports annuels et des données sur le commerce pour la surveillance continue et la gestion des ressources, ainsi que pour l'application de l'Article IV;

² Par exemple, le manuel d'identification CITES pour les crocodiliens, mis au point par l'organe de gestion du Canada, en collaboration avec le Groupe CSE/UICN de spécialistes des crocodiliens, peut être consulté à l'adresse suivante: www.flmnh.ufl.edu/natsci/herpetology/CITEScroc/default.htm

³ Les spécialistes des espèces de l'UICN peuvent être contactés par l'intermédiaire des sites Internet de l'Initiative sur l'utilisation durable www.iucn.org/themes/sui/index.htm et de la Commission de la sauvegarde des espèces -www.iucn.org/themes/ssc/index.htm

- vii) promouvoir une meilleure compréhension de la Convention au sein des réunions et conférences de la communauté scientifique et sur le terrain.

L'amélioration de la coordination entre les organes de gestion et les autorités scientifiques CITES et de leur efficacité est considérée comme essentielle. Tout en reconnaissant qu'il pourrait y avoir un chevauchement des activités dans plusieurs domaines, le Secrétariat invite les Parties à fournir des informations et des contributions applicables aux fonctions des autorités scientifiques, susceptibles d'être utiles à d'autres pays, de les lui soumettre afin qu'il puisse les regrouper, les approuver et les diffuser. Avec l'accord des membres, le président souligne qu'à l'avenir, tous les rapports régionaux devraient refléter les tâches des membres et de leurs suppléants, telles qu'elles sont résumées dans la décision 11.90.

Etablissement des priorités du Comité pour les animaux

Le président présente le document Doc. AC.16.6.3 et demande au Comité d'envisager l'adoption du programme de travail, tout en admettant que certaines mesures concernent des problèmes de mise en œuvre mais non les caractéristiques biologiques d'une espèce. Le Secrétariat explique qu'un comité technique a été dissout en 1987 et que ses tâches administratives ont alors été confiées au Comité pour les animaux, au Comité pour les plantes et au Comité permanent. Une discussion approfondie a lieu sur l'établissement éventuel d'un nouveau comité chargé des aspects des tâches de mise en œuvre et d'administration ne relevant pas du mandat des autres comités techniques. Mme S. Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord), M. M.P. Micheletti (représentant de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes), les observateurs de la Suisse, d'*International Fund for Animal Welfare* (IFAW) et du *World Conservation Trust* (IWMC) se déclarent favorables à l'établissement d'un "comité de mise en œuvre".

Le président est chargé d'écrire au Comité permanent, au nom du Comité pour les animaux, pour lui recommander l'établissement d'un nouveau comité technique chargé des problèmes de mise en œuvre et d'administration.

Mme S. Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) appuie l'adoption d'une déclaration de mission résumant le rôle et les priorités du Comité pour les animaux, en modifiant légèrement la dernière phrase. La déclaration de mission est adoptée telle que modifiée:

"La mission du Comité CITES pour les animaux est de fournir à la Conférence des Parties, aux Parties, aux autres Comités, aux groupes de travail et au Secrétariat, des informations scientifiques fiables et des avis sur les questions biologiques (y compris sur les critères et leur application) concernant le commerce international des espèces animales inscrites aux annexes et, le cas échéant, *des espèces animales faisant l'objet d'un commerce international, dont l'inscription aux annexes est susceptible d'être proposée.*"

15. Contrôle des systèmes de production de l'élevage en captivité et en ranch et des prélèvements dans la nature pour les espèces inscrites à l'Annexe II

L'observateur de *Creative Conservation Solutions* présente le document Doc. AC.16.15, commandé par le Secrétariat afin d'étudier les différents types de systèmes de production d'animaux utilisés au titre de la CITES et l'utilisation de codes de source appropriés pour les spécimens provenant de tels établissements, comme l'a demandé la 15^e session du Comité pour les animaux. Il explique que la confusion entourant l'utilisation correcte des codes de source CITES résulte vraisemblablement d'une incompréhension de ce qu'est l'élevage en captivité en circuit fermé (C), défini dans la résolution Conf. 10.16 (Rev.) et l'élevage en ranch (R), défini dans la résolution Conf. 11.16. De plus, les définitions des codes de source données dans la résolution Conf. 10.2 (Rev.) sont trop inclusives et ne reflètent pas correctement les divers systèmes de gestion utilisés actuellement pour la production commerciale d'espèces animales sauvages inscrites aux annexes CITES.

Mme S. Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) souligne qu'un code de source ne devrait pas remplacer un avis de commerce non préjudiciable pour une espèce, et recommande d'adopter un libellé plus prudent au point 2 de la page 11. L'observateur du Royaume-Uni rappelle que le but des codes de source est d'indiquer l'origine d'un spécimen et non un préjudice quelconque. Il

explique que selon les définitions actuelles des codes de source, des spécimens produits par mariculture ne rempliraient que les conditions du code de source W et, bien qu'il souhaite éviter qu'il y ait pléthore de codes de source, un sous-ensemble de codes aiderait peut-être à définir les différents systèmes de gestion utilisés. L'observateur de l'Allemagne relève qu'il est difficile d'établir une distinction entre les codes de source D et C tels qu'ils sont définis dans le rapport et demande des éclaircissements supplémentaires pour les codes de source proposés.

L'observateur de la Chine demande que des exemples figurent dans le rapport pour aider à préciser les termes utilisés pour décrire les différents systèmes de gestion.

L'observateur des Etats-Unis d'Amérique accepte la définition proposées pour l'élevage en ranch, tout notant que les espèces qui produisent le moins de descendants ne se prêtent généralement pas à l'élevage en ranch. Il propose de modifier la définition de la page 14 alinéa iii) du document Doc. AC.16.15 comme suit:

1. insérer "produisent habituellement un grand nombre d'œufs ou de descendants et qui" après "espèces qui", la phrase devenant: "espèces qui produisent habituellement un grand nombre d'œufs ou de descendants et qui, à certains stades biologiques, présentent une forte mortalité naturelle"

L'observateur des Etats-Unis d'Amérique déclare que le rapport devrait stipuler clairement que les établissements d'élevage en ranch doivent être conçus de façon à laisser suffisamment d'œufs et/ou de nouveau-nés dans la nature ou à y remettre un nombre suffisant de descendants afin de parvenir au niveau de recrutement naturel nécessaire au maintien de la population. Il se déclare préoccupé par le double sens du code de source F qui, comme le propose l'alinéa ii) du document Doc. AC.16.15, devrait s'appliquer aux spécimens provenant soit de systèmes de production en captivité, soit de systèmes d'élevage en captivité, dont les effets négatifs potentiels sur les populations sauvages sont très différents. Il conseille d'adopter une attitude prudente vis-à-vis du concept d'élevage en captivité, expliquant que cette activité peut avoir des effets négatifs considérables en entraînant le prélèvement de femelles reproductrices et de jeunes. Il fait remarquer que contrairement à l'élevage en ranch, ce régime ne laisse pas la population reproductrice intacte et crée des incitations à décimer les populations de femelles adultes reproductrices, tout en ayant des effets négatifs sur le recrutement. Au lieu de se concentrer sur les codes, il recommande d'élaborer des lignes directrices permettant d'évaluer les différents systèmes de gestion et de prélèvement dans la nature et d'en déterminer les effets négatifs potentiels.

L'observateur de l'IWMC rappelle que le code F n'a pas été ajouté au code D pour décrire un système de gestion particulier mais pour les cas où des spécimens élevés en captivité ne remplissent pas les critères, en particulier les critères non biologiques, en rapport avec la source du cheptel parental. Il suggère de revoir le code de source F, ainsi que le code de source R, estimant qu'un seul code suffit pour les spécimens élevés en captivité conformément à la résolution Conf. 10.16 (Rev.).

L'observateur de *Creative Conservation Solutions* souligne que l'intention n'était pas de remplacer l'avis de commerce non préjudiciable, mais que son rapport vise à donner une indication plus précise de la source des spécimens commercialisés. Des codes définis et utilisés avec plus de précision constitueraient un indicateur de l'ampleur des effets négatifs. Il admet la nécessité éventuelle de reformuler une partie du rapport dans ce sens. Le Secrétariat prie le consultant de préparer un document révisé et de le soumettre à l'examen de la prochaine session du Comité pour les animaux, en intégrant les commentaires faits à la réunion des représentants et des observateurs régionaux. Le Secrétariat s'engage en outre à recenser les résolutions contenant des définitions méritant aussi d'être revues à la lumière de ce document.

12. Commerce des coraux durs

12.1 Rapport du groupe de travail sur les coraux

M. V. Fleming présente, en tant que président du groupe de travail sur les coraux, le projet de règlement intérieur du groupe de travail tel qu'il est défini dans les documents Doc. AC.16.12.1.

L'observateur de l'Océanie remercie le président pour le travail accompli depuis la CdP11 et estime que le règlement intérieur est approprié.

Le président rétablit un groupe de travail qui sera présidé par M. V. Fleming, avec M. T. Soehartono (représentant de l'Asie) et les observateurs de l'Australie, de la Belgique (au nom de l'Union européenne), des Etats-Unis d'Amérique, de Fidji, de l'Indonésie, d'Israël, du PNUE-WCMC, de TRAFFIC-Amérique du Nord, de l'*Indonesian Coral, Shell and Ornamental Fish Association* (AKKII) et de l'*Ornamental Aquatic Commerce Association* (OATA).

12.2 Mariculture et reproduction des coraux – mise en œuvre de la résolution Conf. 10.16 (Rev.) relative aux coraux

Le président du groupe de travail sur les coraux présente le document Doc. AC.16.12.2. Mme S. Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) appuie la proposition de définir la reproduction asexuée et propose au groupe de travail de s'engager à aider le Comité pour les plantes à cet égard. Elle demande au groupe de travail d'aider les Parties à mieux comprendre et identifier les coraux utilisés en mariculture. Le Secrétariat propose d'envoyer une notification aux Parties en 2001 leur demandant de fournir des détails et des informations sur les projets de mariculture.

Le mandat du groupe de travail est adopté avec l'ajout des tâches exposées brièvement au point 5 du document Doc. AC.16.12.2, concernant la définition des systèmes de production et des codes de source pour les coraux de culture.

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre 2000), M. Fleming, en tant que président du groupe de travail, a présenté le rapport résumé (Annexe 2) et informé les délégués qu'une grande partie de leurs délibérations a dû être considérée comme provisoire du fait de l'absence de plusieurs membres du groupe de travail. Le groupe a conclu que le guide pratique préparé par les Etats-Unis d'Amérique sur l'identification des coraux durs devrait bénéficier d'une plus large diffusion; il constate qu'il se prête à une adaptation aux circonstances locales, par exemple, en insérant des noms vernaculaires. Il est également suggéré de revoir ce manuel à la lumière des décisions relatives aux taxons de coraux qu'il convient d'identifier au niveau du genre ou au niveau de l'espèce. En attendant l'évaluation d'une publication imminente de Veron, le groupe adopte une liste complète des espèces de coraux (Cairns 1999 et Cairns, Hoeksema & Van der Land 1999) en tant que norme provisoire pour la nomenclature taxonomique des coraux. M. Fleming commente une liste provisoire des genres dont le groupe de travail estime qu'ils devraient être classés à un niveau taxonomique particulier.

M. Fleming, au nom du Royaume-Uni, accepte de commander un travail sur la distinction entre le corail de roche commercialisé et les coraux fossilisés. Il note que le participant des Etats-Unis d'Amérique a proposé de préparer un inventaire des établissements de mariculture et des méthodes employées, ainsi que des espèces concernées. En l'absence d'autres interventions, le Comité pour les animaux adopte le rapport et prie le groupe de travail de poursuivre ses travaux jusqu'à la prochaine session.

7. Mise en œuvre de la résolution Conf. 8.9 (Rev.) (cf. décision 11.106)

7.1 Progrès accomplis dans la Phase IV de l'étude du commerce important

Le Secrétariat présente le document Doc. AC.16.7.1 et prie instamment les pays mentionnés à l'Annexe 1 du document qui n'ont pas répondu aux recommandations primaires et secondaires leur ayant été adressées, de le faire dans les délais. M. K. Howell (représentant de l'Afrique) et M. T. Soehartono (représentant de l'Asie) déclarent qu'ils encouragent les pays de leur région qui ne l'ont pas encore fait à répondre aux recommandations dans les délais. Le Secrétariat reconnaît que plusieurs pays semblent ne pas encore avoir répondu aux recommandations qui leur ont été adressées faute d'avoir bien compris la marche à suivre. Il propose que dans la mise à jour du *Guide to the review of the Important Trade Process*, l'auteur, *Africa Resources Trust*, résolve ce problème en orientant les Parties sur la façon dont elles sont censées répondre aux recommandations qui leur ont été adressées concernant le commerce important. Mme S. Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) appuie cette suggestion.

Une discussion détaillée s'ensuit sur les recommandations primaires et secondaires du Comité pour les animaux concernant les espèces prévues au titre de la phase IV de l'étude. L'observateur de l'Indonésie fait remarquer que *Manis javanica* bénéficie d'une protection intégrale conformément à la législation indonésienne, qui n'autorise ni capture ni commerce de cette espèce. M. S. Tunhikorn (représentant de l'Asie) souligne que *M. javanica* et *M. pentadactyla* sont protégées en Thaïlande et n'ont jamais été commercialisées. L'observateur de la République-Unie de Tanzanie annonce que son pays a prévu une série de projets et d'enquêtes sur les espèces faisant l'objet des recommandations du Comité pour les animaux, sous réserve de l'approbation et du financement du gouvernement. Le Secrétariat reconnaît les difficultés institutionnelles de certains pays faisant l'objet de recommandations concernant l'étude du commerce important et explique qu'il pourrait apporter un soutien global aux pays dans lesquels il ne convient pas nécessairement d'aborder le problème au niveau de l'espèce.

L'observateur du Japon constate que le Cambodge et le Kazakhstan (qui ont fait l'objet d'une recommandation primaire au titre de la phase IV) sont des Parties relativement récentes et ne devraient pas être pénalisées si peu de temps après leur adhésion. Le Secrétariat convient qu'il est regrettable que de nouvelles Parties fassent l'objet de recommandations au titre de l'étude du commerce important et prie les représentants régionaux d'orienter leurs homologues de ces pays à cet égard. Le Secrétariat les prie de contacter les pays de leur région qui ne sont pas encore Parties à la CITES et de les encourager à le devenir, en mentionnant tout particulièrement les efforts déployés par le Secrétariat.

Le Secrétariat prie le Comité de déterminer ce qui devrait être considéré comme un "niveau sûr" de commerce sur une période de cinq ans, afin de pouvoir établir la liste des taxons dépassant ce "point limite" et susceptibles de faire l'objet d'un commerce important. Le Secrétariat recommande que la décision concernant les espèces qui seront examinées au titre de la phase V soit renvoyée à la prochaine session du Comité pour les animaux, afin de permettre le suivi des réponses envoyées par les pays aux recommandations antérieures. Il propose de limiter les espèces nécessitant un examen supplémentaire à celles qui sont énumérées dans les décisions 10.93, 11.95 et 11.109 comme tâche supplémentaire au titre de la phase IV.

L'observateur de *Creative Conservation Solutions* partage l'avis du Secrétariat mais prie instamment le groupe de travail de faire un usage judicieux du principe de précaution lorsqu'il considère ce qui correspond à un niveau "sûr". Il rappelle au Comité que les recherches documentaires exigent énormément de temps et d'argent qui pourraient se révéler plus utiles pour résoudre des problèmes déjà recensés – améliorer la capacité des Parties de détecter les envois illicites, par exemple. Il estime qu'il vaudrait mieux insister sur les espèces qui posent des problèmes connus et sur celles pour lesquelles des mesures de suspension ont déjà été prises. Mme Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) et l'observateur de la Chine appuient la proposition du Secrétariat demandant un examen des recommandations antérieures et souhaiteraient un résumé des espèces qui font, ou ont fait, l'objet de l'étude du commerce important, ainsi que de leur situation actuelle.

L'observateur du Chili constate avec préoccupation l'existence, dans l'ensemble des pays sud-américains, d'un niveau élevé de commerce illicite d'espèces sélectionnées pour l'étude, bien que ces pays interdisent généralement le commerce des espèces sauvages. Il propose qu'une organisation telle que TRAFFIC-Amérique du Sud aide à identifier les régions critiques et les flux du commerce illicite, et collabore avec ces pays pour essayer d'enrayer ce type de commerce. Le Secrétariat fait remarquer qu'il semble que le commerce illicite tende à augmenter lorsqu'on parvient à enrayer le commerce licite; il ajoute qu'une interdiction de commerce ne constitue pas nécessairement la solution idéale. Les Parties sont invitées à notifier le Secrétariat de toute preuve de commerce illicite, afin qu'il puisse en informer les Parties concernées et les autorités de lutte contre la fraude.

L'observateur de l'*Africa Resources Trust* constate que l'examen conjoint de la résolution Conf. 8.9 (Rev.) et de la décision 11.106 fait ressortir une certaine ambiguïté qu'il convient d'éclaircir avant d'entamer la phase V. Le Secrétariat prie le groupe de travail d'envisager la possibilité de regrouper la résolution Conf. 8.9 (Rev.) et la décision 11.106 en une nouvelle résolution afin de faciliter la compréhension du processus.

Après discussion, le Comité pour les animaux accepte de limiter les espèces à inclure dans les phases suivantes de l'étude du commerce important à des taxons supplémentaires de l'ordre des Acipenseriformes, à quelques tortues d'eau douce et tortues terrestres de l'Annexe II, aux coraux durs, et aux espèces prélevées et commercialisées à des fins médicinales.

7.2 Acipenseriformes – Mise en œuvre de la résolution Conf. 8.9 (Rev.)

Le président invite M. S. Nash, observateur du réseau TRAFFIC, à présenter le document Doc. AC.16.7.2. qui contient une étude de 10 espèces d'Acipenseriformes. M. Nash rappelle aux délégués que la catégorie 1 inclut les espèces pour lesquelles les informations disponibles indiquent que les dispositions de l'Article IV de la Convention ne sont pas appliquées, la catégorie 2 celles pour lesquelles il n'est pas certain que les dispositions de l'Article IV soient pleinement appliquées, et catégorie 3 celles pour lesquelles le niveau du commerce ne pose manifestement pas de problème.

Le réseau TRAFFIC recommande d'inclure les espèces suivantes dans la catégorie 1: *Acipenser gueldenstaedtii*, *A. nudipectus*, *A. schrenckii*, *A. stellatus*, *Huso dauricus*, et *H. huso*, et recommande d'inclure dans la catégorie 2 les espèces *Acipenser baerii*, *A. fulvescens*, *A. ruthenus* et *Polyodon spathula*. Aucune espèce n'est recommandée pour la catégorie 3.

L'observateur de la République islamique d'Iran remercie le réseau TRAFFIC d'avoir préparé un rapport à jour et complet, notant cependant quelques imprécisions dans les données. Il constate en particulier que la consommation intérieure dépasse probablement le niveau indiqué dans le rapport et que le nombre d'alevins relâchés dans la nature est parfois nettement exagéré. Les observateurs de la République islamique d'Iran et des Etats-Unis d'Amérique déclarent préférer la classification par pays. Le Secrétariat explique que la classification géographique ne convient peut-être pas dans le cas des espèces migratrices ou de celles qui forment une population unique relevant de la juridiction de plusieurs pays, mais que cet aspect devrait être étudié par le groupe de travail.

A l'issue d'une discussion sur l'élaboration de recommandations à l'adresse des Etats des aires de répartition, il est conclu que le Comité pour les animaux fera des recommandations pour les espèces de la catégorie 2 sous réserve des réponses envoyées par ces Etats concernant la mise en œuvre de l'Article IV. Le Secrétariat notifiera le Comité, dès que possible, des réponses envoyées par les Parties concernées.

L'observateur de TRAFFIC invite ensuite les délégués à parcourir le document en leur demandant de commenter chaque espèce. Les Parties sont priées de communiquer directement au consultant leurs corrections et ajouts concernant les études d'espèces et les données commerciales.

Répondant à une question de l'observateur d'Israël sur les termes utilisés pour les spécimens faisant l'objet d'un commerce, en particulier le terme "corps" dans le contexte du commerce des spécimens d'esturgeons, le Secrétariat prie le groupe de travail d'examiner la question de l'harmonisation de la terminologie utilisée pour enregistrer le commerce lorsqu'il préparera des recommandations.

Le Secrétariat rappelle que la décision 11.58 engage tous les Etats des aires de répartition à déclarer, à un niveau intergouvernemental coordonné, des quotas annuels pour les prises et les exportations, par bassin, ou par région biogéographique s'il y a lieu, pour tous les échanges commerciaux de spécimens d'Acipenseriformes. Les Parties qui n'informeront pas le Secrétariat seront automatiquement traitées comme ayant un quota zéro pour l'année suivante. Le Secrétariat déclare en outre que la décision n'exclut pas spécifiquement les établissements d'élevage en captivité et que le Comité souhaitera peut-être recommander que cet aspect soit révisé dans ce sens à la CdP12. L'observateur des Etats-Unis d'Amérique, appuyé par la *Northeastern Association of Fish* et par les services chargés des espèces sauvages, se déclare opposé à l'établissement obligatoire de quotas et déclare qu'il fournira des détails sur les régimes de gestion au Secrétariat.

Le Secrétariat demande que le Comité envisage de recommander aux Parties de transmettre au Secrétariat des copies des permis d'exportation ou de réexportation pour les spécimens d'Acipenseriformes au moment de leur délivrance, afin de faciliter le suivi du commerce. L'observateur de la République islamique d'Iran propose d'accueillir une réunion entre le Secrétariat

et des représentants des Etats des aires de répartition concernés afin d'offrir une aide et d'aborder la conservation et la gestion des esturgeons dans la région de la mer Caspienne. Le Secrétariat prend note de cette proposition, tout en notant que d'autres institutions (Banque mondiale, Convention sur la mer Caspienne proposée, Programme des Nations Unies pour le développement, etc.) sont engagées dans la conservation des esturgeons et que d'autres réunions sont prévues.

L'observateur de la République islamique d'Iran prie le Secrétariat de contacter l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin d'évaluer les écloséries dans la région de la mer Caspienne pour aider les Parties à évaluer les stocks et à élaborer des systèmes de suivi.

L'observateur de l'Allemagne et le Secrétariat attirent l'attention des participants sur une réunion future du Groupe CSE/UICN de spécialistes des esturgeons qui se tiendra à Moscou en février 2001.

7.3 Naja spp. – Mise en œuvre de la résolution Conf. 8.9 (Rev.)

Le président invite M. Inskipp, observateur du PNUE-WCMC, à présenter le document Doc. AC.16.7.3. préparé par cet organisme en coopération avec TRAFFIC et l'UICN. M. Inskipp relève une erreur au point 3 de la page 1, expliquant qu'il n'y a pas actuellement de référence normalisée pour la nomenclature de ce genre et que le document a utilisé la taxonomie en usage depuis l'inscription de l'espèce à l'Annexe II. L'observateur du PNUE-WCMC note que bien que la CITES ne reconnaisse qu'une seule espèce de *Naja spp.*, des recherches sur le venin et d'autres caractéristiques ont révélé que ce genre comportait au moins 10 espèces. Il souligne qu'il a été difficile d'évaluer les effets du commerce sur les différentes espèces du fait qu'actuellement, tout le commerce est mentionné en se référant à *Naja naja*.

M. Inskipp note que le PNUE-WCMC n'a proposé aucune sous-espèce de *Naja naja* pour la catégorie 1, mais recommande les classements suivants: *Naja naja atra* (2 ou 1), *N. n. kaouthia* (2 ou 1), *N. n. naja* (2 ou 3), *N. n. oxiana* (2 ou 3), *N. n. philippinensis* (2 ou 3), *N. n. sagittifera* (3), *N. n. samarensis* (2 ou 3), *N. n. siamensis* (2), *N. n. sputatrix* (1 ou 2), et *N. n. sumatrana* (2). Il explique que le groupe chargé du rapport n'ayant pas réussi à décider d'une catégorie pour plusieurs taxons, il laisse un choix de catégories à la discrétion du Comité pour les animaux. Les Parties sont priées de transmettre leurs corrections et ajouts aux études d'espèces directement à l'auteur du rapport, lequel se chargera de les intégrer dans le document final.

7.4 Moschus spp. – Mise en oeuvre de la résolution Conf. 8.9 (Rev.)

L'observateur du PNUE-WCMC présente l'étude de *Moschus spp.*, préparée par le PNUE-WCMC en coopération avec TRAFFIC et l'UICN. Ce rapport recommande de classer comme suit les quatre *Moschus spp.* reconnues par la CITES: *Moschus fuscus* (1), *M. moschiferus* (1), *M. berezovskii* (2), et *M. chrysogaster* (2). Il ajoute que bien qu'une copie du rapport ait été envoyée à tous les Etats des aires de répartition des espèces concernés, ceux-ci n'ont pas encore envoyé leurs commentaires ou l'ont fait trop tard pour qu'ils puissent être intégrés dans le document.

L'observateur de la Chine se félicite de l'action du PNUE-WCMC mais constate que le document contient des renseignements biologiques très limités sur la population chinoise de cerfs porte-musc. Il se déclare préoccupé par l'utilisation de mots subjectifs tels que "apparemment" et "semble être", qu'il met sur le compte d'un manque de données de terrain. Il ajoute que 3% seulement des remèdes traditionnels chinois censés contenir du musc naturel en contiennent effectivement. Il note que l'action devrait viser à enrayer le commerce illicite et à mener des études de terrain.

L'observateur des Etats-Unis d'Amérique ne partage pas les conclusions du rapport des consultants concernant les populations chinoises de cerfs porte-musc. Il estime en effet qu'il a été dûment prouvé que les prélèvements en Chine ont des effets négatifs sur les populations de cerfs porte-musc. Il se demande comment l'obligation de fournir un avis de commerce non préjudiciable pourrait être remplie conformément à l'Article IV compte tenu des incertitudes liées aux effectifs et aux tendances en Chine. Il conclut en déclarant que des preuves établissent que l'Article IV n'est pas appliqué adéquatement pour le cerf porte-musc, et que ce taxon devrait être placé dans la catégorie 1 de la décision 11.106. Le Secrétariat fait remarquer que si l'état des populations est mal connu, cela implique qu'il serait peut-être impossible d'émettre un avis de commerce non

préjudiciable. Quelques jours plus tard, l'observateur de la Chine informe les participants que des fonds seront prévus pour évaluer l'état de la population chinoises de cerfs porte-musc.

L'observateur de l'Inde souligne que le braconnage et le commerce illicite du musc menacent les populations indiennes de cerfs porte-musc. L'observateur de la République de Corée souligne les efforts déployés par son gouvernement pour conserver le cerf porte-musc (*M. moschiferus*) en Corée, y compris concernant la mise au point d'un produit synthétique de substitution au musc, qu'il encourage vivement en tant qu'ingrédient médicinal.

Le président prie les Parties de communiquer directement au consultant leurs corrections et données scientifiques supplémentaires.

Le président établit un groupe de travail chargé d'approfondir l'analyse de l'étude des *Acipenseriformes*, de *Naja* spp., et de *Moschus* spp. sous la présidence du Comité pour les animaux, et avec les représentants de l'Afrique et de l'Amérique du Nord, ainsi que des observateurs du Canada, de la Chine, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, de l'Inde, de la République islamique d'Iran, de l'UICN, du réseau TRAFFIC, du PNUÉ-WCMC, de la Commission des Communautés européennes, d'ART, de NRDC, de *Tsar Nicolai Caviar, Inc.*, de l'Université du Maryland, de WCS, du *Wildlife Trust of India*, de la Banque Mondiale et du WWF-Russie.

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre 2000), le président, en tant que président du groupe de travail, a présenté le rapport résumé sur le commerce important (Annexe 3). Il note que le groupe est convenu que toutes les espèces de *Naja* devraient faire partie de la catégorie 2 sauf *N. sagittifera*, qui devrait être classé dans la catégorie 3. Le groupe recommande de placer *Moschus moschiferus* dans la catégorie 1. Il accepte de classer les trois autres espèces de *Moschus* dans la catégorie 2 sous réserve que les Etats des aires de répartition fournissent des informations satisfaisantes au Comité pour les animaux dans un délai de six semaines, faute de quoi elles seront transférées de la catégorie 2 à la catégorie 1. Le président constate l'absence de consensus sur *Acipenseriformes* et indique que les recommandations des consultants formeront le rapport par défaut soumis au Comité pour les animaux. Il conclut que le libellé utilisé dans la résolution Conf. 8.9 (Rev.) doit être revu pour tenir compte des caractéristiques biologiques des espèces ayant été traitées avec les questions de gestion et que le classement devrait se faire au plan national afin de refléter correctement les différences entre les pays au niveau de la gestion et de la conservation des espèces. L'observateur de la République islamique d'Iran compare l'engagement et la contribution de son gouvernement en matière de conservation des stocks d'esturgeons à ceux des autres Etats des aires de répartition de la mer Caspienne. Il note que l'exploitation du stock d'esturgeons dans les eaux iraniennes au sud de la mer Caspienne est non durable et explique qu'en Iran, toutes les activités liées à la pêche, au transport, à la transformation et à l'exportation des produits d'esturgeons sont soumises à un contrôle gouvernemental rigoureux et que ces cinq dernières années, le nombre d'alevins relâchés dans la nature par l'Iran a été multiplié par six, soit un total de 24 millions. Il demande qu'en reconnaissance des techniques de prélèvement durable et des projets de reconstitution des stocks mis en œuvre par son pays, les populations iraniennes d'*A. stellatus*, *A. gueldenstaedtii*, *A. nudiventris* et *Huso huso* soient placées dans la catégorie 2. Mme Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) reconnaît les efforts déployés par la République islamique d'Iran dans la gestion des stocks d'esturgeons, constatant toutefois avec préoccupation l'état d'*Huso huso* dans la mer Caspienne.

Le Comité pour les animaux adopte sans l'amender le rapport du groupe de travail sur le commerce important, en reconnaissant que le consensus n'a pas été atteint concernant le classement des espèces d'*Acipenseriformes*. Le groupe ne poursuivra pas ses travaux entre les sessions. Le Comité préparera des recommandations après la session.

10. Mise en oeuvre de la résolution Conf. 10.21 sur le transport des animaux vivants

Rapport du groupe de travail sur le transport

Présentant ce point de l'ordre du jour, Mme Irina Sprotte, présidente du Groupe de travail sur le transport, prend acte des réalisations menées à bien au titre du nouveau programme de travail.

L'observateur de la Suisse constate que plusieurs pays demandent des documents autres que le permis d'exportation CITES avant d'autoriser l'entrée d'un envoi dans leur pays (certificats de santé, permis d'importation CITES, etc.). Il suggère que les envois ne soient expédiés que quand l'exportateur sait que le pays destinataire l'acceptera. Le président demande à la présidente du groupe de travail de tenir compte de la remarque de l'observateur de la Suisse lorsque le groupe se réunira dans le courant de la semaine.

Le président reconstruit le groupe de travail, qui sera présidé par Mme I. Sprotte, avec M. K. Rodics (représentant de l'Europe) et M. T. Soehartono (représentant de l'Asie), et les observateurs de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la République-Unie de Tanzanie, de la Suisse, du Zimbabwe, d'EAZA, HSUS, NYZS, PIJAC et RSPCA. Le groupe est chargé de définir un mandat sur la base du rôle du Comité pour les animaux résumé dans la résolution Conf. 10.21.

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre, 2000), l'observateur de l'Allemagne, Mme Sprotte, à titre de présidente du groupe de travail, a présenté le projet de mandat et le plan de travail (voir à l'Annexe 4). Le Comité pour les animaux adopte le rapport sans l'amender et prie le groupe de travail de poursuivre ses délibérations jusqu'à la session suivante.

11. Rôle et fonction des autorités scientifiques

Le Secrétariat souligne la nécessité de renforcer le rôle de la science au sein de la CITES. Il informe le Comité que des fonds seront mis à disposition l'année suivante pour la tenue de deux ateliers de formation visant à renforcer le rôle et la fonction des autorités scientifiques. Le Secrétariat met en avant l'Asie du Sud-Est et l'Afrique de l'Ouest comme régions susceptibles d'accueillir les premiers ateliers en 2001, et propose qu'en 2002, des ateliers soient organisés en Amérique du Sud, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique centrale. Les Parties sont invitées à notifier le Secrétariat de toute future réunion régionale susceptible de fournir des informations complémentaires sur l'application de la CITES et sur les avis de commerce non préjudiciable. L'ensemble des participants appuie cette initiative du Secrétariat.

Le Secrétariat annonce qu'il envisage de publier deux documents: un manuel à l'usage des autorités scientifiques et un document sur la structure et les fonctions des autorités scientifiques. Un projet a également été entrepris pour promouvoir l'analyse des données sur le commerce par les autorités scientifiques, afin de mieux suivre les modalités et l'ampleur du commerce.

L'observateur des Pays-Bas, appuyé par les observateurs de l'Espagne et d'Israël, espère que conformément au Plan stratégique, des ressources seront allouées à l'amélioration de la communication entre les autorités scientifiques. L'observateur de l'Espagne recommande en outre que les représentants régionaux contribuent plus activement à faciliter les consultations entre autorités scientifiques.

L'observateur de l'Allemagne informe les participants que son gouvernement se prépare à accueillir la première réunion de la région Europe, qui se tiendra à Bonn l'an prochain.

13. Mise en oeuvre de la décision 11.165 sur les commerce des remèdes traditionnels

Le Secrétariat présente le document Doc. AC.16.13. Il constate qu'un programme de travail n'a pas encore été établi pour mettre en oeuvre cette décision; il invite les délégués à faire des propositions sur la manière de procéder.

M. R. Hay (représentant de l'Océanie) propose au Secrétariat de compiler, en consultation avec les comités techniques, une liste des espèces commercialisées pour leurs propriétés médicinales et un inventaire des établissements qui élèvent des espèces CITES à des fins médicinales, avant de passer aux autres points de la décision 11.165.

L'observateur de la Chine estime que la question du commerce international des spécimens destinés à la médecine traditionnelle ne devrait pas être séparée de celle du commerce des spécimens destinés à la recherche biomédicale; il propose d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la prochaine session du Comité pour les animaux. Il estime qu'il serait inopportun que le Comité

pour les animaux étudie les espèces utilisées en médecine traditionnelle qui ne sont pas inscrites aux annexes CITES, et recommande au Secrétariat d'établir, dans le cadre de l'Organisation mondiale de la santé, des liens officiels avec les milieux de la médecine traditionnelle.

L'observateur de l'IFAW propose d'utiliser un système d'étiquetage normalisé pour les produits de la médecine traditionnelle faisant l'objet d'un commerce international, sur le modèle du système d'étiquetage applicable au caviar; il annonce que son organisation tient des fonds à disposition à cet effet. L'observateur de *Project Seahorse* (Projet hippocampe) note que son organisation a publié une liste des espèces marines utilisées en médecine traditionnelle qui pourrait être mise à disposition. D'autres propositions sont faites, notamment par des observateurs de TRAFFIC, de l'IFAW et de l'*Animal Welfare Institute*, de collaborer avec le Secrétariat à l'établissement du mandat et d'une liste des espèces et produits utilisés en médecine traditionnelle.

L'observateur de la *National Trappers Association* est opposé à l'idée d'étendre l'intérêt et l'autorité de la CITES au marché du commerce traditionnel et aux espèces non inscrites aux annexes CITES. Il estime qu'une telle expansion est inutile et illégitime, et qu'elle risque de toucher des domaines autres que la médecine, notamment le commerce des fourrures.

Le Secrétariat prie les parties intéressées de soumettre leurs commentaires par écrit au Secrétariat.

8. Examen périodique des taxons inscrits aux annexes

Le Secrétariat présente le document Doc. AC.16.8 et explique qu'il incombe au Comité pour les animaux et au Comité pour les plantes d'examiner périodiquement les espèces inscrites aux annexes. Il constate qu'il a été difficile de trouver des volontaires pour mener des recherches documentaires et que celles qui ont été soumises revêtaient des présentations très diverses. Le Comité est prié d'envisager la possibilité de modifier les lignes directrices accompagnant les formulaires destinés à ces études (Annexe 2 au document Doc. AC.16.8) afin de faciliter l'uniformisation de la présentation des réponses.

8.1 Evaluation des espèces sélectionnées à la 15^e session du Comité pour les animaux

Le président invite les délégués à examiner le document Doc. AC.16.8.1 et prie les observateurs de chaque pays chargé de coordonner l'évaluation d'une espèce particulière de résumer leurs recommandations.

Les recommandations des Parties qui ont participé à l'évaluation se présentent comme suit:

MAMMALIA

Macaca fascicularis (évaluée par l'Indonésie). Recommandation: retirer l'espèce des annexes CITES. Les observations générales ne soutiennent pas cette recommandation du fait de ses répercussions sur d'autres primates mais appuient le maintien de l'espèce à l'Annexe II.

Saiga tatarica (évaluée par les Etats-Unis d'Amérique). Recommandation: maintenir l'espèce à l'Annexe II.

AVES

Falco peregrinus (évaluée par les Etats-Unis d'Amérique). Recommandation: question à discuter au sein du groupe de travail; cependant, l'observateur des Etats-Unis d'Amérique note que la population nord-américaine de l'espèce semble remplir les critères d'inscription à l'Annexe II. L'observateur de l'Espagne estime qu'il est essentiel que la Partie chargée de l'évaluation prenne en compte la taille de la population par rapport à l'habitat disponible. L'observateur de *Fundación Ara, A.C.* constate qu'à Chihuahua, Mexique, l'espèce est encore menacée par la destruction de l'habitat et l'utilisation de pesticides comme le DDT. Il est souligné que tous les Etats de l'aire de répartition n'ont pas encore réagi et que la Partie chargée de l'évaluation est prête à revoir sa recommandation sur la base d'informations ultérieures.

Macrocephalon maleo (évaluée par l'Indonésie). Recommandation: maintenir l'espèce à l'Annexe I. L'observateur de la *Wildlife Conservation Society* informe le Comité que son organisation a établi un programme d'élevage en captivité pour cette espèce et espère rétablir des populations dans la nature avec l'appui du Gouvernement indonésien.

REPTILIA

Dermochelys coriacea (évaluée par les Etats-Unis d'Amérique). Recommandation: maintenir l'espèce à l'Annexe I. L'observateur des Etats-Unis d'Amérique remarque que 16 réponses ont été envoyées par les Etats de l'aire de répartition, qui estiment que cette espèce devrait être maintenue à l'Annexe I. L'ensemble des participants appuie cette recommandation.

Python anchietae (évaluée par la Namibie). Recommandation: maintenir l'espèce à l'Annexe II. M. M. Griffin (représentant de l'Afrique) fait remarquer que l'espèce est protégée en Namibie mais qu'on a trouvé des spécimens dans des collections en Allemagne et aux Etats-Unis d'Amérique. Le Secrétariat demande à ces deux pays d'enquêter sur l'origine des spécimens importés et de se montrer vigilants lorsqu'ils inspectent les envois de pythons en provenance d'Afrique compte tenu de la ressemblance avec *P. regius*.

PISCES

Scleropages formosus (évaluée par l'Indonésie). Recommandation: maintenir l'espèce à l'Annexe I. Le Secrétariat constate que les établissements d'élevage en captivité sont bien organisés et que le groupe de travail devrait réfléchir à l'opportunité de recommander le transfert de l'espèce à l'Annexe II. L'observateur de Singapour appuie ce commentaire.

Probarbus jullieni (évaluée par le Royaume-Uni). Recommandation: maintenir l'espèce à l'Annexe I. L'observateur de TRAFFIC constate avec préoccupation le volume considérable de commerce de cette espèce entre la République démocratique populaire lao et la Thaïlande; il espère que les représentants de l'Asie aideront la Thaïlande à résoudre ce problème. M. S. Tunhikorn (représentant de l'Asie) conteste l'exactitude des informations contenues dans le rapport et explique que l'élevage de cette espèce a très bien réussi en Thaïlande, que des millions de spécimens ont été réintroduits dans la nature avec succès, ce qui rend inutile un commerce illicite avec les pays voisins.

ANTHOZOA

Antipatharia spp. (évaluée par les Etats-Unis d'Amérique). Recommandation: maintenir l'espèce à l'Annexe II.

Le président établit un groupe de travail présidé par Mme Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord), avec le représentant de l'Europe (Hongrie), et les observateurs de l'Allemagne, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, du Japon, du Mexique, de la Suisse, des Groupes CSE/UICN de spécialistes des crocodiliens et de spécialistes des tortues marines, de TRAFFIC, de l'*American Museum of Natural History*, de SCI, de l'IFAW et de WAFWA. Le groupe de travail est prié d'examiner les neuf évaluations soumises au Comité dans le document Doc. AC.16.8.1, de discuter de la procédure de révision et des moyens d'harmoniser les rapports, et de formuler des recommandations sur les espèces susceptibles de faire partie de la prochaine série d'évaluations.

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre 2000), Mme Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) a présenté le rapport du groupe de travail sur l'examen des annexes (Annexe 5) qui comporte une liste des espèces retenues pour faire l'objet d'une évaluation entre la 16^e et la 17^e sessions du Comité. L'observateur des Etats-Unis d'Amérique ajoute que son pays a fourni des renseignements ultérieurs sur l'état de *Saiga tatarica* donnant à penser que dans la nature, les effectifs sont nettement plus faibles qu'on pouvait le penser, et ne compteraient que quelque 30.000 individus. Le Secrétariat informe les participants qu'une réunion des Etats de l'aire de répartition de la saiga est prévue et demande que tout nouveau renseignement soit envoyé pour discussion à cette session. L'observateur du Mexique indique que son pays a l'intention d'évaluer *Cynoscion macdonaldi*. Le président clôt la discussion sur le document et prie le Comité d'envisager l'adoption formelle du rapport du groupe de travail à l'issue de la session, par courrier.

19. Conservation des hippocampes et autres membres de la famille des syngnathidés (décision 11.97)

Le président invite M. A. Vincent, observateur de *Project Seahorse*, à présenter le document Doc. AC.16.19. M. Vincent explique que le représentant de l'Amérique du Nord a prié son organisation de faire des suggestions pour faire avancer les initiatives des Parties concernant la conservation et la gestion des syngnathidés. M. K. Howell (représentant de l'Afrique), appuyé par M. R. Hay (représentant de l'Océanie) demande si, pour obtenir des informations sur le commerce et l'état de ces taxons, il ne vaudrait pas mieux contacter les services de la pêche que d'envoyer des notifications aux Parties. Le Secrétariat informe les participants qu'un atelier technique sera organisé en 2001 sur la conservation des Syngnathidae, sous réserve de financement.

Le président décrit brièvement le mandat d'un groupe de travail chargé a) d'établir un atelier, b) de réfléchir à des moyens autres que l'envoi de questionnaires détaillés pour recueillir des informations sur le commerce et l'état de conservation de ces espèces, et c) de préparer un document pour la CdP12. Le président établit un groupe de travail présidé par M. Vincent (*Project Seahorse*), avec les observateurs de l'Australie, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, d'AZA, IFAW, OATA, PIJAC et de l'*Universidad Autónoma de Baja California*.

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre 2000), M. Hay (représentant de l'Océanie) a présenté, au nom de M. Vincent, le rapport du groupe de travail sur l'état de conservation des espèces de la famille des Syngnathidae (Annexe 6). Il explique que le groupe s'est concentré sur les moyens d'obtenir de nouvelles informations scientifiques et sur le type d'informations nécessaires, ainsi que sur la nature de l'atelier proposé. Le groupe a rédigé un projet de notification que le Secrétariat pourrait envoyer aux Parties pour obtenir des informations concernant la biologie, les prises, les prises incidentes, le commerce des syngnathidés et la législation nationale, ainsi qu'un projet de programme de travail. Mme S. Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) remercie le groupe de travail et précise que les fonds alloués par les Etats-Unis d'Amérique sont destinés à aider le Secrétariat à mettre en œuvre la décision 11.97 et non à financer des ONG. Le président demande qu'il soit noté que compte tenu de cette remarque, les suggestions concernant les points 7 et 8 du rapport ne pourront être acceptées que si des fonds supplémentaires suffisants sont mis à disposition. Le président reporte l'adoption du rapport à la fin de la session. Le Comité devait par la suite adopter le rapport avec des changements mineurs.

21. Commerce des échantillons de recherche susceptibles de se dégrader avec le temps (décision 11.103)

M. T. Althaus, observateur de la Suisse, présente le document Doc. AC.16.21 préparé par un petit groupe de travail entre les sessions à l'invitation du président du Comité pour les animaux. M. Althaus fait remarquer que le problème n'est pas lié à l'émission d'un "avis de commerce non préjudiciable" mais au volume de travail que le traitement des permis exige des organes de gestion. Le Secrétariat recommande qu'au lieu d'étudier les moyens d'exempter les échantillons de recherche susceptibles de se dégrader avec le temps des dispositions de la CITES, le Comité se concentre sur les moyens de rationaliser la procédure de délivrance des permis.

L'observateur du Chili félicite le groupe de travail, tout en déplorant que seuls des représentants de l'Europe se soient engagés. Les observateurs du Mexique et d'Israël déplorent eux aussi que le rapport ait été axé sur les moyens de contourner la Convention. L'observateur du Mexique note qu'il a présidé le groupe de travail établi à la CdP11 pour traiter cette question et qu'il aurait souhaité participer au groupe de travail. Il demande si l'application d'un "système d'étiquetage" similaire pour le transfert des spécimens de musée ne pourrait pas servir de modèle pour contrôler les transferts d'échantillons. M. Althaus explique que son intention n'était pas d'empêcher la discussion mais qu'il a présenté ce rapport pour lancer la discussion. Il explique que bien que le groupe de travail n'ait comporté que des représentants de l'Europe, des experts et des parties intéressés du monde entier ont été consultés. L'observateur de la Chine note qu'il est probable qu'avec des améliorations technologiques, les Etats de l'aire de répartition bénéficieraient eux aussi de tout mécanisme adopté pour permettre le transfert rapide des échantillons biologiques. L'observateur de l'IWMC reconnaît les difficultés évoquées à cette session et à la CdP11, soulignant toutefois qu'il existe vraiment des situations dans lesquelles les échantillons doivent être transférés rapidement pour pouvoir être conservés; il en appelle au Comité pour qu'il trouve rapidement une solution.

L'observatrice de l' *European Association of Zoo and Wildlife Veterinarians* constate que la description faite dans la décision 11.103 est trompeuse car elle ne mentionne que les échantillons *destinés à la recherche*; elle espère que la diversité des termes utilisés pour décrire les échantillons discutés ici retiendra l'attention du groupe de travail. Elle souligne que les échantillons nécessitant un transfert rapide sont ceux qui proviennent d'espèces inscrites aux annexes CITES: les échantillons prélevés à des fins de diagnostic vétérinaire (maladie, traitement, suivi médical, etc.), de recherche et de gestion de la conservation, et d'application des lois (identification, etc.). Elle reconnaît qu'il est important pour certains pays de protéger leurs droits aux ressources génétiques et à la propriété intellectuelle, et de contrôler le transfert des échantillons utilisés à des fins de recherche biomédicale. Elle constate néanmoins que les types d'échantillons mentionnés dans le rapport sont normalement prévus à des fins non commerciales, dans l'intérêt des espèces animales CITES et de la conservation.

Le président propose l'établissement d'un groupe de travail pour préparer des recommandations sur la procédure de transfert rapide des échantillons biologiques et pour examiner les questions liées au commerce des échantillons de recherche susceptibles de se dégrader avec le temps, conformément à la décision 11.103. Le président établit ce groupe, présidé par M. Althaus (représentant suppléant de l'Europe), avec des observateurs de l'Allemagne, du Chili, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, du Mexique, de la République-Unie de Tanzanie, de l'EAZWV, de la CBI et de la *Fundación Loro Parque*.

Le Secrétariat note que le groupe de travail devrait se concentrer sur les moyens d'accélérer la procédure de délivrance des permis pour les spécimens d'espèces pour lesquelles l'impact sur l'état de conservation des populations sauvage est négligeable, au lieu de rechercher les moyens d'exempter ces spécimens des dispositions de la CITES. Les participants partagent cette opinion.

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre 2000), M. Althaus (observateur de la Suisse), en tant que président du groupe de travail, a transmis les conclusions du groupe (voir Annexe 7), notant que le titre a été modifié comme suit: "mouvements transfrontières des échantillons à des fins de conservation susceptibles de se dégrader avec le temps". Il résume ensuite les recommandations de son groupe concernant les quatre catégories décrites dans la décision 11.103:

- a) identification des divers types d'échantillons faisant l'objet d'un transfert international à des fins de recherche;
- b) classification des buts – commercial, non commercial, strictement pour la conservation – des transferts internationaux d'échantillons (à des fins vétérinaires, échantillons pour diagnostic, etc.);
- c) classification des institutions et autres destinataires de ces échantillons; et
- d) évaluation de la nécessité d'un transfert rapide des échantillons pour chacune des catégories.

M. Althaus indique que parmi les mesures à prendre, il y aura la formation des agents chargés de l'application de la Convention à la manutention de ces échantillons, et l'étude des moyens de rationaliser la procédure de délivrance des documents CITES.

A l'issue d'une discussion prolongée, le rapport du groupe de travail sur le commerce des échantillons biologiques susceptibles de se dégrader avec le temps prélevés et expédiés à des fins de conservation, est adopté avec des changements mineurs. Le Secrétariat note que conformément à la décision 11.104, le rapport mis au net sera soumis au Comité permanent.

9. Enregistrement et suivi des espèces animales élevées en captivité (résolution Conf. 11.14 et décision 11.101)

9.1 Réaction à la notification 2000/044

Le Secrétariat présente ce point de l'ordre du jour et explique qu'à sa 11^e session, la Conférence des Parties a décidé de restreindre l'enregistrement des établissements qui élèvent en captivité des espèces de l'Annexe I à des fins commerciales aux espèces "en danger critique d'extinction dans la nature et/ou difficiles à garder ou à élever en captivité". Le Comité pour les animaux a été chargé

de compiler une liste de ces espèces qui sera soumise à l'approbation du Comité permanent, en utilisant les espèces désignées par les Parties en réaction à la notification aux Parties 2000/044.

Le Secrétariat recommande qu'à ce stade, le Comité se concentre sur la compilation d'une liste des espèces de l'Annexe I qui sont gravement menacées d'extinction dans la nature et qui font l'objet d'un commerce de spécimens élevés en captivité à des fins commerciales. Le Secrétariat considère que la définition que donne l'UICN de "gravement menacé d'extinction" constitue un point de départ convenable pour sélectionner les espèces. Le président déclare que le bon sens devrait prévaloir dans la compilation des listes d'espèces et prie instamment les Parties de se concentrer sur les espèces dont l'état de conservation dans la nature est susceptible d'être influencé négativement par une activité commerciale. Une discussion s'ensuit.

Plusieurs Parties, y compris les observateurs de l'Allemagne, du Chili, de la Chine, du Costa Rica, d'Israël et du Mexique, déclarent qu'étant donné que la notification aux Parties 2000/044 ne définit pas les critères de sélection des espèces de l'Annexe I à inclure dans l'Annexe 3 de la résolution Conf. 11.14, ils n'ont pas été en mesure de présenter des listes appropriées. L'observateur du Chili constate que durant ses discussions à la CdP11, le groupe de travail a fréquemment souligné les problèmes potentiels associés à l'établissement de ce qui est en fait une liste d'espèces de première classe et d'espèces de deuxième classe inscrites à l'Annexe I. Il ajoute qu'il souhaiterait voir figurer à l'Annexe 3 toute la faune indigène au Chili. L'observateur du Chili et celui de l'Inde demandent que la CITES adopte un processus permettant aux Etats des aires de répartition de commenter les propositions des Parties concernant l'enregistrement des établissements cherchant à commercialiser des spécimens d'espèces de l'Annexe I élevés en captivité. Le Secrétariat répond qu'il incombe aux organes de gestion et aux autorités scientifiques de chaque pays de déterminer si l'enregistrement d'un établissement peut ou non être envisagé. L'observateur de l'Inde, soutenu par l'HSUS, estime que les effets du commerce illicite devraient également être pris en compte dans la sélection des espèces à inscrire à l'Annexe 3. L'observateur du Mexique souligne qu'il est indispensable que les pays évaluent l'état des populations de leurs espèces indigènes et qu'ils assument la responsabilité de leur propre faune. Appuyé par les observateurs de la CBI et de l'Université nationale du Costa Rica, il estime qu'il ne convient pas d'appliquer les critères de l'UICN aux espèces en danger critique d'extinction car ces critères évaluent les espèces à l'échelle mondiale et non nationale. L'observatrice de l'UICN explique l'absence de ses collègues du Groupe CSE/UICN de spécialistes de l'élevage en captivité et constate qu'il est peu probable que les 400 espèces animales de l'Annexe I soient toutes susceptibles de faire l'objet d'une demande commerciale. Elle reconnaît les différences entre la terminologie adoptée par la CITES et celle qu'utilise l'UICN, et convient de la nécessité de clarifier la définition des deux critères établis dans la décision 11.101. L'observateur de la Suisse rappelle aux Parties qu'elles devraient se concentrer sur les espèces élevées à des fins commerciales et devraient, de ce fait écarter automatiquement les espèces de l'Annexe I qui, à l'instar des baleines, sont peu susceptibles d'être élevées en captivité à une échelle commerciale.

Plusieurs Parties se déclarent préoccupées par la possibilité de modifier la liste de l'Annexe 3 une fois adoptée par les Parties. L'observateur de l'IWMC attire l'attention sur la décision 11.163, à l'adresse du Secrétariat, qui établit que l'Annexe 3 de la résolution Conf. 11.14 devrait être revue et modifiée périodiquement. Le président précise que ce processus devrait être considéré comme étant permanent et que les Parties pourront faire d'autres recommandations ultérieurement.

Le président décrit brièvement le mandat d'un groupe de travail chargé, dans un premier temps, de préciser les expressions "en danger critique d'extinction dans la nature" et "difficiles à élever en captivité", telles qu'elles figurent dans la décision 11.101, afin de fournir aux Parties un ensemble de critères leur permettant de compiler une liste d'espèces qui sera soumise au Comité permanent pour approbation et inclusion ultérieure à l'Annexe 3 de la résolution Conf. 11.14. Le président établit un groupe de travail présidé par M. Micheletti (représentant de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes), avec M. S. Inchaustegui (représentant de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes), et les observateurs des pays suivants: Allemagne, Bahamas, Bolivie, Chili, Chine, Costa Rica, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Indonésie, Israël, Maurice, Mexique, la Namibie, la République de Corée, Zimbabwe, et de l'UICN, de TRAFFIC, de l'AFA, de l'AZA, de l'*American Museum of Natural History*, de DGHT, de la *Fundación Ara, A.C.*, de la *Fundación Loro Parque*, de SSN et de WCS.

9.2 Relations entre les établissements d'élevage *ex-situ* et les programmes de conservation *in situ* (décision 11.102)

Le Secrétariat présente le document Doc. AC.16.9.2 sur les relations entre les établissements d'élevage *ex-situ* et les programmes de conservation *in situ* de populations sauvages, reconnaissant que cette question dépasse le cadre de la biologie, englobant le développement socio-économique et rural. Il prie les organes de gestion de fournir, entre autres, des informations sur les relations entre les établissements d'élevage *ex situ* et les programmes de conservation *in situ* des populations sauvages.

L'observateur de l'Océanie explique que l'Australie met actuellement au point une méthode détaillée d'interprétation et d'application de la résolution Conf. 11.14 insistant tout particulièrement sur la définition d'un programme concerté de conservation, ainsi qu'un modèle permettant la participation des Etats des aires de répartition. Avec cette méthode, si une transaction ne remplit pas adéquatement ces conditions, elle est considérée comme commerciale, ce qui limite ces transactions aux institutions enregistrées auprès du Secrétariat. L'observateur du groupe CSE/UICN de spécialistes des crocodiliens informe le Comité que son groupe collabore actuellement avec le PNUE-WCMC et l'*University College of London* à une étude sur les aspects économiques du commerce mondial des peaux de crocodiliens. Cette étude, financée par l'industrie des peaux de crocodiliens, s'intéressera notamment à la fixation des prix, aux effets (incitatifs et dissuasifs) des différents systèmes de production sur la conservation, y compris l'élevage en captivité. Ces informations seront mises à la disposition de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des Parties CITES. Il indique aux Parties que l'UICN prévoit d'organiser un atelier pour étudier les avantages des différents systèmes de reproduction et d'élevage, y compris l'aquaculture et la reproduction artificielle. Tout en reconnaissant que ce projet dépasse le champ d'application de la décision 11.102, il indique que les conclusions de l'atelier seront mises à la disposition du Comité pour les animaux pour l'aider à étudier cette question. L'observateur de la Commission des Communautés européennes souligne l'importance de cette question et propose au Comité pour les animaux de l'étudier en priorité. Plusieurs Parties soulignent la nécessité d'établir la liste de Annexe 3 avant d'examiner les relations entre les établissements d'élevage *ex situ* et la conservation *in situ*.

Le président demande au groupe de travail d'examiner ce document dans le cadre de son mandat et reconnaît qu'il serait utile qu'il se réunisse avant la prochaine session pour être en mesure de produire un document à temps pour la CdP12.

Pour faire avancer la question, le Secrétariat propose, comme le demande le document Doc. AC.16.9.2, au paragraphe 3, de la renvoyer au Programme sur le commerce des espèces sauvages du Secrétariat CITES. Cette suggestion est approuvée.

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre 2000), M. Inchaustegui (représentant de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes) a présenté son rapport (voir Annexe 8) au nom du président du groupe de travail. Il note que le groupe s'est concentré sur la définition des termes figurant dans la décision 11.101, estimant qu'il s'agit d'une tâche qui prévaut sur les autres aspects du mandat. Il présente les définitions ci-après, établies par consensus par le groupe de travail, et explique que faute de temps, le groupe n'a pas été en mesure de mener à bien les autres tâches qui lui avaient été confiées:

Une espèce devrait être considérée comme étant "en danger critique d'extinction dans la nature":

- a) si elle est protégée dans le cadre de la législation d'un Etat de l'aire de répartition; ou
- b) s'il y a un risque considérable d'augmentation du niveau du commerce illicite, comme suggéré par une Partie; et
- c) si elle fait partie des catégories UICN "Gravement menacé d'extinction", "Menacé d'extinction" ou "Vulnérable".

Une espèce devrait être considérée comme "difficile à garder":

- a) si elle a un taux de mortalité des adultes en captivité dépassant le taux de mortalité estimé des spécimens dans la nature; ou

- b) si elle est considérée par les spécialistes de l'élevage en captivité comme ayant des besoins très particuliers pour le maintien de ses spécimens en captivité.

Une espèce devrait être considérée comme "difficile à élever":

- a) si les établissements d'élevage en captivité ne sont pas autosuffisants; ou
- b) si les établissements d'élevage en captivité ne produisent pas couramment de descendants viables; ou
- c) si sa biologie de la reproduction en captivité n'a pas été déterminée.

M. Micheletti (représentant de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes) remercie le groupe de travail et demande au Comité pour les animaux d'accepter les définitions proposées. Mme Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord), M. Rodics (représentant de l'Europe) et les observateurs des Bahamas et du Chili appuient les définitions figurant dans le rapport du groupe.

Le président et l'observateur du Royaume-Uni expriment des réserves concernant les définitions préparées par le groupe, en particulier celle de l'expression "en danger critique d'extinction". Ils conviennent avec M. Hay (représentant de l'Océanie) et l'observateur du Japon que tels qu'ils sont proposés, les critères aboutissent à une liste d'espèces bien trop longue à mettre en œuvre.

L'observateur du réseau TRAFFIC déclare que son organisation a proposé au groupe de travail une autre définition pour "en danger critique d'extinction dans la nature" incluant:

- toute espèce de l'Annexe I identifiée comme étant en danger critique d'extinction par un Etat de l'aire de répartition sur son territoire; ou
- toute espèce de l'Annexe I identifiée comme étant en danger critique d'extinction conformément aux catégories de l'UICN pour les Listes Rouges.

Il indique que TRAFFIC n'appuie pas l'inclusion de la disposition relative au "risque considérable d'augmentation des niveaux de commerce illicite", considérant que ces niveaux sont difficiles à définir ou à déterminer. Il explique que TRAFFIC estime que sous leur forme actuelle, les définitions sont trop larges et pourraient s'appliquer à presque n'importe quelle espèce de l'Annexe I. Il reconnaît que cette opinion est minoritaire au sein du groupe de travail et que TRAFFIC ne veut pas empêcher le consensus. Il ajoute cependant que TRAFFIC ne considère pas que dans leur forme actuelle, ces définitions puissent être appliquées; il espère que le Comité les reconsidérera.

L'observateur d'Israël propose de modifier comme suit le titre du rapport pour mieux refléter le mandat du groupe de travail: "Enregistrement et supervision des établissements pratiquant l'élevage en captivité d'espèces CITES inscrites à l'Annexe I".

L'observateur des Etats-Unis d'Amérique, appuyé par l'observateur de la CBI, propose de modifier comme suit le libellé de l'alinéa a) de la définition de "en danger critique d'extinction":

"un Etat de l'aire de répartition l'a proposée en tant que telle, et elle est protégée conformément à la législation en vigueur dans cet Etat; ou"

Le président reporte l'adoption du rapport à la fin de la session, quand le Comité aura examiné le texte modifié. Il conclut que cette question ayant déjà été largement discutée, il est inutile que le groupe de travail poursuive ses activités jusqu'à la prochaine session.

Le président constate avec regret que plusieurs observateurs (Parties et ONG) ayant participé et contribué au groupe de travail n'ont pas été formellement invités par le président à la séance plénière. Soulevant un point d'ordre, il rappelle que les groupes de travail sont établis par le président sur la base des connaissances spécialisées et qu'une fois à huis clos, personne d'autre que leurs membres ne peut y participer.

Note: Le Comité a engagé une procédure par correspondance à la fin de la session pour déterminer si le rapport du groupe de travail pouvait être adopté. Quatre membres ont appuyé l'adoption du rapport, quatre y étaient opposés et deux se sont abstenus. Le président du Comité pour les animaux a demandé qu'il soit consigné dans le rapport qu'il n'était pas favorable à la définition de "en danger critique d'extinction" proposée par le groupe et que l'adoption de cette définition risque de porter gravement atteinte à la crédibilité du comité. En l'absence de consensus, le président du Comité pour les animaux a décidé que cette question serait réexaminée à la 17^e session.

16. Système universel d'étiquetage pour l'identification du caviar

L'observateur du réseau TRAFFIC présente le document Doc. AC.16.16 et répond aux commentaires écrits du Secrétariat.

L'observateur de TRAFFIC constate que dans ses commentaires, le Secrétariat donne une autre interprétation à "numéro identifiant le lot", qui ne rend pas le numéro du conteneur primaire (ou des étiquettes correspondantes) "unique" au sens de l'interprétation du paragraphe c) de la résolution Conf. 11.13. La nécessité de parvenir à une interprétation sans équivoque et applicable des recommandations de cette résolution est soulignée. L'observateur de la République islamique d'Iran note que le système d'étiquetage permettant l'identification du caviar ne concerne que le caviar destiné au commerce international à partir du pays d'origine et ne s'applique pas à la réexportation, y compris du caviar ayant été reconditionné avant d'être réexporté. Il ajoute que cela a des effets sur le commerce illicite du caviar et que l'étiquetage devrait être étendu aux réexportations. L'ensemble des délégués appuie l'extension des dispositions en matière d'étiquetage aux réexportations de caviar.

Le président établit un groupe de travail présidé par M. Hay (représentant de l'Océanie), avec des observateurs de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la Fédération de Russie, de la France, de la République islamique d'Iran, du réseau TRAFFIC, de l'*American Museum of Natural History*, de l'*International Caviar Importers Association*, de l'IWMC-Suisse et de *Tsar Nicoulai Caviar, Inc.*

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre, 2000), M. Hay (représentant de l'Océanie) a présenté, en tant que président du groupe de travail, les conclusions et les recommandations du groupe concernant un système universel d'étiquetage pour les exportations et réexportations de caviar (voir Annexe 9). A l'issue d'une brève discussion, le rapport est accepté par le Comité pour les animaux sans amendement; le groupe de travail est prié de préparer un projet de résolution après la session, lequel sera soumis à la prochaine session de la Conférence des Parties.

18. Commerce des tortues d'eau douce et des tortues terrestres d'Asie et d'autres régions (résolution Conf. 11.9; cf. décision 11.93)

Le Secrétariat présente ce point de l'ordre du jour et renvoie aux documents Inf. AC.16.13 et Inf. AC.16.17. Il rappelle que la Conférence des Parties a confié un mandat limité au Comité pour les animaux à cet égard. Toutefois, la décision 11.93 à l'adresse du Comité pour les animaux, lui demande, dans le contexte de l'étude du commerce important faite en application de la résolution Conf. 8.9 (Rev.), d'examiner le commerce des spécimens de tortues d'eau douce et de tortues terrestres d'espèces inscrites aux annexes CITES, et la décision 11.150, à l'adresse du Secrétariat, lui demande de convoquer un atelier technique.

Mme Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) indique que les Etats-Unis d'Amérique ont alloué USD 22.000 pour un atelier technique qui aura lieu dans un Etat de l'aire de répartition d'Asie du Sud-Est. L'observateur de l'Allemagne ajoute que son pays a alloué des fonds pour la réalisation d'études ces deux prochaines années mais qu'une partie de ces fonds pourrait être allouée à l'atelier technique. L'observateur de la *Chelonian Research Foundation* annonce également une contribution de USD 10.000. Plusieurs organisations ayant le statut d'observateurs, y compris TRAFFIC, *Conservation International* (CI), la *Deutsche Gesellschaft für Herpetologie und Terrarienkunde E.V* (DGHT), l'IFAW et *Pro Wildlife* offrent leur soutien.

Pour réduire les frais, M. Tunhikorn (représentant de l'Asie) propose de tenir un atelier technique juste avant ou après l'atelier de renforcement des capacités des autorités scientifiques, proposé en Asie du Sud-Est. Le président, en son nom et au nom du Secrétariat, le remercie pour sa suggestion.

Le président établit un groupe de travail présidé par M. Soehartono (représentant de l'Asie), avec M. Howell (représentant de l'Afrique), et des observateurs de l'Allemagne, de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Indonésie, de la République-Unie de Tanzanie, de la *Chelonian Research Foundation*, de CI, de la DGHT, de la CBI, de *Pro Wildlife* et de WCS.

Plus tard dans la semaine (le vendredi 15 décembre, 2000), M. Soehartono (représentant de l'Asie), a présenté le rapport résumé (figurant à l'Annexe 10) et informé les délégués que le groupe de travail avait accompli trois tâches majeures: établi un cadre pour un deuxième atelier sur le commerce des tortues d'eau douce et des tortues terrestres d'Asie, conformément à la résolution Conf. 11.9; défini les priorités et des actions de conservation en vue d'un commerce durable des tortues d'eau douce et des tortues terrestres d'Asie, conformément à la décision 11.150; et, dans le contexte de l'étude du commerce important, examiné le commerce des spécimens de tortues d'eau douce et de tortues terrestres d'espèces inscrites aux annexes CITES, conformément à la décision 11.93. Il note que le groupe de travail a identifié *Cuora amboinensis*, *C. flavomarginata*, *C. galbinifrons* et *Lissemys punctata* comme susceptibles d'être examinés au titre de la phase V de l'étude sur le commerce important. Le groupe de travail appuie la suggestion du président d'ajouter *Pyxis planicauda* aux quatre espèces proposées au titre de la phase V. Le Comité adopte le rapport tel que modifié.

20. Mise en œuvre de la décision 11.94 sur la situation des requins aux plans biologique et commercial

Le président présente ce point de l'ordre du jour et résume la situation actuelle du Plan d'action international de la FAO pour la conservation et la gestion des requins. Il explique que ce plan d'action, qui est volontaire et n'exige pas de ratification de la part des Etats membres, été adopté par le Comité de l'industrie de la pêche (COFI) et approuvé par le Conseil de la FAO. Les informations dont dispose actuellement la FAO montrent que les pays ci-après ont entrepris une première évaluation de leur stock de requins: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Costa Rica, Cuba, Etats-Unis d'Amérique, Equateur, Gambie, Japon, Pérou, République démocratique du Congo et Seychelles. Quelques autres pays ont également déclaré qu'ils espéraient achever leur plan national pour les requins avant la 24^e session du COFI en 2001. La Commission des Communautés européennes a signalé à la FAO qu'elle avait également l'intention de préparer un tel plan en 2001. Le président ajoute que plusieurs organisations régionales de gestion de la pêche ont pris des mesures à cet égard. L'*Inter-American Tropical Tuna Commission* (I-ATTC) a répondu à l'IPOA concernant les requins en préparant une résolution sur les prises incidentes; la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA) a commencé une évaluation des requins pélagiques dans la région couverte par son mandat. Le président déclare qu'il restera en contact avec la FAO à ce sujet.

17. Commerce de *Tursiops truncatus ponticus* (décision 11.91)

L'observateur des Etats-Unis d'Amérique présente le document Doc. AC.16.17, suggéré par la décision 11.91 qui charge le Comité pour les animaux d'évaluer la situation de cette espèce aux plans biologique et commercial en utilisant les données transmises par les Etats de l'aire de répartition au Secrétariat CITES. Le président demande que le groupe de contact actuel, appuyé par des observateurs d'Israël, de Greenpeace et du WDCS, continue d'évaluer les données et prenne les dispositions nécessaires pour obtenir des données supplémentaires et achever l'évaluation demandée. Les délégués soutiennent cette initiative ainsi que la poursuite de la coordination avec les organisations internationales pertinentes, en particulier, la Convention de Berne et l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la mer Méditerranée et de la zone atlantique contiguë (ACCOBAMS). Quand le Secrétariat aura reçu les informations pertinentes en réponse à la demande faite au titre de la décision 11.139, un groupe de travail pourrait être établi pour examiner les questions touchant à la conservation et au commerce de *Tursiops truncatus ponticus*.

14. Commerce des espèces exotiques

Le Secrétariat présente les documents Doc. AC.16.14.1 et Doc. AC.16.14.2 et informe le Comité que le Groupe CSE/UICN de spécialistes des espèces envahissantes (GSEE) a terminé les Lignes directrices de l'UICN pour la prévention de la perte de diversité biologique causée par des espèces exotiques envahissantes (Cf. document Inf. AC.16.10). Ce document mentionne le commerce international bien qu'il ne concerne pas véritablement le rôle que peut jouer la CITES. Le Comité est prié de réfléchir à la forme de coopération envisageable à cet égard.

Le président note que le Secrétariat a déjà contacté le groupe CSE/UICN de spécialistes des espèces envahissantes (GSEE), qui a confirmé qu'aucune des 100 principales espèces envahissantes du monde ne figurait aux annexes CITES. Suite à la discussion, un soutien général est exprimé en faveur du maintien de contacts avec le GSEE et la CDB. M. Incháustegui (représentant de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes), s'exprimant au nom de la République dominicaine, note que les espèces envahissantes sont particulièrement préoccupantes pour les petits Etats insulaires. Mme Lieberman (représentante de l'Amérique du Nord) et M. Hay (représentant de l'Océanie) suggèrent de dresser une liste des espèces CITES potentiellement envahissantes et de signaler aux réunions régionales les progrès accomplis. Le président prie l'observateur de la CSE/UICN de contacter le GSEE en le priant d'élaborer des lignes directrices concises à l'intention des Parties à la CITES.

Le président établit un groupe de travail qui fera avancer cette question jusqu'à la prochaine session, et qui sera présidé par M. Hay (représentant de l'Océanie), avec M. Incháustegui (représentant de l'Amérique centrale et du Sud et des Caraïbes) et des observateurs des Bahamas, du Canada, du Chili, de l'Espagne, des Etats-Unis d'Amérique, de la République de Corée, de *Care for the Wild*, de la CBI, de la *Northeastern Association of Fish and Wildlife Agencies* et de PIJAC. Ce groupe est prié de rendre compte de ses travaux à la prochaine session du Comité.

22. Autres questions

Cours de maîtrise en gestion, conservation et contrôle des espèces faisant l'objet d'un commerce international

L'observateur de l'Espagne présente une brève mise à jour sur le troisième cours de maîtrise (*Masters course*) qui a débuté en octobre 2000 et a rassemblé 34 participants venus des 25 pays suivants: Bolivie, Burundi, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, Espagne, Grèce, Honduras, Inde, Indonésie, Kenya, Mexique, Mozambique, Namibie, Pérou, Sainte-Lucie, Slovaquie, Slovénie, Thaïlande, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie et Zimbabwe. Il explique que ce cours a comporté 400 heures en salle de classe et un mémoire (100 heures), et que les frais d'inscription et d'hébergement ont été couverts presque exclusivement par des bourses. Il ajoute que ce cours a bénéficié d'un service d'interprétation simultanée en espagnol et en anglais.

23. Remarques de clôture du président

Le président, au nom du Secrétariat et de tous les participants, remercie vivement le Gouvernement américain, représenté par le *United States Fish and Wildlife Service*, qui a offert un lieu de réunion à la session, et remercie tout particulièrement Mme Sue Lieberman et tous ses collègues pour leur travail efficace. Il remercie également le personnel du *National Conservation Training Centre* (NCTC) pour les boissons et la nourriture, et pour leurs sourires. Il rend hommage aux interprètes et au personnel technique, qui ont largement contribué au bon déroulement de la session, et au personnel du Secrétariat, en mentionnant tout particulièrement M. Malan Lindeque pour ses conseils judicieux, Mmes Paula Henry et Victoria Zentilli qui ont veillé à ce que chacun reçoive les documents voulus, et les trois rapporteurs, Mmes Alison Littlewood, Anne St. John et M. Charlie Hamilton, qui ont travaillé un nombre d'heures incalculable après les séances, quand la plupart des autres participants se reposaient. Il remercie également le personnel d'*Earth Negotiations Bulletin*, qui a produit le bulletin journalier. Pour conclure, remercie tous les participants, les membres du Comité pour les animaux, ainsi que les Parties et les ONG ayant le statut d'observateur, pour le travail intense accompli toute la semaine, et espère que l'esprit de coopération persistera. Mme Sue Lieberman remercie l'ensemble des collaborateurs du NCTC. M. Rod Hay salue M. Marinus Hoogmoed, qui a assuré la présidence d'une main de maître malgré des sujets parfois (comme il l'a dit lui-même) "aussi difficiles que de clouer une méduse à un arbre!". Le président souhaite à tous un bon voyage de retour et de bonnes fêtes de fin d'année.

Opening speeches

Dr Marinus Hoogmoed, Chairman of the CITES Animals Committee

Ladies and gentlemen, good morning. Welcome to this meeting of the Animals Committee (AC). I guess we all have to get used to me sitting here instead of Hank Jenkins who did this job more or less for as long as I can remember. This is not due to my faulty memory but more to the long period Hank has been chairing these meetings (8 years I guess). Hank has a special style of chairing, with a lot of lateral thinking and breaks for topping up nicotine levels. My style certainly will be different, if alone for the fact that I will not need to break for topping up the nicotine level, although I could think of many other valid reasons. I want to take this opportunity to thank Hank for all the good work he has done in his past 11 years for the AC and I ask you to give him some applause for that.

We are here with 10 participants to the meeting, 38 observer Parties and about 70 observer NGOs, which is more than the numbers attending the 15th meeting of the AC in Madagascar. Thus, there are distinctly more, actually nearly twice as many, NGOs than Parties present at a meeting of a Committee of a convention between Parties.

Let me begin by reminding you what kind of meeting this really is: This is a meeting of a technical committee of CITES, consisting of 10 regional representatives with knowledge on biological matters concerning animals. No more. All the rest of the persons present here are observers, of course apart from the Secretariat, which generally want to be classified as Servants of the Parties, although this is not an official CITES classification. The regional representatives are supposed to represent the Parties in the region that has elected them, but practice has shown that gradually over the past few years, Parties have preferred to bring matters of interest to them, or their position on specific matters on the Agenda, to the meeting of the AC themselves, not going through the regional representatives any longer. I wonder what could be the reason for that. When, in 1998, a country did go through its regional representative, it was reproached by the meeting of the AC for not bringing those matters to the meeting itself. The result is that this Party, which shared my opinion about representatives, has been represented in the meetings of AC since then. Thus, meetings of AC have tended to grow into mini-CoPs with a number of affluent Parties (those that can pay for the attendance of their representatives) always represented, but many other Parties not able to attend because of financial constraints. This brings me to the attendance of NGOs. Because of their nature, most (but certainly not all) are well-off financially and do not have problems attending meetings, not only the present one which for many is on their home-turf, but even meetings in far away places. This results in a skewed ratio in the representation, with the NGOs being over-represented in relation to Parties and even be present here in Shepherdstown in larger numbers than Parties. I wonder if this is as should be. I think that the system as it is now developing is not fair to a number of Parties that cannot be represented at meetings of AC, except through the Regional Representatives, and that apparently does not work well. In my opinion this is not correct, and this matter should be addressed in the near future. Not during this meeting though.

You probably have heard, or have noticed that we have tried to better structure the process of invitation of NGOs, by asking information about the NGOs, their mission and the CV of the persons representing them. While we went through this process I have had several surprises. I learned a lot about NGOs, their interrelations, their considerable spread of interest in CITES matters and their motives. Also of the philosophies that drive them. Most NGOs were quite cooperative in providing the information requested, some were hesitant and needed some nudging, and I even received some, let's say, suggestive questions about my motives. Well, let it be clearly and openly stated here that I only tried to establish what kind of expertise was said to be available and whether there really was some amount of CITES relevance. Let's see how it works out here and if necessary re-adjust next time.

To some NGOs this may sound as a speech against attendance of NGOs, but it is not. On the contrary, it is meant to promote co-operation and involvement in a positive way. Some NGO's are indispensable to the work of CITES and its Committees, and we are grateful for their involvement. Others have special knowledge on items on the Agenda which AC wants to tap and use. A number of NGOs wanted to be present here just because they think they should and because they have not yet missed any meeting in

the previous x number of years. I really do not think this is a valid reason, although no NGO was refused an invitation this time on that basis.

Attending this meeting as an observer NGO is not a right as will be clear from the Terms of Reference and the Rules of Procedure of the AC, although some may have started regarding it as such. It is a privilege, and I expect you all to honour that privilege by actively co-operating with members of the AC in a positive way. And co-operation should be based on expertise in biology in its broadest sense mainly, considering the original brief of the AC. Just being an onlooker, wanting to be able to report back to your members what happened here according to you is not enough. AC is not interested in all kinds of reports (and I have seen several) reporting on apparently completely different meetings that took place during the same event. After this meeting there only will be one report that really tells what happened here and that will be the consolidated minutes approved by the members of the AC.

This is not the place to try and realise just your own Agendas, or shower us with rhetorics. This is a week in which to co-operate and work on substance. And I assure you, there is plenty to do in this respect. I may remind you that CITES in essence is, and now I am loosely speaking, about endangered species, about international trade in them and about sustainability. All other aspects are secondary to CITES and should be taken care of elsewhere. I am not going to tell you now what CITES is not about. It might take too long.

I want to re-iterate that the tasks of the AC have been outlined in Resolution Conf. 11.1 and by decisions and other resolutions of CoP 11. I would like to stress that the field of expertise of members of the AC is limited to biological aspects of fauna (they have been elected on that basis), but that all kinds of matters not in the realm of biology have been referred to AC as well. This matter will be addressed during this meeting to some extent.

I have the impression that many persons think that the AC is the yearly meeting of the AC. Let it be clear that this is not the case. The AC is elected to work during the period in between CoPs and that is a continuing process. Members have their duties for the entire period between CoPs and will make decisions in between meetings of the AC as well. Before meetings they try to get feedback from their constituency (the regions), but not very successful up to now I must say. The meetings of the AC are just a moment of up-dating, of getting our starting points right, and when the time is there, also reach conclusions on substance and format of matters that should be reported to the Standing Committee or CoP.

To reach those conclusions we need assistance from outside the Committee from other experts. But make no mistake, decisions are taken by the committee and not by the entire meeting assembled here.

I hope that with this introduction I have more or less laid out the rules by which to play during the coming week. I wish members of the AC and observers alike a fruitful meeting.

Thank you.

Jamie Rappaport Clark, Director, US Fish and Wildlife Service
at the CITES Animals and & Plants Committee meeting

7 December, 2000: National Conservation Training Center, Shepherdstown, West Virginia

It is my pleasure to welcome the Animals and Plants Committees to their very first meeting in the United States. We at the Fish and Wildlife Service are delighted to host this gathering at our state-of-the-art National Conservation Training Center. The staff here has worked hard to prepare the center for your arrival. And the Service's International Affairs Program, particularly the Division of Scientific Authority, has worked equally as hard to make this event possible. Please join me in giving them a round of applause.

The National Conservation Training Center is a learning institution not only for those of us in the Fish and Wildlife Service, but also for the entire conservation community here in the U.S. Thanks to your presence, we are now proud to say that our training center also serves the international conservation community. At the Service, we consider this place our home. I hope that during your stay here, you will consider it yours as well.

This year marks the 25th anniversary of the entry into force of the CITES treaty. During this first quarter century the convention has become the cornerstone of sustainable trade in plants and wildlife throughout the world. There are now 152 party-nations to CITES. Working together, we have accomplished much. CITES is now the largest international conservation treaty there is, and I believe it is the most effective one, as well. But there remains much more for us to do.

In the coming days, we have a great opportunity to move forward on many issues vital to sustainable trade and to the conservation of biodiversity. Your review of the CITES listing criteria — the first review since the criteria were established in 1994 — is a pivotal part of this effort. The effectiveness of CITES depends first and foremost on making sure we have the right species listed for the right reasons and that those decisions are based on the best available science.

There are other challenges to face, too. We must also find innovative ways to conserve species that are subject to international trade and to better judge whether and where action must be taken to save a species from extinction. Through the use of sound biological principles, we can all work together more effectively to preserve the diversity of life on Earth.

At the U.S. Fish and Wildlife Service, we have a vested interest in your work. Our agency is the part of the U.S. government that strives to protect biodiversity. This is a job that is too big for any one agency — indeed, for any one nation — to take on by itself. After all, as we like to say, wildlife lives without borders. The fate of wide-ranging species lies not with any single nation but rather with many nations. We must work together and share the responsibility. That is what CITES is all about. For the past 25 years, we have met throughout the world to share vital information and to work for a common goal. In the days to come, the CITES family — from committee members, to government representatives, to representatives of non-governmental organizations — will work together once again, this time to make certain that the treaty meets the challenges of the new century. I wish you the best as you move forward and I look forward to seeing the results of your efforts here.

Rick Lemon, Director, National Conservation Training Center

Thank you Susan. Director Clark, Mr. Secretary General, distinguished delegates and guests, on behalf of the staff here at the National Conservation Training Center, I would like to welcome you to our Center.

The National Conservation Training Center represents our government's commitment to ensuring that the men and women who have dedicated their careers and their lives to the conservation of natural resources, have the skills they need to succeed. We have been open for just three years and in that time over 35,000 professionals have gathered here to learn from one another. They come from all agencies and all levels of government. They come from environmental groups such as the World Wildlife Fund and The Nature Conservancy. And they come from companies such as International Paper and Weyerhaeuser. They gather here for continuing education in the technical aspects of their profession. They gather here to learn management and leadership skills. And they gather here to discuss the policy and natural resource issues of the day and to learn the conflict resolution and consensus building skills they will need to address those challenges.

We are honored to welcome you to our Center as you continue your important work. We wish you a productive meeting and an enjoyable stay with us. If there is anything that we can do to assist you in any way while you are here, please do not hesitate to ask and we will do our best to meet your needs.

As you walk through our halls and sit down for your meals you will see many photographs on our walls. These are our conservation ancestors and our heroes. Just as you have your heroes in your country. There are famous faces like Aldo Leopold and Rachel Carson. But mostly they were common people who had an uncommon passion for conservation.

Their presence inspires us and we honor their memory. More importantly they remind us that what we do today will also be judged by those that follow us - our children and grandchildren. They will judge us on the diversity of life we leave to them.

It is our time now. We have much to do and our time is short.

Good luck with your important efforts. I wish you much success.

Report of the coral working group

1. The group met three times over the period of AC16. Attendance at the group included T. Soehartono, Regional Representative of Asia and representatives of Indonesia, Israel, United Kingdom (Chair) and the United States with observers from TRAFFIC, AKKII and OATA. Some members of the group were not present at AC16 and, accordingly, many of the deliberations have to be considered provisional. Group members not attending will be consulted for their views immediately after the close of Animals Committee meeting.
2. A representative of the United States of America presented an overview on the trade in hard corals and on work they have initiated on a practical guide to corals. Existing guides to coral identification, their benefits and limitations were assessed. The general difficulties of identifying corals to species level were noted. The guide produced by the United States of America focuses on providing a reliable guide to identification at generic level and is intended as a practical guide for enforcement officials, those involved in the trade and other stakeholders.
3. The group concluded that this guide should be more widely adopted and congratulated the United States of America on this excellent initiative. The group urged that this guide be disseminated more widely and noted that it lent itself to adaptation to local circumstances, for example by the insertion of vernacular names in local languages.
4. The United States of America distributed the guide to all members of the group (this will be mailed to absent members) for their comments on its application. It was also suggested that the guide could be developed to reflect decisions taken as to which coral taxa were to be identified to species or generic level only (see table).
5. The group also noted that producing such a guide was only part of the process. Training in its use and in basic coral identification would considerably enhance the effort of Parties to accurately identify corals in trade. The group again commended the United States of America on its initiative to use the guide as part of a coral workshop they are organizing in 2001. Such training might also form part of capacity building workshops for Scientific Authorities being organized by Secretariat.
6. The United States of America guide might also be supported by more comprehensive standard reference texts, by Internet based identification and distribution checklists. The United Kingdom agreed to distribute the checklist for corals that they have produced and which is currently being revised.
7. Identification guides are only one approach in relation to ensuring a common approach by Parties to coral identification and reporting. A standard nomenclature and interpretation of the species concept is equally important. The group noted the impending publication of a further edition of Veron's book on corals. However, this is not yet available for review or assessment by the group. Accordingly, a full list of coral species (Cairns 1999 and Cairns, Hoeksema & van der Land 1999) was adopted by the group as an interim standard for taxonomic nomenclature. A final decision on any possible standard reference to coral nomenclature is deferred.
8. The group examined the issue of which taxa of corals should be identified to species level and which might acceptably be identified to genus level only. The group noted the difficulties of identifying corals to species level, including their plastic growth forms, considerable variation within and between species from different areas and when growing in different environmental conditions and the need to identify their skeletons microscopically for a definitive identification. Even within a single colony, there can be marked variations in skeletal structure and form. In addition some species are only reliably separated with dead specimens (or in other cases with live specimens) and a number of species are capable of hybridization.
9. Possible approaches to this issue were discussed, including distinguishing between corals from the Caribbean and Indo-Pacific, but these were considered to be impractical.

10. Based on submissions made by group members prior to AC16, a series of recommendations on which genera should be identified to which taxonomic level is provided in the table below. This list is provisional and requires comment by the entire group and also revision to ensure its conformity with the interim standard on nomenclature. The group felt that in most cases it was far more preferable to have accurate identification to genus level than to have inaccurate information at the species level.
11. It was noted that identifying some taxa to genus level only had implications for the application of Article IV paragraph 2a and for monitoring patterns of trade. The group discussed the merits of identifying a few complex genera to sub-genus level. This approach might more accurately reflect the growth forms of corals seen in the wild (and in trade) and might provide more meaningful data in relation to the application of Article IV paragraph 3.
12. The group briefly considered the problems in relation to distinguishing between coral rock in trade that may, or may not, be fossilized. It was agreed that this subject needed further work and a better understanding of what constituted a fossil coral. The United Kingdom agreed to commission work on this and to provide a report to the group in due course.
13. Preliminary exploration of Article IV paragraph 3 as an alternative to IV paragraph 2a was undertaken. It was felt that the ecosystem approach, to which Article IV paragraph 3 might be directed, needed greater emphasis with respect to corals. However, this was not an alternative to Article IV paragraph 2a though it was recognized that if some corals were only identified to genus level then making a non-detriment finding to species level, as defined by the Convention, was not possible. Nevertheless, the group felt that Article IV paragraph 2a could be applied at the genus level and that greater flexibility in the application of Article IV paragraph 2a was desirable with respect to corals. Papers from the CBD on the ecosystem approach were distributed. The United Kingdom agreed, with an anticipated input from Australia, to provide a discussion paper on this subject for a future meeting.
14. Finally, the group began to address the issue of coral mariculture. A variety of production methods were known to members of the group. It was agreed that a first step would be to compile an inventory of mariculture operation, the methods used and species involved. The United States of America volunteered to undertake this task for the group. This information would be compiled from information known to group members and from any responses to a proposed Secretariat notification. Subsequently, further discussion of the application of source codes and on a definition of coral mariculture would be addressed.
15. The group recognized other complementary initiatives underway by, amongst others, the International Coral Reef Initiative, the Marine Aquarium Council and the Convention on Biological Diversity, and will attempt to explore opportunities for synergy and collaboration.
16. The Chairman thanked the participants for their constructive contributions and noted the work to be done between now and CoP12.

References

- Cairns, S.D. 1999. Species richness of recent Scleractinia. Atoll Research Bulletin No 459. National Museum of Natural History, Washington DC.
- Cairns, S.D., Hoeksema, B.W. & van der Land. 1999. Appendix: list of extant stony corals. Atoll Research Bulletin No 459. National Museum of Natural History, Washington DC.

Coral taxa identifiable to species or genus level - preliminary recommendations of the coral working group

Taxa	No. of spp in genus	Identifiable to species (S) or genus (G) level, supported by representatives						Comments	Working group recommendation
		ID	US	EC	FJ	Sec	OATA		
<i>Heliopora coerulea</i>	1		S	S					S
<i>Tubipora musica</i>	1		S	S	S				S
<i>Millepora</i>	17			G					G
<i>Stylaster</i>	75			G					G
<i>Distichopora</i>	23			G					G
<i>Acanthastrea</i>	16	G		G					G
<i>Acrhelia horrescens</i>	1	S							S
<i>Acropora</i>	127	G		G	S	G	G		G
<i>Agaricia</i>	7	G					G		G
<i>Alveopora</i>	15	G		G					G
<i>Anacrapora</i>	5	G		G					G
<i>Anomastrea irregularis</i>	1		S					Caribbean	S
<i>Astreopora</i>	11	G		G					G
<i>Asteosmilia connata</i>	1	S							S
<i>Australogyra zelli</i>	1	S	S	S					S
<i>Australomussa rowleyensis</i>	1	S	S	S					S
<i>Balanophyllia</i>	56			G					G
<i>Barabattoia</i>	3	G							G
<i>Blastomussa</i>	2	S		S			S*		G
<i>Boninastrea boninensis</i>	1	S	S						S
<i>Catalaphyllia jardinei</i>	1	S	S	S					S
<i>Caulastrea</i>	4	S		G	S		S*		G
<i>Cladocera arbuscula</i>	1	S	S						S
<i>Coeloseris mayeri</i>	1	S	S	S					S
<i>Colpophyllia</i>	3	S							G
<i>Coscinaraea</i>	12	G		G					G
<i>Ctenactis</i>	3	G							G
<i>Ctenella chagius</i>	1	S	S						S
<i>Cynarina lacrymalis</i>	1	S	S	S					S
<i>Cyphastrea</i>	9	G		G					G
<i>Dendrogyra cylindricus</i>	1	S	S					Caribbean	S
<i>Dendrophyllia</i>	21						S		G
<i>Dichocoenia</i>	2	S						Caribbean	S
<i>Diploastrea heliopora</i>	1	S	S	S					S
<i>Diploria</i>	3	S						Caribbean	S

<i>Duncanopsammia axifuga</i>	1	S	S						S
<i>Echinophyllia</i>	8	G		G					G
<i>Echinopora</i>	7	G		G					G
<i>Erythrastea flabellata</i>	1		S						S
<i>Euphyllia</i>	9	G		G (dead)	S		S		G
<i>Eusmilia fastigiata</i>	1	S	S					Caribbean	S
<i>Favia</i>	30	G		G	S		G		G
<i>Favites</i>	15	G		G	S		G		G
<i>Fungia</i>	25	G		G	S		G	Includes <i>Cycloseris</i> & <i>Diaseris</i>	G
<i>Galaxea</i>	4	S					S		G
<i>Gardineroseris planulata</i>	1	S	S	S					S
<i>Goniastrea</i>	12	G		G			G		G
<i>Goniopora</i>	30	G		G	S		G		G
<i>Gyrosмия interrupta</i>	1	S	S						S
<i>Halomitra</i>	2	S		S					G
<i>Heliofungia actiniformis</i>	1	S	S	S					S
<i>Helioseris cucullata</i>	1							Caribbean	S
<i>Herpolitha limax</i>	1	S		S					S
<i>Heteropsammia</i>	2			S					?
<i>Horastrea indica</i>	1	S	S						S
<i>Hydnophora</i>	7	S / G		S	S		S*		G
<i>Indophyllia macassarensis</i>	1	S							S
<i>Isophyllastrea rigida</i>	1	S	S					Caribbean	S
<i>Isophyllia sinuosa</i>	1	S						Caribbean	S
<i>Leptastrea</i>	8	G		G					G
<i>Leptoria phrygia</i>	1	S	S	S					S
<i>Leptoseris</i>	14	G		G			G		G
<i>Lithophyllon</i>	4	G							G
<i>Lobophyllia</i>	9	G		G	S	G	S*		G
<i>Madracis</i>	4	G		G					G
<i>Manicina areolata</i>	1	S	S						S
<i>Meandrina meandrites</i>	1	S						Caribbean	S
<i>Merulina</i>	3	S		S	S		G		G
<i>Montastrea</i>	13	G		G		G	G		G
<i>Montigra kenti</i>	1	S		S					S
<i>Montipora</i>	56	G		G	S		G		G
<i>Moseleya latistellata</i>	1	S	S	S					S

<i>Mussa angulosa</i>	1	S	S						S
<i>Mussismillia</i>	3	G							G
<i>Mycedium elephantotus</i>	1	S		S	S		S*		S
<i>Mycetophyllia</i>	5	G							G
<i>Nemanzophyllia turbida</i>	1		S					Genus recognised by Cairns	S
<i>Oculina</i>	5	G							G
<i>Oulastrea crispata</i>	1	S	S	S					S
<i>Oulophyllia</i>	3	G		G			S		G
<i>Oxypora</i>	3	G		G (live)					G
<i>Pachyseris</i>	2	S		S	S		S*		S
<i>Palauastrea ramosa</i>	1	S	S	S					S
<i>Paraclavarina triangularis</i>	1	S	S	S					S
<i>Parasimplastrea simplicitexta</i>	1	S	S						S
<i>Pavona</i>	22	G		G	S		S*		G
<i>Pectinia</i>	7	S / G			S		S*		G
<i>Physogyra</i>	3	S		S / G		G	G		G
<i>Physophyllia ayleni</i>	1	S	S						S
<i>Platygyra</i>	9	G		G	S		G		G
<i>Plerogyra</i>	4			G (dead)					G
<i>Plerogyra</i>	4			S (live)	S		G		G
<i>Plesiastrea versipora</i>	1	S		S					S
<i>Pocillopora</i>	10	G		S	S		G		G
<i>Podabacia</i>	2	S		S					?
<i>Polyphyllia</i>	3	S		S			S		S
<i>Porites</i>	80	G		G			G		G
<i>Psammocora</i>	15	G		G			G		G
<i>Pseudosiderastrea tayami</i>	1	S	S	S					S
<i>Sandolitha</i>	2	S		S					G
<i>Scapophyllia cylindrica</i>	1	S	S	S					S
<i>Schizoculina fissipara</i>	1	S							S
<i>Scolymia</i>	4	S		G			S*		G
<i>Seriatopora</i>	5	G		S	S		S*		G
<i>Siderastrea</i>	5	G							G
<i>Simplastrea vesicularis</i>	1	S							S

<i>Solenastrea</i>	2	S						Caribbean	G
<i>Stephanocoenia intersepta</i>	1	S	S					Caribbean	S
<i>Stylarea punctata</i>	1	S	S						S
<i>Stylocoeniella</i>	3	S							G
<i>Stylophora</i>	5	G		G / S	S		S*		G
<i>Symphyllia</i>	6	G					G		G
<i>Trachyphyllia geoffreyi</i>	1	S	S	S				Includes <i>Wellsophyl lia radiata</i>	S
<i>Tubastrea</i>	6			G			S*		G
<i>Turbinaria</i>	15	G		G	S	G	S*		G
<i>Zoopilus echinatus</i>	1	S	S	S					S

Notes:

S/sheet derived from contributions below to which reference should be made for any additional comments provided by the author(s).

Indonesian contribution from Suharsono.

Secretariat contribution derived from Notification to the Parties 1999/44

European Commission contribution from P. Jouk and C. Massin with comments from M. Best and B. Hoeksema

Unites States of America contribution from A. Bruckner

Fiji contribution from M. Sovaki

OATA contribution from K Davenport – genera marked S* indicate identification to specific level is difficult and may depend on expertise available.

Report of the significant trade working group

Chairman: Dr M. Hoogmoed

Participants: Animals Committee Representative from North America, Animals Committee Representative from Africa, Canada, China, Islamic Republic of Iran, India, France, Russian Federation, Denmark, United States of America, TRAFFIC, Wildlife Conservation Society, Wildlife Trust of India (WTI), Petrossian Caviar, Tsar Nicoulai Caviar, University of Maryland, IUCN, WCMC, CITES Secretariat

The Chair opened the meeting on 13 December, indicating that he preferred to deal with the *Naja* spp. and *Moschus* spp. first, and deal with Acipenseriformes later. Participants agreed.

1) ***Naja naja***

The Consultant's report included the following recommended categories for *Naja naja* subspecies:

<i>N. n. sputatrix</i>	1 or 2
<i>N. n. atra</i>	2 or 1
<i>N. n. kaouthia</i>	2 or 1
<i>N. n. siamensis</i>	2
<i>N. n. sumatrana</i>	2
<i>N. n. oxiana</i>	2 or 3
<i>N. n. naja</i>	2
<i>N. n. philippinensis</i>	2 or 3
<i>N. n. samarensis</i>	2 or 3
<i>N. n. sagittifera</i>	3

The Chairman explained that the Consultant was unable to recommend a specific category for a number of taxa and therefore provided a choice of categories. The Chairman proceeded to explain the Review of Significant Trade process, and to read the definition of the three categories. Germany mentioned that large numbers of *Naja naja* in trade are not identified to the subspecies level, therefore four subspecies classified as 2 or 3 by the Consultant should, for precautionary reasons, be placed in category 2 rather than 3. WCMC indicated that certain taxa could be excluded from being in trade based on the reported country of origin. Since there is virtually no reported trade from India and Philippines, it is possible to exclude taxa that only occur in these countries. WTI (India) mentioned that the export of *Naja naja* is not allowed from India, but that there is believed to be substantial smuggling of skins from southern India to elsewhere in southeast Asia.

The Chairman stated that the main issue appears to be with *N. n. sputatrix*, because of the large numbers exported from Indonesia and Singapore. In addition, there is uncertainty about the role of this taxon in the ecosystem. The Animals Committee could possibly address questions to Indonesia on sustainability of harvest of this taxon. Indonesia confirmed that catch quotas are the same as export quotas for this species.

The Chairman suggested that all taxa be placed into category 2, except for *N. n. sagittifera*, which should be in category 3. This would allow Animals Committee to ask exporting countries to provide the basis for the non-detriment finding in a general way. After further discussion the suggestion of the Chairman to place all taxa into category 2, except for *N. n. sagittifera* which should be in category 3, was adopted.

The United States suggested that *N. n. sputatrix* be given an asterisk or other form of emphasis to indicate that most concern is focused on this taxon. The Chairman responded that *N. n. sputatrix* only occurs in Indonesia, so it will be possible to direct more questions to Indonesia to cover the greatest concerns.

It was agreed to place all taxa into category 2, except for *N. n. sagittifera* in category 3. Thus, the Working Group's recommendation for *Naja naja* is as follows:

<i>N. n. sputatrix</i>	2
<i>N. n. atra</i>	2
<i>N. n. kaouthia</i>	2
<i>N. n. siamensis</i>	2
<i>N. n. sumatrana</i>	2
<i>N. n. oxiana</i>	2
<i>N. n. naja</i>	2
<i>N. n. philippinensis</i>	2
<i>N. n. samarensis</i>	2
<i>N. n. sagittifera</i>	3

2) **Moschus** spp.

The Consultants report included the following recommended categories for *Moschus* spp.:

<i>M. fuscus</i>	1
<i>M. moschiferus</i>	1
<i>M. berezovskii</i>	2
<i>M. chrysogaster</i>	2

The Chair opened the floor for discussion.

The United States of America recommended that all taxa of *Moschus* be placed in category 1, re-iterating its comments made during the meeting, and noting that it is impossible to distinguish among the products in trade and that there is no scientific consensus on the proper classification for musk deer taxa. India noted that the Republic of Korea has imported large quantities of musk of questionable origin, and wondered what that country is doing to improve control measures. China mentioned the use of synthetic musk in patented medicines. Denmark stated that the European Union has an import suspension currently in affect for musk and musk products from China and the Russian Federation. Discussion followed on the basis of this suspension. TRAFFIC stated that the import prohibition came about largely as a result of an increase in export quotas for wild musk from the Russian Federation from 1998 to 1999, without a substantial explanation of the basis for the increase.

The Secretariat inquired if a category 1 listing for *Moschus* spp. from China would result in a recommendation that all trade be suspended, in view of the uncertainty about the wild or synthetic origin of musk in trade. The United States of America stated that its preference was to formulate strong primary and secondary recommendations in order to directly address the issues of concern related to Article IV implementation in the countries of concern (China and the Russian Federation), with the goal of making satisfactory progress in addressing these issues.

The Animals Committee Representative from Africa inquired if the different species had different population levels, warranting different categories. WCMC related the current population estimates for all species, noting that *M. fuscus* is considered to be the least abundant.

The Chairman asked the representative from China for her thoughts on the proper categorization of musk deer taxa. She said that the condition of wild population is not clear because the data from different sources differ substantially. She felt that it was better to put all taxa in category 2. The Secretariat noted that placement in category 2 would still allow the Animals Committee to ask the countries of concern to inform us about their Article IV implementation. If a satisfactory response is not submitted, the category can be changed. WCMC noted that the Consultant report indicates that exports of natural musk have been prohibited from China since 1997. The question arose whether synthetic musk needs to be reported on CITES documents. WCMC said that it does not. Thus, all musk in exported derivatives referenced on CITES documents must be considered to be natural musk.

China commented that the percentage of musk derivatives in traditional Chinese medicines is very small, and that should be considered in the analysis of trade data. China also mentioned that the main threat on *Moschus* spp. in China is habitat decrease. The United States of America noted that musk produced from musk deer farms does not come close to satisfying demand for musk.

In response to an inquiry, the Chairman re-iterated that countries would need to submit a satisfactory response within six weeks, or the category could be changed and more questions could be asked. India stated that all the *Moschus* spp. should be in category 1.

The Secretariat stressed that the important issue was to formulate targeted recommendations that were pertinent to the situation on the ground. It is important to avoid questions that allow general responses such as are contained on page 3 of the Consultants report in order to make progress. The United States of America stressed that the questions need to be focused and well thought out to address the issues of concern, and that a very high standard has to be set in terms of the quality and quantity of information accepted as satisfactory in any response to the questions. The Chairman re-iterated that we need to formulate the questions well and only accept high-quality answers. If not, the Animals Committee can decide on a higher category.

The Chair asked the participant from the Russian Federation if he wanted to comment. The participant declined, stating that no Russian specialists on this issue were at the meeting.

The Working Groups recommendation for *Moschus* spp. is as follows, with the caveat that the Committee will ask well-formulated questions to the countries concerned (China and the Russian Federation), and set a high standard for the quality and quantity of information that will be accepted as satisfactory. If a satisfactory response is not received by the 6-week deadline, then the category will be changed to 1, and primary and secondary recommendations will be formulated.

<i>M. fuscus</i>	2
<i>M. moschiferus</i>	1
<i>M. berezovskii</i>	2
<i>M. chrysogaster</i>	2

3) **Acipenseriformes**

The Consultant report included the following recommended categories for the Acipenseriformes reviewed:

<i>Acipenser baerii</i>	2
<i>A. fulvescens</i>	2
<i>A. gueldenstaedtii</i>	1

<i>A. nudiventris</i>	1
<i>A. ruthenus</i>	2
<i>A. schrencki</i>	1
<i>A. stellatus</i>	1
<i>Huso dauricus</i>	1
<i>H. huso</i>	1
<i>Polyodon spathula</i>	2

Considerable discussion took place on biological issues related to sturgeon, primarily in the Caspian Basin, including interventions by participants from the University of Maryland, Islamic Republic of Iran, Wildlife Conservation Society, Petrossian Caviar, Tsar Nicoulai Caviar, and the Russian Federation. The Chair indicated that the group should consider species in the following groupings:

A. gueldenstaedtii, *A. nudiventris*, *A. stellatus* and *H. huso*

A. schrencki and *H. dauricus*

A. baerii, *A. fulvescens*, *A. ruthenus* and *Polyodon spathula*

The Chair suggested that categorization should be on a country-by-country basis for each species, because management is at the country level and therefore compliance with Article IV is at the country level. This initiated a long discussion, during which participants expressed confusion over the Significant Trade process and about the significance of a category 1 versus category 2 designation.

TRAFFIC indicated that their remit was to categorize on a species-by-species basis, but that primary and secondary recommendations could be at the country level. The Regional Representative from North America supported TRAFFIC's perspective. The Russian Federation said that categorization should be by species, not by country.

The Islamic Republic of Iran made several interventions in support of categorization by country, repeatedly drawing a distinction between their management system and management by other Caspian basin countries. They stressed the difference between countries that managed their populations well, and countries that did not. They invited members of the group and/or TRAFFIC to visit Iran to see their management in person.

WCS said that, based on available information, some species belong in category 1, and that there can be different, country-by-country recommendations. The Secretariat stated that there is no scientific basis for dividing populations in a shared water body or drainage system, and that the working group may be criticized if it accepted arbitrary divisions of populations.

Tsar Nicoulai Caviar mentioned that illegal catches are up to four times greater than legal catches. The Chairman said that illegal catch and trade could be addressed through questions directed at countries of concern. The Secretariat said that it would be good to have more information from the Islamic Republic of Iran about its management system so that other countries of the region can be informed and perhaps use the same example.

At this point, discussion focused on the Review of Significant Trade process, and views expressed indicated that participants had a different understanding of that process. Tsar Nicoulai Caviar said that categorization into category 1 or 2 did not really matter, what is necessary is to get the best information from the countries, and decide what to do based on that. China stated that it would be best to keep the relevant species in category 2 and use cautious quotas. WCS stated that there is a time differential between categories 1 and 2 in that category 2 allowed for up to a 2-years status assessment, while category 1 allows more immediate action. The Secretariat stated that in addition to the 2-year period for status assessments, Parties have six weeks in which to respond to questions about the implementation

of Article IV for category 2 species. If the country provides information in response to questions that satisfies the AC, then they are out of the process. However, if the answer is not satisfactory, the species can be moved to category 1 with primary and secondary recommendations. A participant asked the practical question of who writes the recommendations and when are they written. The Chairman responded that the AC prepares the recommendations, and that should be done at this meeting.

The Secretariat suggested a compromise, namely to place all species in category 2 pending receipt of information from countries in response to the Secretariat's inquiry regarding the basis of their non-detriment determinations. The Secretariat recently sent out a letter requesting this information, and the deadline for response is in the next few weeks. Based on the quality of information in the response, the categories could be changed. This approach was eventually supported by the Islamic Republic of Iran, China, Tsar Nicoulai, and Petrossian.

The United States of America noted that this approach would mean that the group was rejecting six out of 10 (60%) of the consultants recommendations, and this sends the wrong message about the quality of the report. The Secretariat said that was an incorrect interpretation of the compromise and detracted from the spirit of the new approach. The Regional Representative for North America suggested an alternative compromise, namely to accept the recommendations made in the Consultants report. The two compromises were discussed. TRAFFIC emphasized that the Secretariat is unlikely to get better information than that contained in the Consultants report, because that report was based on communication with Management Authorities and Scientific Authorities in the affected countries, plus work since CoP10 on this issue, plus IUCN experiences with sturgeon. After further discussion of issues such as stock assessments, primary and secondary recommendations the Regional Representative for North America amended her proposed compromise by suggesting that the Working Group adopt the Consultant's recommended categories, with an additional statement to the effect that the Group recognizes that there are differences in the level of Article IV compliance among range countries for certain species. This approach was eventually supported by France, the Russian Federation, WCS, Canada, and Denmark.

After more repetitive discussion, the Chair decided that the group was not reaching consensus, and that the consultants recommendations would be the default report to the Animals Committee. These are as follows:

<i>Acipenser baerii</i>	2
<i>A. fulvescens</i>	2
<i>A. gueldenstaedtii</i>	1
<i>A. nudiiventris</i>	1
<i>A. ruthenus</i>	2
<i>A. schrencki</i>	1
<i>A. stellatus</i>	1
<i>Huso dauricus</i>	1
<i>H. huso</i>	1
<i>Polyodon spathula</i>	2

Report of the working group on transport of live animals

The following persons attended the group meeting:

Members: (see the list included in the attached "Terms of Reference" document.)

Guests: V. Bachraz, CITES Management Authority of Mauritius, R. Gnam, American Museum of Natural History as Rapporteur

1). Membership

The group welcomed a new Party member, China . The Chairman noted that for some Parties and some NGOs, there were new individuals representing these Parties and organizations. Introductions to the working group were made. Since the NGO member, EAZA has not participated in the group for the past two years and not responded to the Chairman's inquiries on their participation in the working group, the Chairman proposed that this organization no longer be considered a member of the working group and the group concurred.

2). Discussion of the Chairman's Report submitted to the AC16 meeting

The group agreed to the report. Additionally, it was noted that shipments in transit are a special problem and should be further addressed by the group. The group discussed the responses to the Notification to the Parties 1999/48 and the lack of responses to the questionnaire on transport mortality by major importing countries. PIJAC brought questionnaire responses to this meeting from the reptile importers in the United States of America and provided this information to the Chairman. The Working Group discussed the need to review the CITES Guidelines for Transport and its applicability.

3) Terms of Reference and Workplan

Following the request and instructions from the Chairman of the Animals Committee, the group developed draft Terms of Reference (see below). The Group used Conf. Resolution 10.21 as the basis for drafting its terms of reference. This document also addresses the further work and activities of this working group.

DRAFT TERMS OF REFERENCE OF THE TRANSPORT WORKING GROUP

Objective

The Transport Working Group, on behalf of the Animals Committee, deals with matters related to the transport of live animals (Resolution Conf. 10.21).

Tasks

This working group of the Animals Committee is charged in Resolution Conf. 10.21 with the following mandatory tasks:

- to establish the format for the presentation of data on mortality and injury or damage to health in transport; and
- to conduct a systematic review of the scope and causes of the mortality and injury or damage to health of animals during the shipment and transport process and of means of reducing such mortality and injury or damage to health:
 - the review should include a process for making recommendations to the Parties designed to minimize mortality, on the basis of consultation with exporting, importing, re-exporting and transit countries, IATA and AATA, and additional

information from scientists, veterinarians, zoological institutions, trade representatives, carriers, freight forwarders and other experts; and

- o these recommendations should be focused on individual species and countries of export, import, re-export or transit where appropriate, particularly those that have significant high mortality rates in transport, and should be designed to provide solutions to identified problems.

Additional discretionary tasks the working group may also consider, in order to address various priorities identified by the working group (for which there is no formal mandate to the Transport Working Group from the Conference of the Parties), the following:

Following on from the second bullet point above:

- review Resolution Conf. 10.21 on the Transport of Live Animals and the activities of the Transport Working Group, and make recommendations with respect to the implementation and effectiveness of Resolution Conf. 10.21;
- regarding IATA, make recommendations for improvement of the Live Animals Regulations, liaise with the Live Animals Board and other appropriate organizations, promote full and effective use of the Live Animals Regulations by Parties, carriers, freight forwarders, exporters and importers, coordinate with IATA to identify ports with animal holding facilities and information available from such facilities, encourage IATA to expand its education programs on live animal transport, and explore ways to enhance implementation of the Live Animal Regulations by Parties, including adoption of appropriate recommendations and measures;
- offer assistance to the Secretariat and Regional Representatives of the Animals Committee to incorporate live animal transport into training workshops, regional and other appropriate meetings;
- conduct an evaluation of the CITES Guidelines for Transport and Preparation for Shipment of Live Wild Animals and **Plants** (Note from Chairman of the Animals Committee: An evaluation concerning plants cannot be taken on by a working group of AC) for transport by means other than air and make recommendations to the Secretariat as to their improvement and applicability;
- address Objective 1.1.6 of the Strategic Vision for CITES adopted by the Conference of Parties at its 11th meeting which directs the Animals Committee to assist Parties to “develop further regulations to prevent unnecessary loss during catching, storage and transportation of live animals;” and
- address paragraph e) in Resolution Conf. 11.9, on the Conservation and Trade in Freshwater Turtles and Tortoises in Asia and other Regions, which calls on “all Parties involved in the trade in freshwater turtles and tortoises to examine their national legislation to ensure treatment of these animals during transport is in accordance with the provisions of the Convention and, where relevant, with IATA regulations, and to take immediate action to correct any deficiencies in such legislation.”

Outline of time scale and means of working

Prior to the 17th Meeting of the Animals Committee:

- a) encourage Parties to provide data requested in Notification No. 1999/48, analyze data received and prepare a draft report for consideration at the 17th Animals Committee Meeting;
- b) continue liaison with IATA to pursue relevant tasks set forth above and, attend, when appropriate, the Live Animals Board meetings in March and October each year;

- c) submit recommendations in February 2001 to the IATA Live Animals Board for amendments to the Live Animals Regulations at its March 2001 meeting and continue review of Live Animals Regulations;
- d) participate in CITES training workshops as requested;
- e) conduct an evaluation of the CITES Guidelines for Transport; and
- f) report to the 17th Animals Committee.

(Note: Several of the above items will be finalized by CoP12)

Prior to CoP12:

- a) conclude data gathering and analysis on the scope and causes of mortality and injury and prepare a report for COP12;
- b) continue liaison with IATA;
- c) continue other tasks outlined above as time permits; and
- d) submit a report to CoP12 on activities undertaken by the Transport Working Group.

Membership of the Transport Working Group:

- Irina Sprotte, Management Authority of Germany, Chair of TWG (Sprottel@bfh.de)
- Katalin Rodics, Regional Representative of Europe, Management Authority of Hungary (rodics@mail2.ktm.hu)
- Tonny Soehartono, Regional Representative of Asia, Scientific Authority of Indonesia (tonynuki@indo.net.id)
- Thomas Althaus, Alternate Regional Representative of Europe, Management Authority of Switzerland (Thomas.Althaus@bvet.admin.ch)
- Edson Chidziya, Alternate Regional Representative of Africa, Management Authority of Zimbabwe (research@qta.gov.zw)
- Juma A. Kayera, Management Authority of Tanzania (wildlife-division@twiga.com)
- Andrea Gaski, Management Authority of the United States of America (Andrea_Gaski@fws.gov)
- Zhihua Zhou, Management Authority of China (zzh0@yahoo.com)
- Robert Atkinson, Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals (ratkins@rspca.org.uk)
- Donald Bruning, Wildlife Conservation Society (dbruning.wcs@mcimail.com)
- Marshall Meyers, Pet Industry Joint Advisory Council (pijac@pipeline.com)
- Teresa Telecky, Humane Society of the United States (ttelecky@hsus.org)

Report of the working group on the review of the Appendices⁴

Terms of reference:

Recommendations to the Animals Committee regarding Resolution Conf. 9.1(Rev.), Annex 2, paragraph v), and Agenda item 8 of the 16th meeting of the Animals Committee:

The Working Group meeting was attended by:

Members of the Animals Committee:

Dr Sue Lieberman (Regional Representative for North America (Chairman of the working group))

Dr Rod Hay (Regional Representative for Oceania)

Tonny Soehartono (Regional Representative for Asia)

Parties:

Dr Harald Martens (Germany)

Sulaeman Kusumahnegara (Indonesia)

Samedi (Indonesia)

Dr Yoshio Kaneko (Japan)

Eduardo Iñigo (Mexico)

Javier Alvarez (United States of America)

Andy Bruckner (United States of America)

Non-governmental organizations:

Dr Rosemarie Gnam (American Museum of Natural History: Center for Biodiversity)

Dr Perran Ross (IUCN Crocodile Specialist Group)

Alberto Abreu (IUCN Marine Turtle Specialist Group)

Karen Steuer (International Fund for Animal Welfare)

Dr Bill Wall (Safari Club International)

Steve Nash (TRAFFIC)

Conal True (Universidad Autonoma de Baja California)

Bruce Taubert (Western Association of Fish and Wildlife Agencies)

⁴Amended on 15 December 2000, based on input in Plenary session (and corrections provided from participants)

Terms of Reference:

The working group discussed the goals and objectives of the meeting. Tasks identified were to:

- a) discuss and evaluate the nine species reviews submitted for discussion at the 16th meeting of the Animals Committee (AC16), in Doc. AC.16.8.1. The group agreed to make recommendations to the Animals Committee on whether or not to ask the Depositary Government to submit a proposal to CoP12. The Group agreed to discuss those reviews and see if additional recommendations for action should be made to the Animals Committee, or the Secretariat;
- b) discuss the process for future reviews, including how to standardize reports and questionnaires and other requests for information; and
- c) discuss and recommend to the Animals Committee species for the next round of review, and criteria for selection of species.

Species reviews in Doc AC.16.8.1

The working group discussed each of the species reviews and made the following recommendations:

Macaca fascicularis (review conducted by Indonesia): There was discussion and consensus that the species does not qualify for inclusion in Appendix II pursuant to Article II.2.a., but does qualify due to Article II.2.b., under the inclusion of the entire Order: Primates. Although some participants felt the species should be removed from the Appendices, others recognized similarity of appearance problems. There was some discussion of the trade in meat, which has potential to increase.

Saiga tatarica (review conducted by the United States of America): The Working Group agreed that the species should be retained in Appendix II. The Working Group agreed that the species, which is traded for traditional medicine, is a good candidate for special labelling requirements. It was noted that the Kalmykia population of the Russian Federation is declining due to hunting, poaching, fires, and smuggling through Mongolia. It was agreed that the reproductive biology of the species should allow it to recover quickly, although it is very vulnerable to increased poaching at this time. It was agreed that the Animals Committee should support additional efforts for the conservation of the species including a workshop among the range States.

Falco peregrinus (review conducted by the United States of America): The working group discussed the information on this species extensively. It was agreed to request additional information on illegal trade, additional information from major range countries that did not provide information, and information from experts including the Raptor Research Foundation. Participants noted that the species is recovering world-wide, except possibly in parts of Europe, and is naturally of low density. Most participants agreed that the species qualifies globally for Appendix II, although some countries in Europe do not agree. It was noted that many respondents to the survey conducted by the United States of America were small countries with very small populations, and more information should be solicited from larger countries. Members concurred that even if the species is moved to Appendix II, range countries would of course still be able to strictly regulate exports. The group agreed to continue the review, particularly soliciting information from large range countries (particularly Mexico), with an updated report submitted to AC17. At that time, the Committee will decide whether to recommend transfer to Appendix II.

Macrocephalon maleo (review conducted by Indonesia): One participant noted that the species is not in trade, and illegal trade is not a threat. The group agreed however with the statement of the Secretariat at AC16 that if a species qualifies biologically for Appendix I, even if there is no trade threat it may be appropriate to retain it in Appendix I. (Note: *The rapporteurs recorded the Secretariat as stating that it may be appropriate to retain the species in Appendix I if it meets the biological criteria for Appendix I because the absence of the species from trade is likely to be due to its Appendix-I status*). The working group agreed that the species meets the biological criteria for Appendix I and should be retained there.

Dermodochelys coriacea (review conducted by the United States of America): The chairman of the Marine Turtle Specialist Group noted that the IUCN listing is being upgraded to Critically Endangered, and noted that the review provides very useful information for the specialist group. The Group agreed to retain the

species in Appendix I, but noted that the situation facing the species is bleak, particularly in the Pacific. It was agreed to recommend that the causes for that precipitous decline need urgent exploration.

Python anchietae (review conducted by Namibia): The working group agreed to recommend retention of the species in Appendix II. With reference to information presented about trade in this species in Germany and the United States of America, the Secretariat requested those countries to determine the origin of specimens on their domestic markets. The United States of America and Germany agreed to inform their enforcement officials of problems with smuggling of the species, and the need to be particularly vigilant in inspection of shipments of live pythons from Africa.

Sclerophages formosus (review conducted by Indonesia): There was a very lengthy discussion relevant to this species. There was discussion that only one of the three colour morphs of the species may qualify for Appendix I, and 16 facilities are registered pursuant to Resolution Conf. 8.15(Rev.). Several participants noted that efforts for captive breeding of the species are successful, although there were concerns that those efforts have yet to provide benefit for the conservation of the species in the wild (recovery efforts etc.). There was discussion of various options for the species, including downlisting to Appendix II with a zero quota for export of wild specimens, a complete downlisting, a split-listing based on the colour varieties, split-listing by country, or retention in Appendix I. It was noted that a recent evaluation showed that the three colour morphs are not subspecies, but geographic variants, and that juveniles cannot be differentiated as to colour morph. Furthermore, there was no evaluation of the status of the species in countries other than Indonesia. After thorough discussion, there was consensus that populations had not recovered and wild populations still meet the biological criteria for Appendix I.

Probarbus jullieni (review conducted by the United Kingdom). The working group agreed that the species should be retained in Appendix I.

Order: Antipatharia (review conducted by the United States of America): There was discussion of this order, and consensus that all species in the order should be retained in Appendix II. Concern was raised that most exports in international trade are from Taiwan, province of China, which does not have any harvestable specimens. It was agreed to refer this issue to the Secretariat and Standing Committee for further evaluation. It was also agreed to recommend that the taxon be included in future in the Review of Significant Trade. Furthermore, concerns were raised about possible exports from Honduras to the Cayman Islands and it was agreed to refer this to the Regional Representative for Central and South America and the Caribbean. It was also agreed that the Cayman Islands is also a significant exporter, and the United Kingdom should be alerted to these concerns.

Process for future reviews

The Working Group recommends that:

- i) future reviews should be handled as a two-tiered process;
- ii) for all species subject to future reviews, the table used in Doc. AC.16.8 Annex 2 should be filled in;
- iii) it is highly advisable as well, for future reviews, to use the questionnaire utilized by the United States of America in its submissions, particularly for species for which sufficient information is available;
- iv) in some cases, the Animals Committee may request that the review be expanded, but in other cases the table mentioned above may suffice;
- v) in all cases, a Party or member of the Animals Committee should be responsible for submission of a species review, but a Party can always request that a non-governmental organization or individual scientist provide the review. The review must be submitted to the Animals Committee, however, through a Party or Regional Representative;
- vi) reviewers are urged to solicit input from range country Scientific and Management Authorities, but are also urged to conduct a literature review, and to seek information from relevant experts, scientists, and conservation organizations; and

- vii) it was agreed as well that if Resolution Conf. 9.24 is amended at CoP12, it is likely that the format for proposals (Annex 6) in that resolution may result in a format that will be useful for these reviews as well.

In terms of the goals and objectives of this process, the Working Group recommends to the Animals Committee that:

- i) the goal of this process is to determine if species that were listed before Resolution Conf. 9.24 was adopted are in the correct Appendix, or if it should be recommended to submit a proposal to transfer the species within or off the Appendices, and
- ii) when the reviewing Party or Regional Representative obtains other information of serious concern, that goes beyond the issue of whether or not the species is listed in the correct Appendix, it is recommended to submit that information to the Animals Committee, the Secretariat, or the Standing Committee, as appropriate, for their consideration.

Species for future reviews

The Working Group had a productive discussion, and agreed to the following criteria for all species to be subject to future reviews, pursuant to Resolution Conf. 9.1 (Rev.), Annex 2, paragraph v):

- i) 'high visibility' species should not be included (e.g. elephants, whales, sea turtles);
- ii) species that have already been evaluated for listing pursuant to Resolution Conf. 9.24 should not be included (at this time, that is, species for which proposals to amend the Appendices were considered at CoP10 and CoP11);
- iii) higher priority should be given to species that were listed early in the Convention's history;
- iv) species that have been subject to the significant trade review (Resolution Conf. 8.9(Rev.)) should not normally be considered. The Secretariat is requested to provide a list of those species to the next meeting of the Animals Committee;
- v) for Appendix II species, priority should be given to species with very little trade;
- vi) species reviewed should reflect geographic diversity, both Appendix I and II species, and diversities of life history strategies.

The Working Group recommends the following species for review between AC16 and AC17, noting that some of these species were agreed to at AC15, and several reviews are underway. Others were selected using the above criteria. Dates when the species was first listed in the Appendices are included.

Mammals

Cephalophus sylvicultor Appendix II; W. Africa; listed 29/7/83 (agreed to at AC15, but no range country or Regional Representative volunteered).

The Working Group will try to find a Party or Regional Representative to do the review, and will consult the relevant IUCN Specialist Group. This species was also retained since it is found in the cross-border bushmeat trade.

Birds

Caloenas nicobarica Appendix I; Asia; listed 28/6/79 (agreed to at AC15, but no range country or Regional Representative volunteered)

Anas aucklandica Appendix I; New Zealand; listed 1/7/75

Oceania offered at AC15 to review the species, and the Regional Representative has agreed to conduct the review.

Ara macao Appendix I; Mexico, Central America, S. America; first listed 28/10/76

Guatemala offered at AC15 to conduct the review; Mexico now offers to conduct the review for the species throughout its range, in coordination with Guatemala and/or the Regional Representatives for Central and South America and the Caribbean.

Agapornis fischeri Appendix II; E. Africa; first listed 6/6/81

Switzerland and the United Republic of Tanzania offered at AC15 to conduct the review, and it is hoped they will continue to be able to do so.

Reptiles

Dermatemys mawii Appendix II; Mexico and Central America; first listed 6/6/81

Guatemala offered at AC15 to conduct the review; Mexico now offers to conduct the review, in coordination with Guatemala and/or the Regional Representatives for Central and South America and the Caribbean.

Crocodylus lacertinus Appendix II; S. America; first listed 4/2/77

The Netherlands offered at AC15 to conduct the review, and it is hoped they will continue to be able to do so.

Cnemidophorus hyperythrus (new inclusion) Appendix II; N. America; first listed 1/7/75

The United States of America offers to conduct the review; the species meets all of the criteria stated above for inclusion in the review process

Amphibians

Dyscophus antongilli Appendix I; Madagascar; first listed 22/20/87

The Netherlands offered at AC15 to conduct the review, and it is hoped they will continue to be able to do so.

Bufo superciliaris Appendix I; W. Africa; first listed 1/7/75

The Netherlands offered at AC15 to conduct the review, and it is hoped they will continue to be able to do so.

Ambystoma mexicanum Appendix II; Mexico; first listed 1/7/7

Mexico offered at AC15 to conduct the review, the review is underway and will be submitted by Mexico to the next meeting of the Animals Committee

Hoplobatrachus tigerinus (syn: *Rana tigerina*) Appendix II; Indian subcontinent; first listed 1/1/85

The Netherlands offered at AC15 to conduct the review, and it is hoped they will continue to be able to do so.

Fishes

Cynoscion maconaldi Appendix I; Mexico; first listed 4/2/77

Mexico offered at this meeting to conduct the review.

Invertebrates

Ornithoptera alexandrae Appendix I; first listed 4/2/77

New inclusion: the Working Group recommends that a Party or Regional Representative be sought for this review

Given the considerable work involved in reviewing species with wide distributions, the working group recommends that 2 or more partners be involved in conducting such reviews. The working group agreed to also develop a list of Appendix I and II species to submit to the 17th meeting of the Animals Committee, that meet the above criteria, for potential selection by the Committee of additional species to review. The working group agreed to share the above criteria with IUCN/SSC Specialist Groups for their suggestions on species that could be reviewed. As this will be an ongoing process, Parties and Regional Representatives should also be encouraged to volunteer to perform additional reviews of these species.

Report of the working group on seahorses and other Syngnathids

1. The working group on Seahorses and other Syngnathids met twice, for a total of 3.5 hours. It included (a) the Regional Representative for Oceania, (b) representatives from observer Parties including China, Indonesia, Japan, and the United States of America, and (c) representatives from NGOs including American Zoo and Aquarium Association, International Fund for Animal Welfare, Ornamental Aquatic Trade Association, Pet Industry Joint Advisory Council, and the Universidad Autonoma de Baja California, Mexico. The group was chaired by Project Seahorse.
2. The working group recognized that Decision 11.153 directed the Secretariat to (1) convene a technical workshop, subject to funds, to consider current knowledge about seahorses and other syngnathids, their trade and conservation status; (2) request Parties to contribute existing information about their syngnathid species, fisheries, trade, and applicable domestic legislation; (3) encourage scientific research on this family; and (4) explore ways to involve interested parties in the management of syngnathids. Decision 11.97 then directed the Animals Committee to review outcomes from the proposed technical workshop in order to prepare a discussion document for CoP12.
3. The syngnathid working group decided to focus its efforts on (a) deciding what and how new scientific information should be obtained and (b) the nature of the proposed technical workshop. Examination of a tentative timeline (see Annex 6A) revealed that information gathering needed to begin at once, and that any technical workshop would need to be held in July to September 2001, if documents were to be ready in time to feed into the CITES preparatory process towards CoP12.
4. The group decided to draft a Notification with a request for information on biology, catch, boycott, trade and domestic legislation, that the Secretariat could send to the Parties. This document (see Annex 6B) emerged as a much simplified version of Doc. AC.16.19, with seven straightforward questions, with amplification encouraged if the Party should be willing and able. While encouraging Parties to contribute existing information, the working group decided that it should also and simultaneously identify other networks of experts (e.g. FAO, South Pacific Regional Environment Programme) and interested parties (fishers, traders, and consumers) who might have knowledge on syngnathids, and invite them to submit information. A web-based approach may help to encourage responses. Information received from Parties and other sources will need to be compiled and returned to the Parties for their comment, and/or presented to AC17 and AC18, in a series of feedback loops intended to increase the reliability and flow of information.
5. The Syngnathid working group next turned to the technical workshop, one destination for the newly-collected information. Participants felt that this meeting would offer an opportunity for Parties to gather and (perhaps to a lesser extent) offer biological and trade information, and should comprise invited presentations, contributed papers, small group discussions, and training modules (perhaps on taxonomy and tagging). It was agreed that we needed to consider modelling the syngnathid workshop on previous workshops related to CITES-listed species, for (i) freshwater turtles and tortoises and (ii) swiftlets. The expected outcome of the syngnathid meeting would be a technical report presenting current information on biology and trade of seahorses and other syngnathids.
6. The workshop would probably need to last three days during July, August or September 2001, preferably in Asia, where range states and traders are concentrated. The group's hope was that Regional Representatives on the Animals Committee would be able to help identify and invite interested Parties from their regions. The syngnathid workshop could perhaps be associated with AC17, if appropriate. Specialist biologists, trade researchers and other stakeholders / interested parties would also be invited.
7. Assuming that adequate funds could be raised, the working group felt that a researcher would be needed to (i) obtain, collate, and analyse data from a wide variety of sources, (ii) write briefing reports for AC17 and AC18, (iii) write reports on the technical workshop, and (iv) produce a draft

discussion document. The budget for full funding, Option A, therefore, includes a researcher's salary, his/her communication and travel expenses, occasional in-country researchers' stipends and their expenses, a workshop for 50-60 people (with full costs provided for many invited developing country nationals and experts), and the production, printing and dissemination of a report.

8. If funds proved inadequate for the full slate of activities, then the working group felt that it would be possible to defer the workshop. The researcher would, instead, gather information and write a technical report from contributed papers and additional surveys. The group felt that this Option B would allow for valuable analysis and dissemination even if a physical meeting were unaffordable. Indeed, some participants felt that the workshop might in any case be better postponed until Parties have collated and co-ordinated more research and information-gathering.⁵
9. A very crude budget calculation made it clear that the three confirmed or tentative offers of funding so far received – and very gratefully acknowledged - will not yet cover full costs for the implementation of these Decisions. It should, moreover, be noted that some of this money is only available to support participants' travel to a workshop.
10. The working group agreed that the relationship between CITES and Project Seahorse needed to be discussed formally with the Secretariat, in order to determine the relative roles and responsibilities of the two organizations with respect to information gathering and dissemination, and report preparation. Issues of intellectual property would also need to be resolved.
11. The syngnathid working group plans to stay in informal contact between meetings of the Animals Committee and welcomes involvement from other Parties and NGOs. We encourage the Secretariat to transmit our draft Notification to the Parties, asking for information about seahorses and other syngnathids. Our great thanks to any Parties and NGOs for any and all responses.

⁵ *Note from the Chairman of the Animals Committee: Points 7 and 8 go beyond the brief of the working group and contain many more elements than Dec. 11.153. Only the aspect of the organization of a workshop can be addressed, no other actions can be taken under the aegis of the Animals Committee. This should be kept in mind when adopting this report. Also note that budgets for Options A and B have not been included, keeping the brief of the working group in mind.*

Working group on seahorses and other Syngnathids
Terms of Reference

Objective

An informal Syngnathid Working Group, on behalf of the Animals Committee, will help implement Decision 11.97 and 11.153, on the conservation of seahorses and other members of the family Syngnathidae.

The 11th meeting of the Conference of the Parties of CITES decided on 20 April 2000 in Nairobi to initiate action on behalf of seahorses and other syngnathids. Decision 11.153 directs the Secretariat to (1) convene a technical workshop, subject to funds, to consider current knowledge about these species and their trade and conservation status; (2) request Parties to contribute existing information about their syngnathid species, fisheries, trade, and applicable domestic legislation; (3) encourage scientific research on this family; (4) explore ways to involve stakeholders in the management of syngnathids. Decision 11.97 directs the Animals Committee to review outcomes from the technical workshop in order to prepare a discussion document for CoP12.

Tasks

This working group of the Animals Committee is charged in support of Decisions 11.97 and 11.153 with the following tasks:

- To advise the Secretariat on preparation of a Notification requesting the Parties to provide information on seahorses and other syngnathids, in accordance with Decision 11.153.
- To assist the Secretariat in identifying funds to support data gathering and analysis and to support a technical workshop of relevant experts on the conservation of seahorses and other syngnathids.
- To assist the Secretariat to plan for such a technical workshop, to consider and review biological and trade information that would assist in establishing conservation priorities and actions to secure the conservation status of seahorses and other syngnathids.
- To review outcomes of the technical workshop convened by the Secretariat and other available information, and advise on appropriate recommendations.
- To prepare a discussion paper for consideration at the 12th meeting of the Conference of the Parties on the biological and trade status of seahorses and other syngnathids to provide scientific guidance on actions needed to secure their conservation status.

Outline of timeline and means of working toward CoP 12

(with dates dependent on meeting schedules)

- Encourage Parties and other relevant bodies (e.g. intergovernmental and non-governmental organisations, industry organisations, and other interested parties) to provide financial support for the technical workshop (January 2001).
- Encourage Parties to offer to host the technical workshop (January 2001).
- Develop the format of the technical workshop (January 2001).
- Draft a Notification with a request for information to be sent to the Parties (January 2001).
- Assist as required and requested to distribute the Notification expeditiously (February 2001).

- Identify other networks of experts (e.g. Convention on Biodiversity Roster of Experts, FAO) and stakeholder groups (fishers, traders, and consumers) who might have knowledge on syngnathids, and invite them to submit information to the working group (February 2001).
- Encourage Parties to provide information requested in this Notification.
- Encourage experts and other interested parties to participate in the technical workshop.
- Undertake web-based and e-mail based information gathering from all sources, in support of formal hard copy requests.
- Communicate responses from the Notification to the Secretariat.
- Contact Parties that reply to the first Notification, and other respondents, with requests for more detailed information as indicated by their response.
- Undertake an interim analysis of available information for consideration at the technical workshop (July 2001).
- Report to the 17th meeting of the Animals Committee (August 2001).
- Guide and support the technical workshop (July, August or September 2001).
- Continue liaison with Parties and other individuals and bodies who might have knowledge on syngnathids.
- Collate information from the technical workshop (October to December 2001).
- Analyse information received and prepare a draft report for the 18th Animals Committee meeting (Feb 2002).
- Prepare a discussion paper on syngnathids for CoP 12 (drafted by March 2002).
- Report on discussion paper to 18th meeting of the Animals Committee (March 2002 ?)
- Finalise the discussion document on syngnathids and submit for CoP 12 (June 2002 ?).
- Submit a report to CoP 12 on activities undertaken by the working group (by June 2002 ?).
- Help formulate any future plans at CoP 12 (November 2002 ?)

Other sources of information

The working group brainstormed in order to produce a first tentative list of other possible sources of information on the biology, fisheries and trade of seahorses and other syngnathids, to be consulted. Many more individuals, institutions and organizations may also have information.

AZA (American Zoo and Aquarium Association)

CBD (Convention on Biodiversity) rosters of experts

FAO (UN Food and Agriculture Organisation)

MAC (Marine Aquarium Council)

OATA (Ornamental Aquatic Trade Association)

Pacific Island networks

PIJAC (Pet Industry Joint Advisory Council)

SEAFDEC (Southeast Asian Fisheries Development Centre)

South African sustainable fisheries workshop (April 2001)

SPREP (South Pacific Regional Environment Programme workshop on the ornamental aquarium trade
– February 2001)

TCM (traditional Chinese medicine) associations in Hong Kong

US bilateral accords with Southeast Asian nations

WCMC (World Conservation Monitoring Centre – UNEP)

Membership of the informal Syngnathid Working Group

Amanda Vincent, Project Seahorse, McGill University, Montreal, Canada

Rod Hay, Regional Representative of Oceania, Scientific Authority of New Zealand

Suharsono, Directorate General of Protection and Nature Conservation, Indonesia

Takashi Mori, Resources and Environment Research Division, Japan

Meng Xian Lin, Endangered Species Import and Export Management Office, Authority of the People's
Republic of China

Nancy Daves, National Marine Fisheries Service, United States of America

Kristin Vehrs, American Zoo and Aquarium Association, United States of America

Steven Olson, American Zoo and Aquarium Association, United States of America

Karen Steuer, International Fund for Animal Welfare, United States of America

Keith Davenport, Ornamental Aquatic Trade Association, United Kingdom

Marshall Meyers, Pet Industry Joint Advisory Council, United States of America

Michael Maddox, Pet Industry Joint Advisory Council, United States of America

Conal David True, Universidad Autonoma de Baja California, Mexico

Draft Notification to request information from the Parties

We are writing to ask for information on seahorses and other members of the family Syngnathidae (pipefishes, pipehorses and seadragons), as mandated under Decision 11.153. The 11th Conference of the Parties directed the Secretariat to *request Parties to provide ... all relevant available information concerning the status, catches, bycatches and trade in seahorses and other syngnathids and on any domestic measures for their conservation and protection, and to review the adequacy of such measures.* We are currently asking for a subset of this information.

We recognise that formal understanding of seahorses and other syngnathids may be scarce. However, our knowledge of these fishes is so limited that all quantitative and qualitative input (including anecdote and traditional knowledge) will be valued. In your reply, please distinguish, where possible, between seahorses and other syngnathids. More detailed breakdown of information by species would be welcome but is not necessary.

For your reply, it would be helpful to contact other individuals, institutions and organisations in your country who may have knowledge of seahorses and other syngnathids. Suggestions include fisheries management authorities and regulatory bodies, customs authorities, fishers' organisations, traders in dried seafood, traders in traditional medicines, traders in aquarium and ornamental fishes, universities, museums, and public aquaria.

The information you provide will be considered at a technical workshop on seahorses and other syngnathids to be held, subject to funding, before the 12th meeting of the Conference of the Parties. It will also be incorporated into the Syngnathid Working Group report to the Animals Committee, and into a discussion document on seahorses and other syngnathids to be prepared by the Animals Committee for the 12th meeting of the Conference of the Parties.

1. What government agencies and other institutions in your country might or do have information on the biology, catch, bycatch, and trade of seahorses and/or other syngnathids? Please provide contact details.
2. What research is currently being undertaken in your country on seahorses and/or other syngnathids? We are interested in all studies, including biological, fisheries, trade, and market studies. Please provide contact details for the researchers.
3. What species of seahorses and other syngnathids are found along your country's coastline, and where? Please indicate the distribution of each species on a map, if possible.
4. Are you aware of any population data on seahorses and/or other syngnathids, particularly those indicating known or inferred changes in number over time (yes/no)? Please provide such data if possible.
5. Does your country monitor landings or trade in seahorses and/or other syngnathids (yes/no)?

If so, please provide any fisheries or customs codes used, and any available data on catch, import, export, re-export, and domestic trade.
6. Are any seahorses and/or other syngnathids included in domestic lists of species of special conservation concern (yes/no)? If so, please give details of this conservation status and explain why seahorses and/or other syngnathids are included.
7. Are seahorses and/or other syngnathids protected in any way in your country (yes/no)? If so, please give details of the legislation and explain why seahorses and/or other syngnathids are protected.

Draft report of the working group on cross-border movement
in time-sensitive biological samples for conservation purposes

Chair: Tom Althaus

Rapporteur: Pam Hall

Participants: Regional Representative from Africa, Regional Representative from South and Central America and the Caribbean, Chile, China, El Salvador, France, Germany, Mauritius, Mexico, United States of America, Tanzania, Zimbabwe, European Association of Zoos and Wildlife Veterinarians, Fundación Loro Parque, International Wildlife Coalition, Care for the Wild

With reference to Decision 11.103, the working group decided that they would concentrate on procedures to expedite the transfer of time-sensitive research samples rather than concentrating on ways to exempt such samples from the provisions of CITES.

Identification of various types of samples transferred internationally

Type of Sample	Typical Size of Sample	Use of Sample
blood liquid	drops or 5 ml of whole blood in a tube with anticoagulant; may deteriorate in 36 hours	haematology and standard biochemical tests to diagnose disease; taxonomic research; biomedical research
blood dry (smear)	a drop of blood spread on a microscope slide, usually fixed with chemical fixative	blood counts and screening for disease parasites
blood clotted (serum)	5 ml of blood in tube with or without a blood clot	serology and detection of antibodies for evidence of disease; biomedical research
tissues fixed	5mm ³ pieces of tissues in a fixative	histology and electron microscopy to detect signs of disease; taxonomic research; biomedical research
tissues fresh (excluding ova, sperm and embryos)	5mm ³ pieces of tissues, sometimes frozen	microbiology and toxicology to detect organisms and poisons; taxonomic research; biomedical research
swabs	tiny pieces of tissue in a tube on a swab	growing bacteria, fungi, etc. to diagnose disease
hair, skin, feathers, scales	small, sometimes tiny pieces of skin surface in a tube with or without fixative	genetic and forensic tests and detection of parasites and pathogens and other tests
cell lines	no limitation of sample size	cell lines are artificial products cultured either as primary or continuous cell lines that are used extensively in testing the production of vaccines or other medical products and taxonomic research (e.g. chromosome study and extraction of DNA)

DNA	small amounts of blood, hair, feather follicle, muscle and organ tissue (e.g. liver, heart, etc.), purified DNA, etc.	sex determination; identification; forensic investigations; taxonomic research; biomedical research
secretions, (saliva, venom, milk), does not include excretions (urine and faeces)	1-5 ml in vials	phylogeny research, production of anti-venom, biomedical research

Categorization of purposes for which samples are transferred internationally in terms of their typically commercial, typically non-commercial (see Resolution Conf. 5.10), and strict conservation elements

Purpose of Sample Transfer	Commercial Purpose	Non-commercial Purpose	Strict Conservation Elements
veterinary diagnosis		X	X
forensic and law enforcement purposes		X	X
taxonomic purposes and identification		X	X
genetic and ecological research		X	X
genetic engineering	X		X
biomedical research	X	X	X
pharmaceutical purposes	X		
education and training	X	X	X

Categorization of the recipient institutions and other recipients of such samples

Categorization of Types of Recipient
veterinary laboratory
government agencies for non-commercial purposes (laboratories, law enforcement, forensics)
universities
museums and herbaria
private forensics laboratories
individual scientists and veterinarians
private research institutions, including conservation organizations
zoological parks, aquariums, botanical gardens
pharmaceutical and biomedical companies

Evaluation of the need for expedited transfer of samples in each of the categories

To qualify for expedited processing the purpose must:

- 1) be non-commercial, and
- 2) have conservation elements under any of the following situations
- 3) urgency in the interest of the individual animal
- 4) urgency in the interest of this species or other CITES listed species
- 5) urgency for judicial law enforcement purpose
- 6) urgency with regards to transferable diseases (within animals)

Proposals to expedite the process of trade in time-sensitive biological samples

Annexes 7A and 7B consist of proposals by Switzerland and the United States of America for expediting the process of trade in time-sensitive biological samples.

Future actions

Include instruction on the handling of time-sensitive biological samples by enforcement agents in training seminars.

Secretariat should send out a Notification asking Parties for their implementation regimes to streamline the process of issuing CITES documents. The United States of America offered to analyze the responses and prepare a document for the next meeting of the Animals Committee.

Put on the agenda an item at the next meeting of the Animals Committee meeting called 'Streamlining the process for issuing CITES documents' or if a technical committee is formed, then refer it to them.

The United States of America offered to draft a summary of implementation systems from parties and draft a resolution on streamlining the process of issuing CITES documents for Standing Committee for consideration at the next meeting of Animals Committee.

Methods to facilitate the import/export of time-sensitive samples (proposal by Switzerland)

Import

- Have a system of registration for (professional) importers (e.g. firms) and/or scientific institutions. Let them subscribe to specific conditions and pledge them to specific obligations and responsibilities (non-compliance will not only mean loss of the registration but also penalties). Issue annual (or biennial) import-permits that specify among others the sample(s) for which the permit is valid. Renew the permits automatically each year or every two years (or have a renewal process by which the importer has to sign his pledge again).
- Issue permits for specified samples to individual importers, which are valid for “multiple shipments” for a specified time period (6 months, one year). Accept each shipment of such series of “multiple shipments” with a certified copy of the original re-export certificate or export-permit, under the condition that the last shipment of the series will be accompanied by the original, which covers all shipments. (This implies that the exporting country agrees to issues such an export document and is willing to certify the respective copies).
- Issue import permits (Note: Switzerland issues import permits for Appendix II specimens) for single shipments for sensitive samples as quickly as possible. When possible make use of fax.
- Make the controls not at the border, but look for a solution that allows you to make the controls at the premises of the importer.

Export

- Issue the export-permits, re-export certificates within a maximum of 24 hours after having received the application.
- Have a system where applications can be submitted electronically.
- Also a solution (but not very advisable): Have pre-issued documents ready (for cases where the same sample is exported or re-exported repeatedly).
- For “multiple shipments”: Issue one document for several shipments for the same samples and certify copies for each shipment (see above).
- Make sure that the Scientific Authority approves your procedure and gives you a general consent to the specific procedure(s). The Scientific Authority may approve simpler procedures only for certain types of samples.

Recognition of scientists

Set – after approval of such action by the Scientific Authority - a process in action where the Management Authority may issue an official document of recognition for identified individual scientists and for the time period of a specified research project (including the type of samples they wish to collect and export abroad and the purpose of the research), which can be presented to the CITES Management Authority abroad and should help to facilitate and speed up the issuing process for CITES export documents. Instruct the scientist to contact a registered institution in the country abroad. Have the sample sent as scientific specimen under the article VII 6. exemption.

General

Inform the scientific community about CITES regulations and procedures. Inform control agents about the sensitivity of those samples and how to treat them

An example of general non-detriment findings for export and import of tissue samples of Appendix-I species (provided by the United States of America)

On an institution-by institution basis, the Scientific Authority of the United States of America makes a general non-detriment finding for the export and import of tissue samples collected from living or dead captive-held, wild, and museum specimens of Appendix-I species based on the following:

1. The researcher has the appropriate expertise to accomplish the research.
2. The purpose of the research will be for the conservation of the species.
3. Samples will be collected in full cooperation and collaboration of host-country biologists and government.
4. Samples from living free-ranging animals will be collected incidentally to other activities, and no animals will be captured for the sole purpose of collecting samples for import or export. No remuneration can be offered for the taking of animals from the wild to obtain samples for import or export.
5. All of the samples from living animals will be collected by veterinarians, field biologists, and technicians who have extensive training in such techniques.

The Scientific Authority finds that the export or import is non-detrimental because the researcher is qualified to conduct the proposed research, the purpose of the research is conservation of the species, the specimens will be legally taken, the proposed activity will not result in the death or removal of any CITES species from the wild or the loss or removal of additional CITES species from the wild; and there are no more reasonable alternative uses of these specimens that are more likely to contribute to the conservation of these species.

A general finding applied to samples from multiple CITES species (in some cases all Appendix-I species) that are collected in multiple countries (in some cases world-wide) for an unlimited quantity of samples. The permittee is responsible for meeting specific permit conditions and providing an annual report to ensure that the imports are non-detrimental.

Report of the working group on the registration and supervision of operations engaged in captive breeding of CITES species listed in Appendix I (cf. Resolution Conf. 11.14, Decision 11.101 and Decision 11.102)

Chair: Dr Marco Polo Micheletti Bain (Regional Representative of Central and South America and the Caribbean)

Rapporteur: Sixto J. Inchaustegui Bain (Regional Representative of Central and South America and the Caribbean)

Participants: Observers from the Bahamas, Bolivia, Chile, China, Costa Rica, Germany, India, Indonesia, Israel, the Republic of Korea, Mauritius, Mexico, Namibia, [Spain], the United States of America, Zimbabwe, IUCN, TRAFFIC Network, AFA, AZA, American Museum of Natural History, DGHT, Fundación Ara, A.C., Fundación Loro Parque, SSN and WCS.

During AC16 the registration and supervision of animal species bred in captivity, according to Resolution Conf. 11.14 and Decision 11.101, was an important agenda item. Also included Decision 11.102. These were first introduced into plenary by the president of AC, Dr Hoogmoed. After a brief introduction, which raised a high controversy in plenary, a previously planned working group was structured. The group met during afternoon hours, December 12, 2001.

Three main items constituted the essentials of the work to be carried by the working group:

- A. The development of a list of Appendix I species that are critically endangered in the wild and/or known to be difficult to breed or keep in captivity. Submissions were requested from Parties by 1 October 2000 by means of the Notification to the Parties No. 2000/044. (Few parties did submit it).
- B. Production of definitions of:
 - Critically endangered in the wild
 - Difficult to keep in captivity
 - Difficult to breed in captivity
- C. Relationships between ex-situ breeding establishments and in-situ conservation programs.

It had been agreed that the definitions were crucial for the achievements of points A and C. For this, the group started to work on the production their production.

During the 3 working hours, the following definitions were produced by general consensus:

A species is considered "critically endangered in the wild" if:

1. any range State proposed it as such, and it is protected under existing national legislation by that range State; or
2. a) there is a significant risk of increased levels of illegal trade, as proposed by any Party; and
2. b) the species is listed in IUCN categories "Critically Endangered", "Endangered" or "Vulnerable".

A species is considered "difficult to keep" if:

1. it is a species for which the adult mortality rate in captivity exceeds the estimated adult mortality rate for wild populations; or

2. it is a species for which captive husbandry specialists have identified highly specialized requirements for maintaining specimens in captivity.

A species is considered "difficult to breed" if:

1. captive breeding operations are not self-sustaining; or
 2. captive breeding operations do not routinely produce viable offspring; or
- its reproductive biology in captivity has not been determined.

The delegation of Spain clarified that points 1 and 2 immediately above should be based on "practical experiences", not on hypothetical analysis. This was considered and understood, and was not formally approved to be included in the definitions by the working group. Nonetheless, they wanted it to be written in this report, as the specific understanding of the Spanish delegation.

After the production of the above definitions, allowable time had been already spent. Points A and C referred at the beginning of this report were not covered.

The Chair and Rapporteur thanked all participants for the cooperative atmosphere that prevailed during the working hours.

Draft report of the working group on the universal labelling system for the identification of caviar

Chairman: **Dr R. Hay**, Regional Representative for Oceania

Participants: China, France, Islamic Republic Iran, Russian Federation, United States, International Caviar Importers Association, IWMC, Tsar Nicoulai Caviar, TRAFFIC

With reference to Resolution Conf. 11.13, a brief summary by TRAFFIC and further explanation by the Secretariat, the group decided that the scope of its work should include not only the labelling and permitting from exporting countries to countries of first import, but also re-export (including re-packing).

The group's primary work was the implementation of Resolution Conf 11.13. Most of the recommendations in this paper relate to the paragraphs a) – e) of the Resolution. The group agreed that the intent of the Resolution was to apply only to commercial shipments. However there is still some confusion because the document does not make this explicit. The group recommends that the Secretariat should make this information available when it sends out a Notification.

Paragraph a:

We recognized that the phrase "more than 249 grams" had caused confusion, but that because this is in the text of the Resolution, it could only be finally resolved by an amendment at the next CoP. The group agreed that any containers that contained 250 grams or more of caviar required labelling. Exporters present advised the group that a non re-useable label as described in the Resolution would not be a problem. The working group recommended that the precise type of label should be left up to the exporting country to determine.

Paragraph b:

The Secretariat recommendations on labels to be attached to secondary containers as noted in paragraph 28 of the document were agreed upon by the group. We noted the working precedent of the crocodile tagging system.

Paragraph c:

The unique number is the only way to reference a permit to a particular item to be exported. There was considerable debate as to whether the number needed to be unique. However it was agreed that a non-unique system could lead to greater opportunities for illegal trade. There were no problems with grade, species code, country code and year as outlined in the resolution. It was also agreed that processing plant (acknowledging that an exporting agent may be classified as a processing plant) was acceptable. For lot identification, it was agreed that the codes used in the different management systems by each country should be accommodated. The Notification should include examples of these systems. Exporting Parties should inform the Secretariat of the lot identification system they will use.

Paragraph d:

This paragraph was determined not to be a problem if the elements of paragraph c were agreed to.

Paragraph e:

It was agreed that the label information could be attached as an annex to the export permit in the manner used for crocodile tagging.

The issue raised by the Secretariat in paragraph 32 of Doc AC. 16.16, regarding the control of labels, was not discussed by the working group.

The working group agreed that application of a labelling system to re-exports should also be considered. The group recommends that an intersessional working group be established to produce a draft resolution on this matter and any relevant amendments to Resolution Conf. 11.13 for CoP12.

Report of the freshwater turtle and tortoise working group

The working group first considered the question of its terms of reference. The group recommends to the Animals Committee that it be constituted as an intersessional body, to work until CoP 12. The group agreed that its overall mandate was not restricted to any one geographic region, but decided to concentrate at this session on the Asian turtle trade. For the purposes of this meeting of the Animals Committee, the group considered that it had three main tasks: establishing a framework for a second Workshop on Trade in Freshwater Turtles and Tortoises in Asia as mandated by Resolution Conf.11.9; determining conservation priorities for action on the turtle trade issue in Asia under the terms of Decision 11.150; and addressing the issue of freshwater turtle and tortoise trade with respect to the Review of Significant Trade as required by Decision 11.93.

Technical Workshop on Trade in Freshwater Turtles and Tortoises in Asia

The group noted that although the workshop organized by TRAFFIC, WWF and WCS in Cambodia brought together southeast Asian countries involved in the supply side of the trade, there was less representation from the consumer side, including the pet trade. There was also an under-representation of government officials from all sides. The group felt that the technical workshop should therefore encourage importer, exporter and government participation. In particular, we felt that more officials involved in the administration of CITES should attend, including if possible representatives of both the Management and Scientific Authorities. The technical workshop could therefore address capacity building, enforcement, training, research and field information, public awareness, implementation, legislation, and other issues.

The group noted that the first workshop took over six months to organize, and therefore there was no chance that the technical workshop could be held within the deadline of 12 months after COP 11 set in Resolution Conf. 11.9. However, it was felt to be important to hold the workshop in time so that its recommendations could go forward as draft documents, where applicable, to CoP 12. It was therefore felt that a date of October or November 2001 would be appropriate for the Workshop. It was also noted that the cost of the Cambodia workshop was approximately US\$ 75 000, with a further US\$ 30 000 required for publication of the Proceedings. Cost estimates are tentative at this time and need to be further evaluated. Assuming a similar cost for the second workshop, the group noted that pledges of \$62,000 have already been received.

The group recommends that the Secretariat should issue a Notification to the Parties asking them to approach suppliers for potential contributions for additional funding as necessary, as noted in Decision 11.150.

The Working Group suggested that it would be desirable to hold the Workshop in a relevant country, but also agreed to explore alternative venues should this not be possible. TRAFFIC and the Chelonian Research Foundation agreed to assist the Secretariat in convening the Workshop. The Group felt that the list of invitees should be drawn up by all group members, with outside consultation where necessary.

Conservation Priorities

The group considered a number of possibilities for further action in addition to the workshop. These included an informal review of currently unlisted Asian turtle species to determine if any of these would benefit from a future listing on the CITES Appendices. In particular, there may be further data available since the workshop in Cambodia that may affect the status of a number of species. The Chelonian Research Foundation undertook to produce a list of endangered or threatened turtle species for which there is evidence of trade in order to assist this informal review.

The group strongly supported the need for the development and circulation of appropriate identification materials for use by Customs authorities. We noted the existing manual published by the CITES Authority of Canada, which has been translated into Chinese by TRAFFIC. In particular, the Canadian guide needs to be expanded to include other relevant species. TRAFFIC will undertake a review of available identification materials and assess feasibility of use by enforcement authorities.

The group also identified the need for capacity building and training, noting that identification materials by themselves would be insufficient if officials were not trained in their use. The United States Fish and Wildlife Service has a regular process for soliciting funds for capacity-building and training in other countries, and will specifically endeavour to locate funding in this area. The Group noted the Secretariat's initiative with respect to capacity building sessions in mega-biodiversity countries, and recommended that specific training for dealing with trade in turtle species could be incorporated into this process. Conservation International noted that such techniques have been used to educate park officers in an ongoing project in Cuc Phong National Park, Vietnam, funded by FFI and AZA.

Significant Trade Review

The working group examined currently listed Asian turtle species on Appendix II to determine if any of these were appropriate candidates for the Review of Significant Trade process. The group concluded that the following four species should be considered as candidates for Phase V of the review: *Cuora amboinensis*, *Cuora flavomarginata*, *Cuora galbinifrons* and *Lissemys punctata*. The Group expressed serious concern about the status of other Appendix II species and further recommended that the Animals Committee undertake a review of other Asian turtle species on Appendix II.

Additionally, the working group agrees with the suggestion of the Regional Representative for Europe to the Animals Committee that the tortoise *Pyxis planicauda* be added to the species to be reviewed in Phase V. The working group strongly recommends that this consideration and process be expedited.

Participants at the Meeting of the Working Group

Tonny Soehartono (Representative of Animals Committee for Asia), Chair.

Dr Kim Howell (Representative of Animals Committee for Africa).

Party observers from China, Germany, Indonesia, United Republic of Tanzania, United States of America.

NGO observers from Chelonian Research Foundation, Conservation International, Deutsche Gesellschaft für Herpetologie und Terrarienkunde, International Wildlife Coalition, Pro Wildlife, TRAFFIC, Wildlife Conservation Society.

LISTE DES PARTICIPANTS
Members of the Committee/Miembros del Comité/Membres du Comité

AFRICA/AFRIQUE

GRIFFIN Michael
 Ministry of Environment and Tourism
 Private Bag 13306
 WINDHOEK
 Namibia/Namibie

T: (26461) 237553
 F: (26461) 237552
 E: ssaurus@iafrica.com.na

HOWELL Kim
 University of Dar es Salaam
 Department of Zoology and Marine Biology
 P.O. Box 35064
 DAR-ES-SALAAM
 United Republic of Tanzania/República Unida de
 Tanzania/République-Unie de Tanzanie

T: (25522) 2410462
 F: (25522) 2410393
 E: khowell@twiga.com

ASIA/ASIE

SOEHARTONO Tonny R.
 Ministry of Forestry
 Directorate General of Protection and
 Nature Conservation
 CITES Scientific Authority
 Dep. Kehutanan Lt. 8
 Jalan Gatot Subroto
 JAKARTA 10270
 Indonesia/Indonésie

T: (6221) 5720227; 5734818
 F: (6221) 5720227; 5734818
 E: tonynuki@indo.net.id

TUNHIKORN Schwann
 Director, Bureau of Natural Resources Conservation
 Wildlife Conservation Division
 Royal Forest Department
 Paholyothin Road, Jatujak
 BANGKOK 10900
 Thailand/Tailandia/Thailande

T: (662) 5795964
 F: (662) 5797048

*CENTRAL AND SOUTH AMERICA & CARIBBEAN/AMÉRICA CENTRAL, DEL SUR
 Y EL CARIBE/AMÉRIQUE CENTRALE ET DU SUD ET CARAÏBES*

INCHÁUSTEGUI Sixto
 Autoridad Científica CITES
 Grupo Jaraguá
 El Vergel 33, El Vergel
 SANTO DOMINGO
 Dominican Republic/República
 Dominicana/République dominicaine

T: (1809) 4721036
 F: (1809) 5313508
 E: emys@tricom.net

MICHELETTI BAIN Marco Polo
 Vicepresidente
 Banco Nacional de Desarrollo Agrícola
 COMAYAGÜELA
 Honduras

T: (504) 2378505
 F: (504) 2378506
 E: vipres@david.intertel.hn

EUROPE/EUROPA/EUROPE

HOOGMOED Marinus
 Chairman of the CITES Animals Committee
 National Museum of Natural History
 Postbus 9517
 NL-2300 RA LEIDEN
 Netherlands/Paises Bajos/Pays-Bas

T: (3171) 5687618
 F: (3171) 5687666
 E: hoogmoed@nrm.nl

RODICS Katalin
 Nature Conservation Department
 Környezetvédelmi Minisztérium
 (Ministry for Environment)
 Költö u. 21
 H-1121 BUDAPEST XII
 Hungary/Hungria/Hongrie

T: (361) 3952605; 3957458; 3956857
 F: (361) 2008880; 3957458
 E: rodics@mail2.ktm.hu

NORTH AMERICA/AMÉRICA DEL NORTE/AMÉRIQUE DU NORD

LIEBERMAN Susan
Office of the Scientific Authority
US Fish and Wildlife Service
Vice-Chairman of the CITES Animals Committee
4401 N. Fairfax Drive
Room 750
ARLINGTON, VA 22203
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1703) 3581708
F: (1703) 3582276
E: susan_lieberman@fws.gov

OCEANIA/OCEANÍA/OCÉANIE

HAY Rod
Scientific Authorities Committee
Department of Conservation
Private Bag 4715
CHRISTCHURCH
New Zealand/Nueva Zelandia/Nouvelle-Zélande

T: (643) 3799758
F: (643) 3651388
E: rhay@doc.govt.nz

CITES Secretariat/Secretaría CITES/Secrétariat CITES

International Environment House
15, chemin des Anémones
CH-1219 CHÂTELAINE, GENEVA
Switzerland/Suiza/Suisse

T: (+ 41-22) 9178139/40
F: (+ 41-22) 7973417

WIJNSTEKERS Willem
Secretary General

T: (+ 41-22) 9178149
E: willem.wijnstekers@unep.ch

LINDEQUE Malan
Chief, Scientific Coordination Unit
Regional Coordinator for Africa

T: (+ 41-22) 9178123
E: malan.lindeque@unep.ch

VAN VLIET Ger
Senior Scientific Officer (Plants)
Regional Coordinator for Europe
Scientific Coordination Unit

T: (+ 41-22) 9178120
E: ger.van-vliet@unep.ch

HENRY Paula
Unit Secretary
Scientific Coordination Unit

T: (+ 41-22) 9178121
E: paula.henry@unep.ch

ZENTILLI Victoria
Research Assistant
Scientific Coordination Unit

T: (+ 41-22) 9178122
E: victoria.zentilli@unep.ch

Rapporteurs/Relatores

LITTLEWOOD Alison
United Kingdom CITES Scientific Authority
Joint Nature Conservation Committee
Monkstone House
Peterborough
CAMBRIDGE PE1 1JY
United Kingdom/Reino Unido/Royaume-Uni

T: (441733) 866814
F: (441733) 555948
E: Alison.Littlewood@jncc.gov.uk

HAMILTON Charlie
United States Management Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive, Room 700
ARLINGTON, VA 22203
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1703) 3582104 ext. 5437
F: (1703) 3582281
E: charles_hamilton@fws.gov

ST-JOHN Anne
Division of management Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive, Room 700
ARLINGTON, VA 22203
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1703) 3582104 ext. 4008
F: (1703) 3582298
E: anne_stjohn@fws.gov

Earth Negotiations Bulletin

International Institute for Sustainable Development
212 East 47th St.
NEW YORK, NY, 10017
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1212) 6440204
F: (1212) 6440206

DIMITROV Rado
Bulgaria/Bulgarie

E: rado@iisd.org

FERNAU David
South Africa/Sudáfrica/Afrique du Sud

E: david@iisd.org

LACLOCHE Violette
France/Francia

E: violette@iisd.org

MEGATELI Nabiha
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

E: nmegateli@iisd.org

ORMSBY Alison
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

E: alison@iisd.org

SCHULMAN Mark
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

E: markschulman@iisd.org

Party/Parte/Partie

BAHAMAS

ISAACS Maurice
Veterinary Officer
Dept. of Agriculture
P.O. Box N3704
NASSAU

T: (1242) 2351173
F: (1242) 3285874
E: maurice@batelnet.bs

PHILLIPS Eleanor
Fisheries Officer
Dept. of Fisheries
P.O. Box N3028
NASSAU

T: (1242) 3931777
F: (1242) 3930238
E: eifisheries@batelnet.bs

BARBADOS/BARBADE

PARKER Christopher
Fisheries Division
Ministry of Agriculture and Rural Development
Princess Alice Highway
BRIDGETOWN

T: (246) 4263745
F: (246) 4369068
E: fishbarbados@caribsurf.com

BOTSWANA

THEOPHILUS Isaac Kaumana
Department of Wildlife and National Parks
P.O. Box 131
GABORONE
Botswana

T: (267) 371405
F: (267) 312354
E: itheophilus@gov.bw

CANADA/CANADÁ

CHAMBERLAND Paul
Canadian Wildlife Service
Environment Canada
OTTAWA
Ontario, K1A 0H3

T: (1819) 9531156
F: (1819) 9536283
E: paul.chamberland@ec.gc.ca

CHILE/CHILI

IRIARTE Agustin
Servicio Agrícola y Ganadero
Avda. Bulnes 140
SANTIAGO

T: (562) 6721394
F: (562) 6992778
E: deproren@sag.minagri.gob.cl

MERLET BADILLA Horacio
Servicio Agrícola y Ganadero
Avenida Bulnes 140
SANTIAGO

T: (562) 6731256
F: (562) 6992778
E: hmerlet@sag.minagri.gob.cl

CHINA/CHINE

FAN Zhiyong
CITES Affairs Division
Endangered Species of Wild Fauna and Flora
Import and Export Administrative Office of China
Hepingli East Street 18
BEIJING

T: (8610) 84239014
F: (8610) 84256388
E: zhiyongfan@21cn.com

JIANG Zhigang
The Endangered Species Scientific
Commission of the People's Republic of China
19 Zhongguancun Lu
Haidian District
BEIJING 100080

T: (8610) 62639067
F: (8610) 6256480
E: jiangzg@panda.ioz.ac.cn

MENG Xianlin
The Endangered Species Import and Export
Management Office
State Forestry Administration
Hepingli East Street 18
BEIJING 100714

T: (8610) 84239003
F: (8610) 84239003
E: xlmeng@public.fhnet.cn.net

SZE Wai-Chung
Agriculture, Fisheries and Conservation Dept.
6/F Cheung Sha Wan Government Offices
303 Cheung Sha Wan Road
HONG KONG SPECIAL ADMINISTRATIVE REGION

T: (852) 21506982
F: (852) 23763749
E: phoebe_wc_sze@afcd.gov.hk

ZHOU Zhihua
The Endangered Species Import and Export
Management Office of the People's Republic of China
Hepingli East Street 18
BEIJING

T: (8610) 84239001
F: (8610) 64214180
E: zzh0@yahoo.com

COSTA RICA

MATAMOROS HIDALGO Yolanda
Coordinadora
Consejo de Representantes de Autoridades
Cientificas - CITES
Parque Zoológico Simón Bolívar
Apartado 11594-1000
SAN JOSÉ

T: (506) 2560012
F: (506) 2231817
E: fundazoo@sol.racsa.co.cr

CZECH REPUBLIC/REPÚBLICA CHECA/RÉPUBLIQUE TCHÈQUE

SVEC Petr
Ministry of the Environment
Vrsovicka 65
100 10 PRAGUE

T: (4202) 67122450; 67310309
F: (4202) 67311096; 67310208
E: petr_svec@env.cz

DENMARK/DINAMARCA/DANEMARK

MUNK Maj
Danish Forest and Nature Agency
Haraldsgade 53
DK-2100 COPENHAGEN

T: (4539) 472428
F: (4539) 472312
E: mfm@sns.dk

EL SALVADOR

ARÉVALO CASTILLO Luís Rafael
Dirección General de Sanidad Vegetal y Animal
Ministerio de Agricultura y Ganadería
Final 1a. Avenida Norte y Avenida Manuel Gallardo
NUEVA SAN SALVADOR

T: (503) 2885220
F: (503) 2289029
E: reg.fis@salnet.net

FRANCE/FRANCIA

JACQUET-POUILLAUDE Stéphanie
Ministère de l'aménagement du territoire
et de l'environnement
Direction de la nature et des paysages
20, avenue de Ségur
75302 PARIS 07 S.P.

T: (331) 42191916
F: (331) 42191981
E: stephanie.jacquet@environnement.gouv.fr

RIGOULET Jacques
Muséum national d'histoire naturelle
57, rue Cuvier
F-75005 PARIS

T: (331) 40794831
F: (331) 40793816
E: rigoulet@mnhn.fr

GERMANY/ALEMANIA/ALLEMAGNE

MARTENS Harald
Federal Agency for Nature Conservation
Konstantinstrasse 110
53179 BONN

T: (49228) 8491103
F: (49228) 8491119
E: martensh@bfn.de

SPROTTE Irina
Bundesamt für Naturschutz
Konstantinstrasse 110
53179 BONN

T: (49228) 8491441
F: (49228) 8491470
E: sprottei@bfn.de

HONDURAS

ARIAS BRITO Marco Vincio
AFE-COHDEFOR
Colonia Carrizal Comayaguela
TEGUCIGALPA

T: (504) 2238810
F: (504) 2233348
E: marcovab@itsnetworks.net

PALMA Jorge
AFE-COHDEFOR
Colonia Carrizal Comayaguela
TEGUCIGALPA

T: (504) 2238810
F: (504) 2233348
E: procajon@hondutel.hn

PINEDA OCCHIENA M. Gabriela
Secretaría de Estado de Agricultura y Ganadería
Boulevard Miraflores
Avenida La FAO
TEGUCIGALPA

T: (504) 23285924
F: (504) 2315914
E: mpao2@hotmail.com

INDIA/INDE

SEN P.K.
Director Project Tiger
Ministry of Environment and Forests
Government of India
Paryavaran Bhawan, C.G.O. Complex
Lodi Road
NEW DELHI - 110003

T: (9111) 4362785
F: (9111) 4363918

INDONESIA/INDONÉSIE

KUSUMAHNEGARA Sulaeman
Directorate General of Protection and Nature
Conservation
CITES Management Authority
Manggala Wanabakti Bld. Block 7, 7th Floor
JL.Gatot Subroto
Senayan
JAKARTA

T: (6221) 5720227
F: (6221) 5720227
E: cites@dephut.cbn.net.id

SAMEDI

Directorate General of Protection and Nature
Conservation
CITES Management Authority
Manggala Wanabakti Bld. Block 7, 7th Floor
JL.Gatot Subroto
Senayan
JAKARTA

T: (6221) 5720227
F: (6221) 5720227
E: sam.phpa@dephut.cbn.net.id

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF)/IRÁN (REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)/IRAN (RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D')

HOSSEINI Mohammad Reza
Managing Director
Shilat Trading Company
CITES Management Authority for Sturgeon
No. 181 - Qaem Maqam Farahani Ave Motahari Rd.
P.O. Box 15875-4538
TEHRAN 15868

T: (9821) 8742006/8
F: (9821) 8754171
E: stcshilat@yahoo.com

POURKAZEMI Mohammad
International Sturgeon Research Institute
CITES Scientific Authority for Sturgeon
P.O. Box 41635-3464
RASHT

T: (98131) 2239033, 2235812
F: (98131) 2235971
E: pkazemi_m@yahoo.com

ISRAEL/ISRAËL

NEMTZOV Simon
Israel Nature and Parks Authority
3 Am Ve'Olam Street
JERUSALEM 95463

T: (9723) 7762227
F: (9722) 6529232
E: simon.nemtsov@nature-parks.org.il

JAPAN/JAPÓN/JAPON

ISHII Nobuo
Japan Wildlife Research Center
Shitaya 3-10-10 Taito-ku
TOKYO 110-8676

T: (813) 58240966
F: (813) 58240968
E: nishii@jwrc.go.jp

KANEKO Yoshio
Office of Ecosystem
Resources and Environment Research Division
Resources Development Department
Fisheries Agency
1-2-1 Kasuazaseki, Chiyada-ku
TOKYO

T: (813) 35020736
F: (813) 1682

MORI Takashi
Office of Ecosystem
Resources and Environment Research Division
Resources Development Department
Fisheries Agency
1-2-1 Kasumigaseki, Chiyoda-ku
TOKYO

T: (813) 35020736
F: (813) 35021687
E: takashi_mori1@nm.maff.go.jp

MAURITIUS/MAURICIO/MAURICE

BACHRAZ Vishnuduth
National Parks and Conservation Services
Ministry of Agriculture and Natural Resources
REDUIT

T: (230) 4644016; 4642993
F: (230) 4651184
E: npcsagr@intnet.mu

MEXICO/MÉXICO/MEXIQUE

ABREU GROBOIS F. Alberto
Chair, IUCN/SSC Marine Turtle Specialist Group
Unidad Mazatlán
Instituto de Ciencias del Mar y Limnología
Calz. Joel Montes Camarena s/n
MAZATLÁN, SINALOA

T: (5269) 852848
F: (5269) 826133
E: abreu@ola.icmyl.unam.mx

BENITEZ DÍAZ Hesiquio
Dirección de Servicios Externos
Comisión Nacional para el Conocimiento
y Uso de la Biodiversidad (CONABIO)
Liga Periférico-Insurgentes Sur 4903
Col. Parques del Pedregal
Tlalpan
MEXICO, D.F.

T: (525) 5289125
F: (525) 5289185
E: hbenitez@xolo.conabio.gob.mx

MEDELLÍN Rodrigo A.
(*Alternate members/Miembros suplentes/Membres
suppléants*)

Instituto de Ecología
Departamento de Ecología Funcional y Aplicada
Universidad Nacional Autónoma de México
Apartado postal 70-275
MEXICO, DF

T: (525) 6229042
F: (525) 6228995
E: medellin@miranda.ecologia.unam.mx

NAMIBIA/NAMIBIE

LINDEQUE Pauline
Ministry of Environment and Tourism
Private Bag 13306
WINDHOEK

T: (26461) 263131
F: (26461) 259101
E: permdsss@iafrica.com.na

NETHERLANDS/PAÍSES BAJOS/PAYS-BAS

SCHÜRMANN Chris
National Museum of Natural History
CITES Scientific Authority
Postbus 9517
NL-2300 RA LEIDEN

T: (3171) 5687591
F: (3171) 5687666
E: c.l.schurmann@n.agro.nl

NORWAY/NORUEGA/NORVÈGE

JOHANSEN Halvard P.
Royal Norwegian Embassy
2720 34th Street, 1.W
WASHINGTON, DC, 20008-2714

T: (1202) 9448981
F: (1202) 3370870
E: halvard.johansen@mfa.no

REPUBLIC OF KOREA/REPÚBLICA DE COREA/RÉPUBLIQUE DE CORÉE

KIM Hye-Sook
Ecosystem Conservation Division
Nature Conservation Bureau
Ministry of Environment
1, Joongang-dong
Gwachon-shi, Kyunggi-do
GWACHON

T: (822) 5004263
F: (822) 5049207

KIM Jeong-yeon
Pharmaceutical Safety Division
Korea Food and Drug Administration
#5 Nokbun-dong
Eunpyung-ku
SEOUL

T: (822) 3801824
F: (822) 3596965
E: hillarki21@korea.com

LEE Sang-Koon
Pharmaceutical Safety Division
Korea Food and Drug Administration
#5 Nokbun-dong
Eunpyung-ku
SEOUL

T: (822) 3801824
F: (822) 3596965
E: lee2409@kfda.go.kr

NOH Hee-Kyong
Global Environment Office
Ministry of Environment
1, Joongang-dong
Gwachon-shi, Kyunggi-do
GWACHON

T: (822) 5004255
F: (822) 5049206
E: louie@me.go.kr

WON Chang-man
Office of the Scientific Authority
Wildlife Division
National Institute of Environmental Research
Environmental Research Complex
Kyungseo-dong
Seo-ku
INCHON

T: (8232) 5607088
F: (8232) 5682037
E: wonkorea@chollian.net

**RUSSIAN FEDERATION/FEDERACIÓN DE
RUSIA/FÉDÉRATION DE RUSSIE**

KRETOVA Tatyana S.
State Committee of the Russian Federation
for Fisheries
Department of Production and Marketing
Development
12, Rozhdectvenskii Blvd
103031 MOSCOW

T: (7095) 9283344
F: (7095) 9288349

NIKONOROV Sergei I.
Vice-President
The Inter-Department Ichthyological Commission
27, Tverskaya Str.
103009 MOSCOW

T: (7095) 2990274
F: (7095) 2992221
E: interdepichthyocom@mtu-net.ru

SHEVLYAKOV Vladimir N.
Fisheries Attache
Embassy of the Russian Federation
1609 Decatur Street N.W.
WASHINGTON D.C. 20011

T: (1202) 7263838
F: (1202) 7260090
E: rusfishatt@starpower.net

SINGAPORE/SINGAPUR/SINGAPOUR

GIAM Choo-Hoo
78 Jalan Haji Alias
SINGAPORE 268559

T: (65) 466486
F: (65) 4634853
E: giamch@pacific.net.sg
**(Alternate member of the Committee/Miembro
suplente del Comité/Membre suppléant du Comité)**

LEONG Hon Keong
City Veterinary Centre
CITES Management Authority
25 Peck Seah Street
SINGAPORE 079315

T: (65) 2270670
F: (65) 2276403
E: LEONG_Hon_Keong@ava.gov.sg

SPAIN/ESPAÑA/ESPAGNE

IBERO SOLANA Carlos
Asesor para Fauna de la Dirección General
de la Conservación de la Naturaleza
Autoridad Científica CITES
ATECMA
Isla de la Toja 2-3° A
E-28400 VILLALBA
Madrid

T: (3491) 8490804
F: (3491) 8491468
E: cites@atecma.es

SWITZERLAND/SUIZA/SUISSE

ALTHAUS Thomas
Office vétérinaire fédéral
Schwarzenburgstrasse 161
CH-3097 LIEBEFELD

T: (4131) 3238508
F: (4131) 3238522
E: thomas.althaus@bvet.admin.ch

UNITED KINGDOM/REINO UNIDO/ROYAUME-UNI

FLEMING Vincent
Joint Nature Conservation Committee
Monkstone House
City Road
PETERBOROUGH
PE1 1JY

T: (441733) 866870
F: (441733) 555948
E: vin.fleming@jncc.gov.uk

**UNITED REPUBLIC OF TANZANIA/REPÚBLICA
UNIDA DE TANZANÍA/RÉPUBLIQUE-UNIE DE
TANZANIE**

KAYERA Juma A.
Wildlife Division
CITES Management Authority
Ministry of Natural Resources and Tourism
Nyerere Road, P.O. Box 1994
DAR ES SALAAM

T: (25522) 2866408; 2866376
F: (25522) 2863496; 2865836
E: wildlife-division@twiga.com

**UNITED STATES OF AMERICA/ESTADOS UNIDOS
DE AMÉRICA/ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE**

ALVAREZ Javier
Division of Scientific Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive
Room 750
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3581708 ext. 5055
F: (1703) 3582276
E: javier_alvarez@fws.gov

BECKER Lillian
National Marine Fisheries Service
1315 East West Highway
SILVER SPRING, MD

T: (301) 7132319
F: (301) 7130376
E: Lillian.Becker@noaa.gov

BRUCKNER Andrew
National Marine Fisheries Service
NOAA/NMFS
Office of the Protected Resources
1315 East West Highway
SILVER SPRING, MD 20910

T: (301) 7132319
F: (301) 7130376
E: andy.bruckner@noaa.gov

DAVES Nancy
National Marine Fisheries Service
National Oceanic and Atmospheric Administration
Department of Commerce
1315 East-West Highway
SILVER SPRING, MD 20910

T: (1301) 7132319 ext. 143
F: (1301) 7130376
E: nancy.daves@noaa.gov

EINSWEILER Sheila
Office of Law Enforcement
US Fish and Wildlife Service
4401 North Fairfax Drive
Room 500
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3581949
F: (1703) 3582271
E: sheila_einsweiler@fws.gov

FIELD John
Division of Scientific Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive
Room 750
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3581708
F: (1703) 3582276
E: john_field@fws.gov

GABEL Roddy
Chief Consultation and Monitoring Branch
Division of the Scientific Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive
Room 750
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3581708
F: (1703) 3582276
E: roddy_gabel@fws.gov

GASKI Andrea
Division of Management Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive
Room 700
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3582095
F: (1703) 3582298
E: andrea_gaski@fws.gov

HALL Pamela
Division of Scientific Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive
Room 750
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3581708
F: (1703) 3582276
E: pamela_hall@fws.gov

JOHNSON Kurt
Division of Scientific Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive
Room 750
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3581708
F: (1703) 3582276
E: kurt_johnson@fws.gov

KREGER Michael
Division of Scientific Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive
Room 750
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3581708
F: (1703) 3582276
E: michael_kreger@fws.gov

LE BOEUF Nicole
National Marine Fisheries Service
Office of Protected Resources
1315 East West Highway #13736
SILVER SPRING, MD 20910

T: (301) 7132322
F: (301) 7134060
E: nicole.leboeuf@noaa.gov

NAMMACK Marta
National Marine Fisheries Service
6404 Pima Street
ALEXANDRIA, VA

T: (301) 7131401 ext. 116
F: (301) 7130376
E: marta.nammack@noaa.gov

TIEGER Maggie
US Fish and Wildlife Service
Division of Management Authority
4401 N. Fairfax Drive
Room 700
ARLINGTON, VA 22033

T: (1703) 3582104
F: (1703) 3582280
E: maggie_tieger@fws.gov

VAN NORMAN Timothy
US Fish and Wildlife Service
Division of Management Authority
4401 N. Fairfax Drive
Room 700
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3582104
F: (1703) 3582280
E: Tim_vannorman@fws.gov

WEISSGOLD Bruce
Division of Management Authority
US Fish and Wildlife Service
4401 N. Fairfax Drive
Room 750
ARLINGTON, VA 22203

T: (1703) 3582095
F: (1703) 3582298
E: bruce_weissgold@fws.gov

ZIMBABWE

CHIDZIYA Edson
Department of National Parks
and Wild Life Management
P.O. Box CY 140
Causeway
HARARE

T: (2634) 792786-9; 723154
F: (2634) 724914; 792782
E: E: research@gta.gov.zw

(Alternate member of the Committee/Miembro suplente del Comité/Membre suppléant du Comité)

CHIMUTI Tapera
Department of National Parks
and Wild Life Management
P.O. Box CY 140
Causeway
HARARE

T: (2634) 792786-9
F: (2634) 724914; 792782
E: E: research@gta.gov.zw

UNO/ONU

**UNEP WORLD CONSERVATION MONITORING
CENTRE**

INSKIPP Tim
219 Huntingdon Road
CAMBRIDGE CB3 0DL
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (441223) 277314
F: (441223) 277136
E: tim.inskipp@unep-wcmc.org

***Intergovernmental Organization/Organización intergubernamental/
Organisation intergouvernementale***

EUROPEAN UNION

MORGAN David
EUROPEAN COMMISSION Env. A.4
Rue de la Loi 200
(BU-9 05/111)
B-1049 BRUXELLES
Belgium/Bélgica/Belgique

T: (322) 2968712
F: (322) 2969557
E: davidhuw.morgan@cec.eu.int

IUCN-THE WORLD CONSERVATION UNION

ROSS Perran
Crocodile Specialist Group
Florida Museum of Natural History
Dickenson Hall, Box 117800
University of Florida
GAINESVILLE, FL 32611
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1352) 8462566
F: (1352) 3929361
E: prosscsg@flmnh.ufl.edu

ROSSER Alison
IUCN/SSC Wildlife Trade Programme
219c Huntingdon Road
CAMBRIDGE CB3 0DL
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (441223) 277966
F: (441223) 277845
E: alison.rosser@ssc-uk.org

International NGO/ONG internacional/ONG internationale

AFRICA RESOURCES TRUST

HUTTON Jonathan
219 Huntingdon Road
CAMBRIDGE CB3 0DL
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (441223) 277314
F: (441223) 277136
E: hutton@artist-force9.co.uk

**CENTER FOR INTERNATIONAL ENVIRONMENTAL
LAW**

WOLD Chris
10015 SW Terwilliger Boulevard
PORTLAND, OREGON
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1503) 7686734
F: (1503) 7686671
E: chris@elaw.org

**EUROPEAN ASSOCIATION OF ZOO AND WILDLIFE
VETERINARIANS**

COOPER Margaret E.
Wildlife Health Services
P.O. Box 153
WELLINGBOROUGH
NN8 2ZA
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (44(0)7940) 571340
F: (441483) 797552
E: ngagi@compuserve.com

**EUROPEAN BUREAU FOR CONSERVATION AND
DEVELOPMENT**

PYROVOLIDOU-SYMONS Despina
Rue de la Science 10
1000 BRUSSELS
Belgium/Bélgica/Belgique

T: (322) 2303070
F: (322) 2308272
E: ebcd@skynet.be

GREENPEACE INTERNATIONAL

DRIEMAN Geert
Keizersgracht 176
NL-1016 DW AMSTERDAM
Netherlands/Paises Bajos/Pays-Bas

T: (3120) 5236245
F: (3120) 5236200
E: geert.drieman@ams.greenpeace.org

**INTERNATIONAL CAVIAR IMPORTERS
ASSOCIATION**

PETROSSIAN Armen
189 rue d'Aubervilliers
75018 PARIS
France/Francia

T: (331) 44896767
F: (331) 40354750
E: armen.petrossian@wanadoo.fr

INTERNATIONAL FUND FOR ANIMAL WELFARE

STEUER Karen
411 Main Street
YARMOUTH PORT, MA 02675
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1508) 7442195
F: (1508) 7442129
E: ksteuer@ifaw.org

INTERNATIONAL WILDLIFE COALITION

ORENSTEIN Ronald
1825 Shady Creek Court
MISSISSAUGA, ONTARIO
L5L 3W2
Canada/Canadá

T: (1905) 8207886
F: (1905) 5690116
E: ornstn@home.com

IWMC-WORLD CONSERVATION TRUST

LAPOINTE Eugene
3, passage de Montriond
CH-1006 LAUSANNE
Switzerland/Suiza/Suisse

T: (4121) 6165000
F: (4121) 6165000
E: iwmc@iwmc.org

ORNAMENTAL AQUATIC TRADE ASSOCIATION

DAVENPORT Keith
Chief Executive
5 Narrow Wine Street
TROWBRIDGE
Wiltshire BA14 8YY
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (441225) 777177
F: (441225) 7755523
E: keith@oata.demon.co.uk

PEAT INSTITUTE

AQUILINO John
611 Pennsylvania Avenue SE
PMB 372
WASHINGTON, DC20003
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 5449748
F: (1202) 5449749
E: PEATIns@compuserve.com

PET INDUSTRY JOINT ADVISORY COUNCIL (PIJAC)

MADDOX Michael P.
1220 19th Street, NW
Suite 400
WASHINGTON, DC 20036
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 4521525
F: (1202) 2934377
E: mmaddox@meyersalterman.com

MEYERS Marshall
1220 19th Street, NW
Suite 400
WASHINGTON, DC 20036
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 4521525
F: (1202) 2934377
E: mmeyers@meyersalterman.com

SAFARI CLUB INTERNATIONAL

WALL William
441-E Carlisle Drive
HERNDON, VA 20170
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1703) 7092293
F: (1703) 7092296
E: bwall@sci-dc.org

SPECIES SURVIVAL NETWORK

MICHELS Ann
2100 L Street, N.W.
WASHINGTON, DC 20037
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1301) 5487769
F: (1301) 2583080
E: annmichels@hotmail.com

SWAN INTERNATIONAL

YUAN Hsiao-Wei
Department of Forestry,
National Taiwan University
Taipei
TAIWAN
China/Chine

T: (8862) 23660235
F: (8862) 23660235
E: hwuyuan@ccms.ntu.edu.tw

TRAFFIC NETWORK

BARDEN Angela
TRAFFIC International
219c Huntingdon Rd
CAMBRIDGE CB3 0DL
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

F: (441223) 277237
E: angela.barden@trafficient.org

DE MEULENAER Thomas
TRAFFIC Europe - Regional Office
Waterloosteenweg, 608
B-1050 BRUSSELS
Belgium/Bélgica/Belgique

T: (322) 3438258
F: (322) 3432565
E: tdemeulenaer@traffic-europe.com

HOOVER Craig
TRAFFIC North America - Regional Office
1250 24th Street, NW
WASHINGTON, DC 20037
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 8223452
F: (1202) 7758287
E: craig.hoover@wwfus.org

NASH Stephen
TRAFFIC International
219c Huntingdon Road
CAMBRIDGE CB3 0DL
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (441223) 277427
F: (441223) 277237
E: stephen.nash@trafficint.org

RAYMAKERS Caroline
TRAFFIC Europe - Regional Office
Waterloosteenweg, 608
B-1050 BRUSSELS
Belgium/Bélgica/Belgique

T: (322) 3438258
F: (322) 3432565
E: craymakers@traffic-europe.com

**WHALE AND DOLPHIN CONSERVATION SOCIETY
(WDCS)**

FISHER Sue
Alexander House
James Street West
BATH BA1 2BT
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (441225) 334511
F: (441225) 480097
E: suef@wdcs.org

WILDLIFE CONSERVATION SOCIETY

BRUNING Donald
2300 Southern Boulevard
BRONX, NY 10460
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1718) 2205159
F: (1718) 7337300
E: dbruning.wcs@mcimail.com

LAUCK Elizabeth
2300 Southern Boulevard
BRONX, NY 10460
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1718) 2202151
F: (1718) 3644275
E: llauck@wcs.org

PIKITCH Ellen
2300 Southern Boulevard
BRONX, NY 10460
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1718) 2205885
F: (1718) 3644275
E: llauck@wcs.org

**WORLD CONSERVATION TRUST FOUNDATION -
FISHERIES COMMITTEE**

WILLS David
611 Pennsylvania Avenue SE
PMB 372
WASHINGTON, DC 20003
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 5449748
F: (1202) 5449749
E: PEATIns@compuserve.com

**WORLD SOCIETY FOR THE PROTECTION OF
ANIMALS**

WILSON Philip
WSPA, 14th Floor
89 Albert Embankment
LONDON SE1 7TP
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (4420) 77930540
F: (4420) 77930280
E: philipwilson@wspace.org.uk

National NGO/ONG nacional/ONG nationale

AMERICAN FEDERATION OF AVICULTURE, INC.

JORDAN Rick
111 Barton Bend
DRIPPING SPRINGS
Texas 78620
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1512) 8587029
F: (1512) 8587029
E: stirrup@texas.net

AMERICAN MUSEUM OF NATURAL HISTORY

GNAM Rosemarie
Center for Biodiversity and Conservation
Central Park West at 79th Street
NEW YORK, NY 10024
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1212) 3137076
F: (1212) 7695292
E: rgnam@amnh.org

AMERICAN ZOO AND AQUARIUM ASSOCIATION

OLSON Steve
8403 Colesville Road # 710
SILVERSPRING, MD 20910
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1301) 5620777, ext. 249
F: (1301) 5620888
E: solson@aza.org

VEHRS Kristin
8403 Colesville Road
Suite 710
SILVER SPRING, MD 20910
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1301) 5620777, ext. 229
F: (1301) 5620888
E: kvehrs@aza.org

ANIMAL PROTECTION INSTITUTE

MAAS Barbara
Wildlife Consultant
11 Sheldon Road
Edmonton
LONDON, N18 1RQ
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (44120) 82454126
F: (44120) 82454126
E: barbara.maas@btinternet.com

ANIMAL WELFARE INSTITUTE

ROBERTS Adam
P.O. Box 3650
WASHINGTON, DC
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 3372332
F: (1202) 3389478
E: adam@awionline.org

CARE FOR THE WILD

SIMMONDS Mark
c/o Alexander House
James Street West
BATH BA1 2BT
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (441225) 334511
F: (441225) 480097
E: marks@wdcs.org

CENTER FOR ELEPHANT CONSERVATION

REIFSCHNEIDER Laura
International Environmental Resources
4427 South 36th Street
ARLINGTON, VA 22206
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 4785177
F: (1202) 4785177
E: IEResources@aol.com

CONSERVATION FORCE

JACKSON, III John J.
3900 N. Causeway Blvd.
Suite 1045
METAIRIE, LA 70002
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1504) 8371233
F: (1504) 8371145
E: JJW-NO@att.net

CONSERVATION INTERNATIONAL

BUHLMANN Kurt A.
University of Georgia
Savannah River Ecology Laboratory
Drawer E
AIKEN, SOUTH CAROLINA 29802
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1803) 7255293
F: (1803) 7253309
E: buhlmann.srel.edu

CREATIVE CONSERVATION SOLUTIONS

JENKINS Hank
Principal
P.O. Box 390
BELCONNEN ACT 2617
Australia/Australie

T: (612) 62585164; cel. 61-414-809729
F: (612) 62598757
E: hank.jenkins@consol.net.au

DEFENDERS OF WILDLIFE

MUFFETT William Carroll
International Counsel
1101 14th Street, NW
Suite 1400
WASHINGTON, DC 20005
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 6829400
F: (1202) 6821331
E: cmuffett@defenders.org

**DEUTSCHE GESELLSCHAFT FÜR HERPETOLOGIE
UND TERRARIENKUNDE E.V.**

PAULER Ingo
DGHT
Im Sandgarten 4
D-67157 WACHENHEIM
Germany/Alemania/Allemagne

T: (496322) 64962
F: (496233) 68529
E: I-w-pauler@t-online.de

ENVIRONMENTAL INVESTIGATION AGENCY

BANKS Debbie
P.O. Box 53343
WASHINGTON, D.C. 20009
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 4836621
F: (1202) 9868626
E: debbiebanks@hotmail.com

SAVEDGE Jennifer
P.O. Box 53343
WASHINGTON, DC
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1202) 4836621
F: (1202) 9868626
E: jennsavedge@eia-international.org

FUNDACIÓN ARA, A.C.

IÑIGO ELÍAS Eduardo Eugenio
Antiguo Camino al Diente # 3333
Apartado Postal 2275, suc. J
C.P. 64988
MONTERREY, NUEVO LEON
Mexico/México/Mexique

T: (528) 3490795
F: (528) 3178502
E: ElnigoFUNARA@compuserve.com

FUNDACIÓN LORO PARQUE

DE SOYE Yves
38400 PUERTO DE LA CRUZ
Spain/España/Espagne

T: (34922) 374081
F: (34922) 375021
E: dir.cientifica@loroparque-fundacion.org

GREENPEACE - GERMANY

PUESCHEL Peter
Grosse Elbstrasse 39
22767 HAMBURG
Germany/Alemania/Allemagne

T: (4940) 30618-0; -334
F: (4940) 30631; -134
E: joerg.siepmann@greenpeace.de

HUMANE SOCIETY OF CANADA

O'SULLIVAN Micheal
347 Bay Street, Suite 806
TORONTO
Ontario, M5H 2R7
Canada/Canadá

T: (1416) 3680405
F: (1416) 3681948
E: michael@humanesociety.com

HUMANE SOCIETY OF THE UNITED STATES

TELECKY Teresa
2100 L Street, N.W.
WASHINGTON, DC 20037
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1301) 2583142
F: (1301) 2583080
E: ttelecky@hsus.org

**INDONESIAN CORAL, SHELL AND ORNAMENTAL
FISH ASSOCIATION (AKKII)**

BATARA Rudy
Jl. Raya Boulevard Blok RA 19 No.15
Kelapa Gading
JAKARTA
Indonesia/Indonésie

T: (6221) 45845970
F: (6221) 45846114
E: akkii@cbn.net.id

IWMC-CH

BERNEY Jaques
3, Passage de Montriond
1006 LAUSANNE
Switzerland/Suiza/Suisse

T: (4121) 6165000
F: (4121) 6165000
E: iwmcch@iwmc.org

MOTE MARINE LABORATORY

GALVIN Joan
1600 Ken Thompson Parkway
SARASOTA, FL
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1941) 3884441, ext. 316
F: (1941) 3884242
E: jgalvin@mote.org

NATIONAL TRAPPERS ASSOCIATION

BEERS James
15436 Eagle Tavern Lane
CENTREVILLE, VA 20120
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1703) 8307229
F: (1703) 8307229
E: jimbeers@juno.com

**NORTHEASTERN ASSOCIATION OF FISH AND
WILDLIFE AGENCIES**

ROBERTSON Gordon
Rm # 842 Building # 3, Capitol Complex
1900 Kanawha Blvd., East
CHARLESTON, WV 25305
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1304) 5582771
F: (1304) 5583147
E: grobert@dnr.state.wv.us

PRO WILDLIFE

FREYER Daniela
Löfflerstr. 5a
D-80999 MUENCHEN
Germany/Alemania/Allemagne

T: (4989) 81299507
F: (4989) 81299706
E: mail@prowildlife.de

PROJECT SEAHORSE, MCGILL UNIVERSITY

VINCENT Amanda
Dept of Biology
McGill University
1205 Avenue, Dr. Penfield
MONTREAL, QUEBEC
H3A 1B1
Canada/Canadá

T: (1514) 3985112; 3986455
F: (1514) 3985069
E: amanda_vincent@maclan.mcgill.ca

**ROYAL SOCIETY FOR THE PREVENTION OF
CRUELTY TO ANIMALS**

ATKINSON Robert
RSPCA
Causeway
HORSHAM
West Sussex RH12 1HG
United Kingdom of Great Britain and Northern
Ireland/Reino Unido de Gran Bretaña e Irlanda del
Norte/Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord

T: (441403) 264181
F: (441403) 218042
E: ratkins@rspca.co.uk

THE FUND FOR ANIMALS, INC.

WOLF Christine
Director of Government and International Affairs
World Building
8121 Georgia Avenue
Suite 301
SILVER SPRING, MD 20910
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1301) 5852591, ext. 208
F: (1301) 5852595
E: cwolf@fund.org

TSAR NICOULAI CAVIAR, INC.

ENGSTROM Mats
2171 Jackson Street
SAN FRANCISCO, CA 94115
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1415) 5678917
F: (1415) 5678253
E: beluga@tsarnicoulai.com

UNIVERSIDAD AUTÓNOMA DE BAJA CALIFORNIA

TRUE Conal David
Carretera Tijuana-Ensenada Km #103
ENSENADA, BAJA CALIFORNIA
Mexico/México/Mexique

T: (1526) 1744570, ext. 121
F: (1526) 1744103
E: ctrue@bahia.ens.uabc.mx

UNIVERSIDAD NACIONAL DE COSTA RICA

DREWS Carlos
Universidad Nacional de Costa Rica
Apdo. 1350
3000 HEREDIA
Costa Rica

T: (506) 2773600
F: (506) 2377036
E: cdrews@una.ac.cr

**WESTERN ASSOCIATION OF FISH AND WILDLIFE
AGENCIES**

TAUBERT Bruce
Arizona Game and Fish Dept
2221 W. Greenway Road
PHOENIX, AZ 85023
United States of America/Estados Unidos de
América/Etats-Unis d'Amérique

T: (1602) 7893301
F: (1602) 7893363
E: btaubert@gf.state.az.us

WILDLIFE TRUST OF INDIA

KUMAR Ashok
P.O. Box 3150
NEW DELHI - 110003
India/Inde

T: (9111) 6326025/26
F: (9111) 6326027
E: ashok@wildlifetrustofindia.org

